Kanton Basel-Stadt
Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt
Kanton Basel-Landschaft
Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
République et Canton du Jura
Département de l'économie et de la santé

Rapport économique commun aux cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura 2020

Bâle / Liestal / Delémont
Juin 2020

Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt
Rheinsprung 16/18
4001 Basel

Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion
Bahnhofstrasse 5
4410 Liestal

Département de l'économie et de la santé
2, rue de la Jeunesse
2800 Delémont

Avant-propos des trois chefs des départements cantonaux de l'économie publique

Mesdames, Messieurs,
Chères lectrices, chers lecteurs,

Pour la première fois, les gouvernements des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura présentent cette année un rapport périodique commun sur la situation économique des trois cantons. Cette initiative témoigne d'une volonté de coopération régionale, dans un contexte marqué par une crise économique provoquée par la pandémie de coronavirus. Les mesures de précaution requises pour éviter la propagation du virus mettent l'économie et la population à rude épreuve, et notre région n'est pas épargnée. Malgré un soutien financier sans précédent apporté par la Confédération et les cantons, nul ne sait à quel rythme l'économie de notre région pourra se remettre de ce choc. Nous manquons cruellement de recul et les dernières prévisions conjoncturelles doivent être interprétées avec la plus grande prudence. Malgré tout, nous sommes persuadés que notre région économique est capable de surmonter cette crise avec succès.

Les conditions nécessaires à un développement économique prospère sont réunies – c'est ce que met en évidence le présent rapport. Et aucune perte de vitesse ne se profile à l'horizon. Par ailleurs, l'économie régionale a déjà prouvé à maintes reprises qu'elle était capable de s'adapter aux changements et de générer des retombées positives. Les trois cantons ont également adopté des orientations de politique économique qui doivent renforcer la capacité d'innovation et de développement de la région.

Le présent rapport met en évidence l'évolution économique enregistrée ces dernières années en s'appuyant sur deux analyses indépendantes, qui concernent non seulement la région dans son ensemble, mais aussi chacun des trois cantons. Les résultats de ces analyses mettent en lumière les points forts, les points faibles, les défis et les opportunités de la région. Pour en tirer le meilleur parti, les trois cantons collaborent étroitement depuis plusieurs années, et cette coopération se révèle efficace, notamment en matière de promotion de l'innovation et de la place économique. La mise en commun de leurs réseaux renforcera la coopération institutionnelle à tous les niveaux.

La pandémie de coronavirus nous a poussés à nous recentrer sur notre environnement local, sans pour autant laisser de côté les moyens de communication techniques qui nous ont permis de transcender les frontières avec succès. Dans ce contexte, «proximité» ne rime pas avec «isolement», et «ouverture» ne signifie pas nécessairement «division internationale du travail». Nos trois cantons sauront développer leurs points forts à l'avenir, et avec conviction. Les conditions sont particulières pour l'économie et la population de notre région: nous sommes en effet ouverts sur le monde et nous entretenons des relations étroites par-delà nos frontières cantonales et nationales. Si nous parvenons à trouver le bon équilibre, rien ne peut nous empêcher de connaître un avenir prospère.

Christoph Brutschin	Jacques Gerber	Thomas Weber
Conseiller d'État BS	Ministre JU	Conseiller d'État BL

Résumé

Depuis plusieurs années, les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura collaborent étroitement sur des questions de politique économique, et cette coopération se révèle efficace. En matière de politique d'innovation publique et de promotion de la place économique sur les marchés étrangers, par exemple, nous sommes convaincus que nos actions communes apportent de meilleurs résultats que des initiatives isolées prises au niveau de chaque canton. Cette coopération a été rendue possible grâce à l'agence Basel Area Business & Innovation, soutenue financièrement par les trois cantons. Les prestations qu'elle fournit et les services proposés par le Switzerland Innovation Park (SIP) Basel Area permettent de créer un environnement attrayant pour les entrepreneurs, les chercheurs et les entreprises innovantes qui travaillent avec des partenaires en recherche et développement, des prestataires de services et des investisseurs.

Cette coopération tricantonale axée sur la politique économique explique en partie pourquoi la région Bâle-Jura fait pour la première fois l'objet d'un rapport économique commun. Le présent document propose une analyse objective et indépendante de la performance économique des trois cantons, et compare leur situation à celle de la Suisse et du reste du monde. Il constitue d'une part une source d'informations actualisées et précises pour les différents acteurs économiques, politiques et administratifs, et sert d'autre part de base pour la politique économique régionale et cantonale. Ce rapport livre une analyse sur laquelle pourront reposer l'élaboration de décisions stratégiques et la mise en œuvre de nouvelles initiatives.

Concept et méthodologie

Le rapport économique est divisé en trois parties:

(1) Le rapport des offices statistiques des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne présente les indicateurs économiques et sociaux des trois cantons.

(2) Le rapport de BAK Economics AG expose le profil d'attractivité de chaque canton et compare la région Bâle-Jura à d'autres places économiques de référence.

(3) Une analyse SWOT réalisée par les offices de promotion économique des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura conclut le rapport.

Selon le rapport des offices statistiques, l'ensemble de la région Bâle-Jura se distingue par un niveau de vie élevé (produit intérieur brut par habitant) et une forte dynamique (croissance du produit intérieur brut). Avec son secteur clé qu'est l'industrie pharmaceutique, le cluster des sciences de la vie constitue un véritable levier de croissance. Sur la période 2014-2018, la croissance de l'emploi de la région était, en revanche, en deçà de la moyenne suisse. C'est donc en grande partie grâce à une croissance de productivité supérieure à la moyenne que la région Bâle-Jura a pu générer une valeur ajoutée supplémentaire. Notons que la combinaison d'une forte croissance de la valeur ajoutée et d'une faible croissance de l'emploi s'observe également sur les 18 places économiques internationales prises en considération. L'analyse de BAK Economics montre qu'entre 2013 et 2018, seule la région de la baie de San Francisco a enregistré une croissance du PIB par habitant supérieure à celle de la région Bâle-Jura. En ce qui concerne la croissance de l'emploi, la région Bâle-Jura n'arrive cependant qu'en avant-dernière position et ne devance la région Île-de-France que d'une courte tête.

L'un des principaux atouts de la région réside dans son potentiel et sa capacité d'innovation élevés. En matière de promotion de l'innovation, on constate un effet de débordement (*spill over*) et des externalités positives entre les différents domaines. Cette situation s'explique

avant tout par le niveau de formation de la population. L'évolution technologique et la transformation numérique mettent l'ensemble du système éducatif à rude épreuve. Les secteurs industriels et technologiques, largement représentés dans la région Bâle-Jura, sont tributaires du degré de formation des jeunes, qui doivent être parfaitement qualifiés. Le fait que la région ne compte aucun véritable cluster d'activités informatiques bien développé présente certains risques.

Les données recueillies ces dernières années font clairement apparaître l'évolution démographique qui s'opère actuellement. La région Bâle-Jura enregistre un rapport de dépendance des personnes âgées plus élevé que la moyenne suisse. Mais le déclin de la population en âge de travailler présente un risque particulier pour la région, qui doit donc relever un défi de taille: couvrir ses besoins en personnel qualifié. La région reste largement dépendante des frontaliers étrangers et de la main-d'œuvre en provenance de l'Union européenne et de pays tiers. Les données avancées par les offices statistiques indiquent cependant que la région Bâle-Jura dispose d'une réserve de main-d'œuvre encore inexploitée.

Ces données montrent que les coûts liés au lieu de domicile constituent un défi important pour la région Bâle-Jura. Les coûts d'implantation sont élevés, notamment dans les zones urbaines de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne qui deviennent des «régions d'excellence» particulièrement onéreuses. La structure des secteurs a donc été modifiée. C'est par exemple le cas du secteur clé de la logistique, qui connaît un recul de l'emploi. Depuis la mise en œuvre de la RFFA, l'ensemble de la région Bâle-Jura gagne clairement en attractivité. Par ailleurs, les trois cantons ont chacun vu leur capacité concurrentielle renforcée. Mais la réforme fiscale de l'OCDE[1] laisse déjà entrevoir le prochain défi à relever, affectant directement les multinationales de la région.

Les zones et sites économiques posent eux aussi souvent problème. La concurrence entre logements, industries, espaces verts et zones de loisirs ne cesse de s'intensifier. La région Bâle-Jura dispose toutefois, en milieu rural ou suburbain, de zones et sites économiques plus abordables que les autres régions dynamiques de Suisse. En milieu urbain revanche, la disponibilité immédiate de zones commerciales et industrielles est particulièrement restreinte.

Le rapport présente d'autres atouts de la région Bâle-Jura: un marché de l'emploi trinational, un environnement favorable aux start-up grâce à l'existence de parcs technologiques et industriels, ou encore une offre vaste et variée sur un espace réduit (gage de qualité de vie).

S'agissant des points faibles, le rapport fait état d'une accessibilité plutôt restreinte (surtout en comparaison internationale) et de nombreuses limites administratives avec des systèmes judiciaires distincts.

A l'avenir, la région Bâle-Jura doit se préparer à faire face à de nouveaux défis: optimiser l'exploitation des infrastructures de transport existantes en recourant aux nouvelles technologies et en adoptant des approches innovantes, mais aussi gérer la forte dépendance de la région frontalière Bâle-Jura vis-à-vis de décisions politiques prises sur le plan national et international.

Les cantons doivent accorder une attention toute particulière aux conséquences du réchauffement climatique. Il faut s'attendre à de nouvelles réglementations, et celles-ci auront un coût. Des mesures qui prendraient en compte la réalité des coûts dans les moyens de transport de marchandises et de voyageurs pourraient cependant s'avérer utiles et pertinentes. Différents intérêts doivent être mis en balance pour envisager l'avenir de l'EuroAirport. En tant que carrefour au milieu de l'Europe, des potentiels existent à Bâle au

[1] Organisation de coopération et de développement économiques

niveau des ports rhénans, du transport fluvial et du développement des infrastructures et des prestations ferroviaires. Le potentiel d'innovation et le savoir-faire technique de la région peuvent encourager et apporter des solutions applicables à l'échelle mondiale.

Table des matières

I Introduction 9
I.1 Objectifs et avantages du rapport économique commun 9
I.2 Concept et méthodologie du rapport économique commun 9
I.3 Coopération tricantonale en matière de politique économique 10
Rapport des offices statistiques des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne 12
1. Produit intérieur brut et mouvements d'entreprises 15
1.1 Produit intérieur brut 15
1.2 Valeur ajoutée 17
1.3 Entreprises et emplois 20
2. Marché du travail, éducation et population 24
2.1 Marché du travail 24
2.2 Formation 30
2.3 Population 32
3. Finances publiques 35
4. Commerce extérieur 36
5. Tourisme 38
Rapport de BAK Economics AG 40
1. Comparaison nationale 43
1.1 Fiche d'information du canton de Bâle-Ville 44
1.2 Position concurrentielle du canton de Bâle-Ville 47
1.3 Fiche d'information du canton de Bâle-Campagne 49
1.4 Position concurrentielle du canton de Bâle-Campagne 52
1.5 Fiche d'information du canton du Jura 54
1.6 Position concurrentielle du canton du Jura 56
2. Comparaison internationale 58
2.1 Dynamisme économique 58
2.2 Capacité d'innovation 60
2.2.1 Dépenses dans le domaine de la recherche et du développement 60
2.2.2 Demandes de brevets 61
2.2.3 Qualité des universités 62
2.2.4 Évolution par secteur 64
2.3 Attractivité économique 67
2.3.1 Accessibilité 67

2.3.2 Imposition 68
II Complément aux rapports des offices statistiques et de BAK Economics 70
II.1 Imposition des entreprises 70
II.2 Évolution de l'emploi dans les secteurs économiques 74
II.3 Analyse de l'évolution des prix de location de bureaux sur le long terme 79
II.4 Attractivité de la région pour les personnes hautement qualifiées/ressources humaines 80
III Analyse SWOT et défis futurs pour la région Bâle-Jura en tant que place économique 82
III.1 Points forts de la région Bâle-Jura en tant que place économique 82
III.2 Points faibles de la région Bâle-Jura en tant que place économique 83
III.3 Opportunités et défis de la région Bâle-Jura en tant que place économique 83
III.3.1 Pharmaceutique/sciences de la vie 85
III.3.2 Marché du travail/démographie/formation 87
III.3.3 Niveau des coûts 88
IV Annexe 90
IV.1 Indice du potentiel économique BAK: méthodologie 90
IV.2 Indicateurs BAK: définitions et sources 92
IV.3 Régions de référence BAK: délimitation géographique 96

I Introduction

Il y a quatre ans, les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne publiaient leur premier rapport économique commun[2]. La coopération sur les thématiques de politique économique s'étant depuis élargie au canton du Jura, les trois chefs des départements cantonaux de l'économie publique ont décidé de rédiger un rapport économique tricantonal.

I.1 Objectifs et avantages du rapport économique commun

Le rapport économique propose une analyse objective et indépendante de la performance économique des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura, en comparaison nationale et internationale. Toutes les données et analyses concernent la région Bâle-Jura dans son ensemble, ainsi que les trois cantons individuellement. Le rapport économique présente les forces et les faiblesses de la région Bâle-Jura, et montre son évolution depuis 2013. Son usage interne, en tant qu'instrument de contrôle, permet à l'administration de vérifier les résultats des différentes initiatives politiques en matière économique.

La base de données mise en place permet d'identifier les opportunités et les défis à venir pour la place économique de la région Bâle-Jura, et met ainsi clairement en évidence les disparités et les complémentarités existantes entre les cantons concernés. Elle fournit en outre des renseignements sur les possibilités et les limites de la coopération.

Enfin, le rapport économique constitue une source d'information actualisée et précise pour les parlements des trois cantons, les acteurs économiques, les groupes d'intéressés et la population. Les conseillers d'État, ministres et membres des administrations des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura peuvent s'appuyer sur le présent rapport pour poursuivre le développement de la politique économique tant au niveau cantonal que régional.

I.2 Concept et méthodologie du rapport économique commun

Le rapport économique est divisé en trois parties: deux rapports distincts sur le développement économique et social, établis par des organismes indépendants, et une analyse SWOT[3].

Rapport des offices statistiques des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne

Le rapport des offices statistiques des cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne présente différentes données relatives à l'économie et à la population des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura. La publication «Wirtschaft beider Basel 2015»[4] (Économie des deux Bâle 2015) émanant des offices statistiques a notamment servi de base à la structure de ce rapport. Les données qui y figurent concernent d'une part les trois cantons, et d'autre part l'ensemble de la région Bâle-Jura. Les valeurs moyennes relevées dans toute la Suisse sont utilisées comme base comparative.

Rapport de BAK Economics AG

Le rapport de BAK Economics propose pour chaque canton une fiche d'information relative au profil d'attractivité. Cette analyse repose sur le concept d'indice du potentiel économique BAK («BAK Economic Potential Index»), qui met l'accent sur l'attractivité et la capacité concurrentielle. L'ensemble d'indicateurs standardisés a été enrichi à la demande des cantons. Ces adaptations concernent les coûts d'implantation tels que les salaires, les loyers

[2] Gemeinsamer Wirtschaftsbericht der Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft 2016-2020 (Rapport économique commun aux cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne 2016-2020; en allemand), juin 2016 (lien)
[3] Analyse SWOT = acronyme anglais signifiant forces (Strengths), faiblesses (Weaknesses), opportunités (Opportunities) et menaces (Threats)
[4] Wirtschaft beider Basel 2015 (Économie des deux Bâle 2015; en allemand) (lien)

et les prix des biens immobiliers résidentiels et commerciaux. La situation de chaque canton a été comparée à celle de la Suisse (valeur moyenne obtenue par les 26 cantons) et des autres régions économiques de référence du pays (cantons de Zurich, de Zoug et de Vaud). BAK Economics a également comparé la région Bâle-Jura sur la scène internationale. L'analyse porte sur le dynamisme économique (performance), la capacité d'innovation et des facteurs d'implantation importants tels que l'accessibilité et l'imposition. Pour établir la comparaison internationale, 18 grandes places économiques ont été retenues en Europe, aux États-Unis et en Asie afin de servir de régions de référence. Pour faciliter la comparaison et tenir compte de l'échelle des territoires dans l'analyse, la comparaison est établie entre l'ensemble de la région Bâle-Jura (et non les différents cantons) et des régions telles que le Grand Londres, Berlin, Boston ou la région de la baie de San Francisco. Enfin, l'évaluation de la promotion de la place économique et de la commercialisation à l'étranger porte sur l'espace économique Bâle-Jura, et non sur les différents cantons.

Analyse SWOT de la région Bâle-Jura

Une analyse SWOT réalisée par les offices de promotion économique des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura conclut le rapport économique. Là encore, l'accent est mis sur l'ensemble de la région Bâle-Jura. L'analyse SWOT s'appuie sur les rapports des offices statistiques et de BAK Economics. Pour compléter cette analyse, les situations observées par les trois offices de promotion économique dans leurs activités quotidiennes sont également prises en considération. Il peut en l'occurrence s'agir de feed-back issus des nombreuses rencontres inter-entreprises, de constatations ou résultats obtenus dans le cadre de manifestations, ateliers ou séminaires, mais aussi d'éléments provenant d'études diverses.

I.3 Coopération tricantonale en matière de politique économique

Depuis plusieurs années déjà, les trois cantons collaborent étroitement sur des questions essentielles de politique économique, et cette coopération se révèle fructueuse. Il convient de souligner ici l'importance de la politique d'innovation et de la promotion de la place économique.

Politique d'innovation

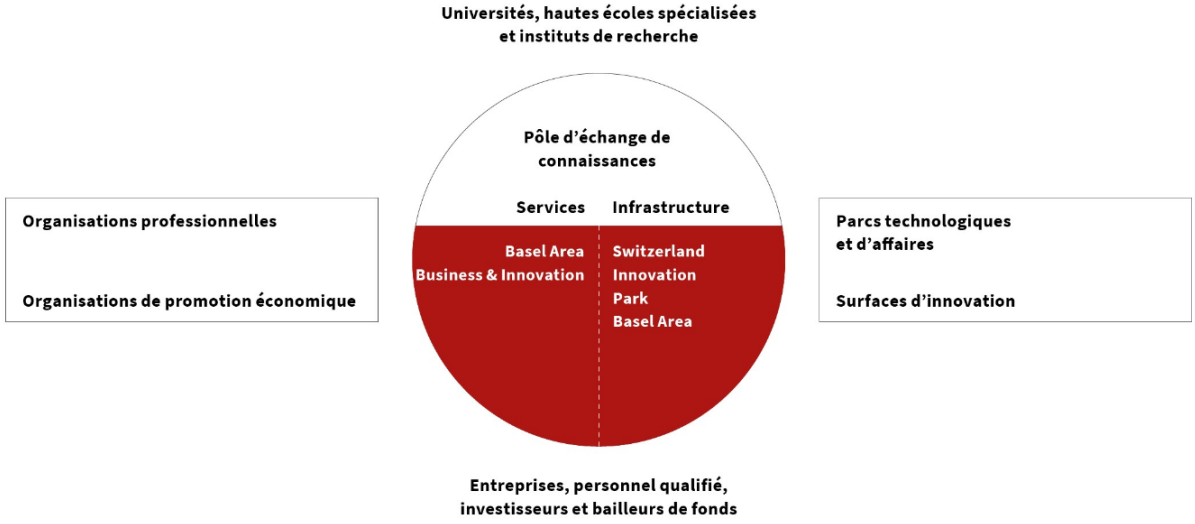
Les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura coopèrent étroitement pour promouvoir l'innovation. Dans le cadre de la nouvelle politique régionale (NPR) et en collaboration avec la Confédération, le concept de système régional d'innovation (SRI) a vu le jour en 2016.

La région Bâle-Jura peut compter sur un système régional d'innovation qui réunit de nombreux acteurs proposant un grand nombre de services et de produits différents pour soutenir et encourager l'innovation. La capacité d'innovation d'une région repose d'une part sur la solidité des grandes entreprises qui s'y trouvent, et d'autre part sur la capacité d'adaptation de ses PME. Dans le cadre du programme de mise en œuvre de la NPR, il convient notamment de renforcer les capacités des PME établies en zone rurale et de les aider à relever les défis que posent les restructurations, l'internationalisation et la transition numérique. Dans la pratique, cela suppose de soutenir la dynamique de création d'entreprises, d'ouvrir la voie au développement et à l'expansion, d'encourager la mise en place de plateformes locales et régionales pour le partage de connaissances et d'apporter des conseils ciblés sur les projets d'innovation.

L'agence Basel Area Business & Innovation, qui bénéficie d'un soutien financier des trois cantons (Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Jura), occupe une place particulière au sein du système régional d'innovation de Bâle-Jura. Pour promouvoir l'innovation, Basel Area Business & Innovation propose à ses clients des prestations essentielles en matière

d'innovation. Avec le Switzerland Innovation Park Basel Area, l'agence sert également de plateforme d'échange de connaissances entre les institutions du secteur de la formation d'une part, et des acteurs du secteur privé d'autre part. Des plateformes spécifiques à une technologie ou à un secteur sont déployées pour mettre en réseau les entrepreneurs, les chercheurs et les entreprises innovantes avec des partenaires en recherche et développement, des prestataires de services et des investisseurs. Par ailleurs, des conseils sont prodigués aux innovateurs et aux nouveaux entrepreneurs afin de répondre aux questions en matière de créations d'entreprises, de technologies ou encore de possibilités et d'outils de financement.

Illustration I-1 Système régional d'innovation de Bâle-Jura[5]



Source: programme de mise en œuvre de la politique régionale 2020-2023 dans la région Bâle-Jura

Promotion de la place économique

Les trois cantons collaborent étroitement depuis plusieurs années pour mettre en avant la place économique, le but étant de promouvoir la région à l'extérieur, de conquérir des entreprises et des investisseurs, mais aussi de soutenir et de conseiller les entreprises tout au long du processus d'implantation. Pour atteindre ces objectifs, il convient notamment de transmettre des informations spécifiques (par exemple sur les surfaces de commerce, de bureaux ou de laboratoire disponibles), de prodiguer des conseils utiles à la création d'entreprises en Suisse avec le concours d'experts et de guider ceux qui en ont besoin pour obtenir les autorisations nécessaires ou pour clarifier des questions d'ordre fiscal. Basel Area Business & Innovation répond de la mise en œuvre opérationnelle de la promotion de la place économique. Ainsi, l'agence assume des tâches de promotion qui peuvent être gérées plus facilement et plus efficacement au niveau régional et sous la conduite du secteur concerné. Une présentation commune des actions concrètes menées dans l'ensemble de la région apporte de meilleurs résultats que des initiatives isolées prises au niveau de chaque canton.

[5] Pour plus d'informations, voir le programme de mise en œuvre de la politique régionale 2020-2023 dans la région Bâle-Jura.

RAPPORT DES OFFICES STATISTIQUES DES CANTONS DE BÂLE-VILLE ET DE BÂLE-CAMPAGNE

Partie statistique

RAPPORT ÉCONOMIQUE DES CANTONS DE BÂLE-VILLE, DE BÂLE-CAMPAGNE ET DU JURA 2020

Responsables du projet	Office statistique du canton de Bâle-Ville; Office statistique du canton de Bâle-Campagne

Office statistique du
canton de Bâle-Ville
Binningerstrasse 6
4001 Bâle

Tél. 061 267 87 27
www.statistik.bs.ch

Office statistique du
canton de Bâle-Campagne
Rheinstrasse 42
4410 Liestal

Tél. 061 552 56 32
www.statistik.bl.ch

Mentions légales

Responsables du projet

Office statistique du canton de Bâle-Ville
Binningerstrasse 6
4001 Bâle
Téléphone 061 267 87 27
www.statistik.bs.ch, stata@bs.ch

Office statistique du canton de Bâle-Campagne
Rheinstrasse 42
4410 Liestal
Téléphone 061 552 56 32
www.statistik.bl.ch, statistisches.amt@bl.ch

Le volet statistique du rapport économique a été mis au point à la demande des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura.

Auteurs

Produit intérieur brut: Ulrich Gräf (BS)
Valeur ajoutée: Martina Schriber (BS)
Entreprises et emplois: Pascal Rigotti (BL)
Personnes actives occupées: Kevin Zaugg (BS), Tobias Erhardt (BS)
Chômeurs: Pascal Rigotti (BL)
Frontaliers: Ulrich Gräf (BS)
Pendulaires pour raisons de travail: Kevin Zaugg (BS)
Formation: Tobias Wiederkehr (BL), Tobias Erhardt (BS), Ulrich Gräf (BS)
Population: Tamara Bobst (BL)
Finances publiques: Pascal Rigotti (BL)
Commerce extérieur: Martina Schriber (BS)
Tourisme: Ulrich Gräf (BS)

Rédaction
Nicole Ammann (BL), Ulrich Gräf (BS)

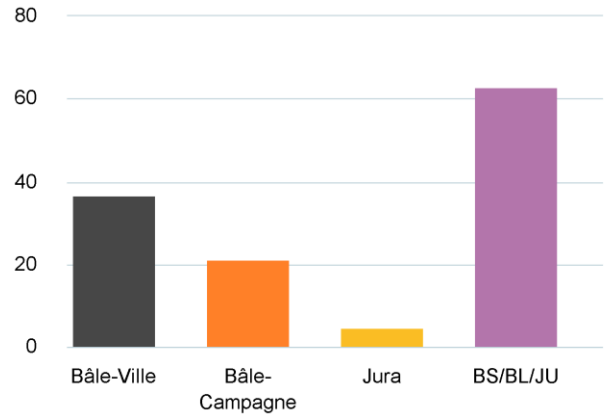
Pour des raisons de place et par souci de lisibilité, le présent rapport emploie en règle générale le masculin générique. Cette forme grammaticale se réfère toutefois aussi aux personnes du sexe opposé. Le texte mentionnera explicitement les analyses qui concernent uniquement des femmes ou uniquement des hommes, par exemple.

© Office statistique du canton de Bâle-Ville, Office statistique du canton de Bâle-Campagne, avril 2020

1. Produit intérieur brut et mouvements d'entreprises

1.1 Produit intérieur brut

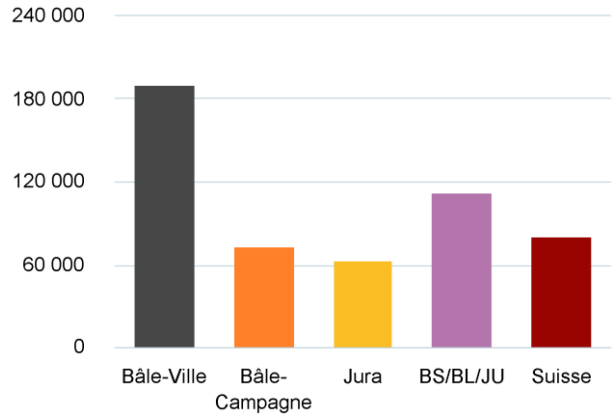
Produit intérieur brut, total en milliards de francs, 2018



1.1-1; source: BAK Economics.

Parmi les cantons analysés, Bâle-Ville réalise le produit intérieur brut (PIB) nominal le plus élevé avec 37,1 milliards de francs, suivi de Bâle-Campagne avec 21,1 et du Jura avec 4,7 milliards de francs.

Produit intérieur brut par habitant en francs, 2018



1.1-2; source: BAK Economics.

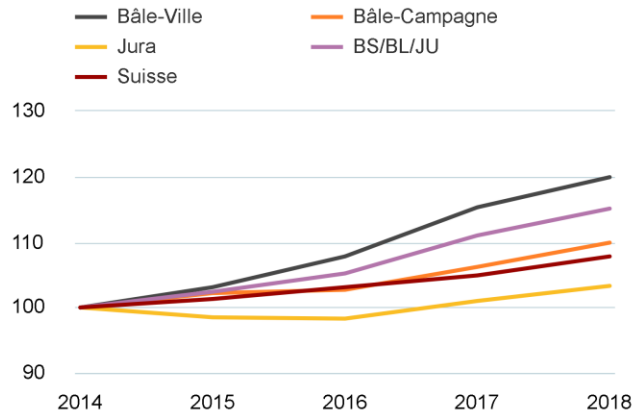
Avec près de 191 000 francs par habitant en 2018, le canton de Bâle-Ville dégage le produit intérieur brut par habitant le plus élevé de Suisse. Il atteint plus de 73 000 francs dans le canton de Bâle-Campagne et près de 64 000 francs dans le Jura. La moyenne établie pour l'ensemble de la Suisse s'élève à quelque 81 000 francs.

Explications et remarques méthodologiques

1.1-1 et 1.1-2: Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de la performance économique d'une économie cantonale. Il mesure la valeur des biens et services produits dans le canton, pour autant que ceux-ci ne soient pas consommés pour produire d'autres biens et services. Le produit intérieur brut permet de dégager le PIB nominal (aux prix courants).

La méthode de calcul utilisée repose sur l'approche par la production. On calcule ainsi la valeur ajoutée générée par un canton au cours d'une période donnée. La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de production (valeur des biens et services produits) et les consommations intermédiaires (consommation des biens et services dans le processus de production).

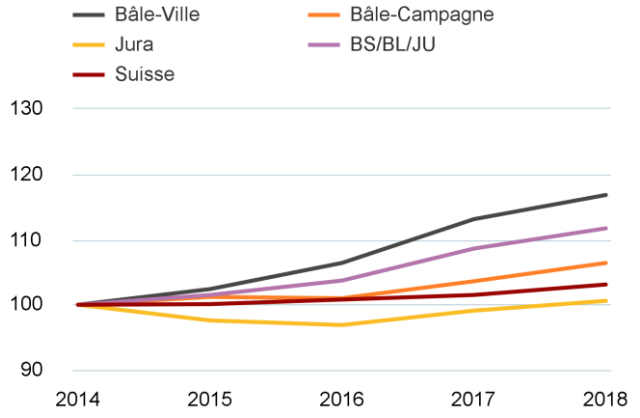
Évolution du produit intérieur brut réel; valeurs indexées (2014 = 100)



1.1-3; source: BAK Economics.

Bâle-Ville enregistre entre 2014 et 2018 la plus forte hausse de son produit intérieur brut réel avec 19,9%, suivi de Bâle-Campagne avec 9,9% et du Jura avec 3,3%. La moyenne nationale suisse a augmenté de 7,8%.

Évolution du produit intérieur brut réel par habitant; valeurs indexées (2014 = 100)



1.1-4; source: BAK Economics.

Bâle-Ville enregistre entre 2014 et 2018 la plus forte hausse de son produit intérieur brut réel par habitant avec 16,8%. Il progresse de 6,4% dans le canton de Bâle-Campagne et de 0,6% dans le Jura. La moyenne nationale suisse a augmenté de 3,1%.

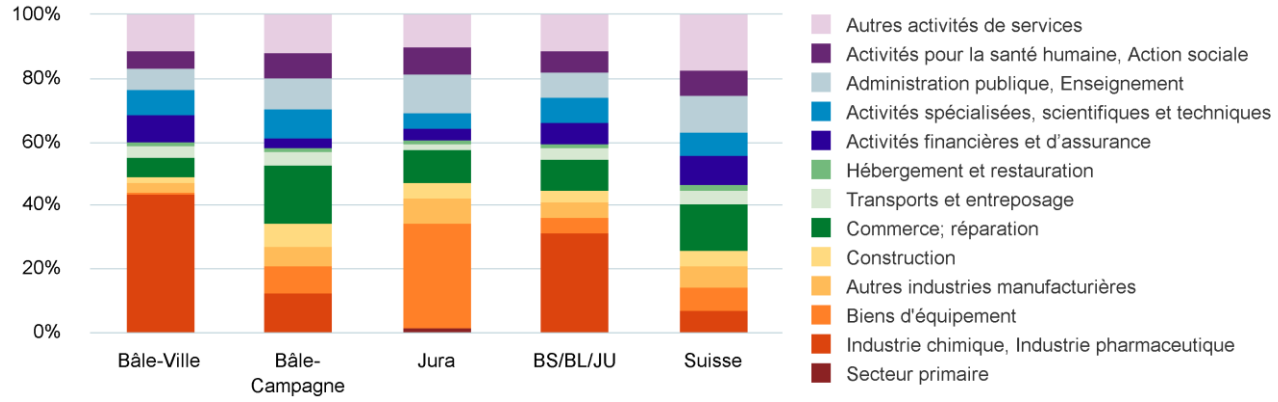
Explications et remarques méthodologiques

1.1-3 et 1.1-4: Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur de la performance économique d'une économie cantonale. Il mesure la valeur des biens et services produits dans le canton, pour autant que ceux-ci ne soient pas consommés pour produire d'autres biens et services. Les valeurs du PIB réel (aux prix de l'année précédente) servent de base pour l'indexation.

La méthode de calcul utilisée repose sur l'approche par la production. On calcule ainsi la valeur ajoutée générée par un canton au cours d'une période donnée. La valeur ajoutée est la différence entre la valeur de production (valeur des biens et services produits) et les consommations intermédiaires (consommation des biens et services dans le processus de production).

1.2 Valeur ajoutée

Part de la valeur ajoutée par secteur, part de la valeur ajoutée totale, 2018



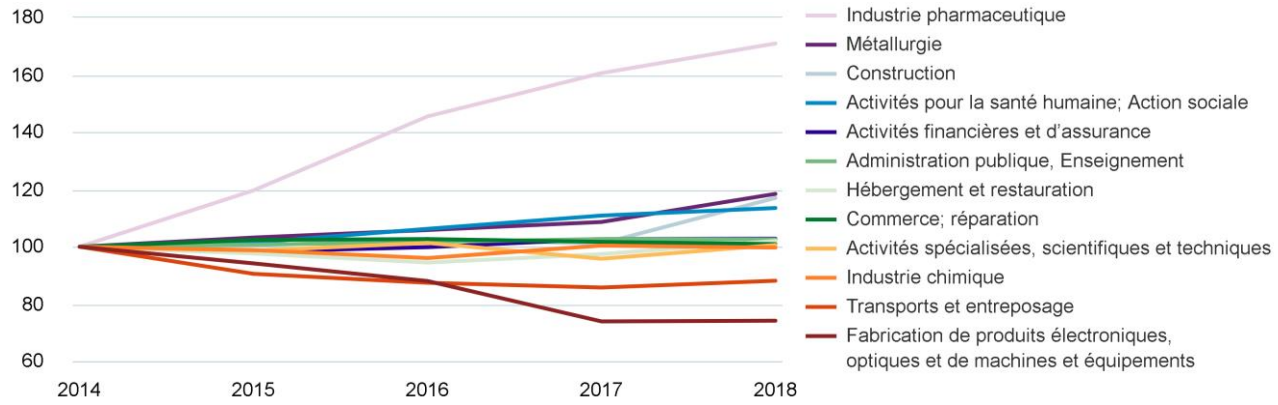
1.2-1; source: BAK Economics.

Dans le canton de Bâle-Ville, les industries chimiques et pharmaceutiques ont généré 43,7% de la valeur ajoutée du canton en 2018. Dans le canton de Bâle-Campagne, les activités de commerce et de réparation représentent la plus grande part de valeur ajoutée avec 18,2%. Dans le canton du Jura, les fabricants de biens d'équipement sont les plus représentés (32,6% de la valeur ajoutée). Ce secteur est quasiment inexistant dans le canton de Bâle-Ville et compte pour 8,8% dans le canton de Bâle-Campagne. Dans l'ensemble de la région (BS, BL, JU), les industries chimiques et pharmaceutiques produisent la plus grande part de la valeur ajoutée totale (31,3%). Le commerce arrive en deuxième position (10,1%).

Explications et remarques méthodologiques

1.2-1: Les parts se calculent en divisant la valeur ajoutée brute nominale d'un secteur par la valeur ajoutée totale dans la région.

Évolution de la valeur ajoutée réelle par secteur dans le canton de Bâle-Ville, valeurs indexées (2014 = 100)



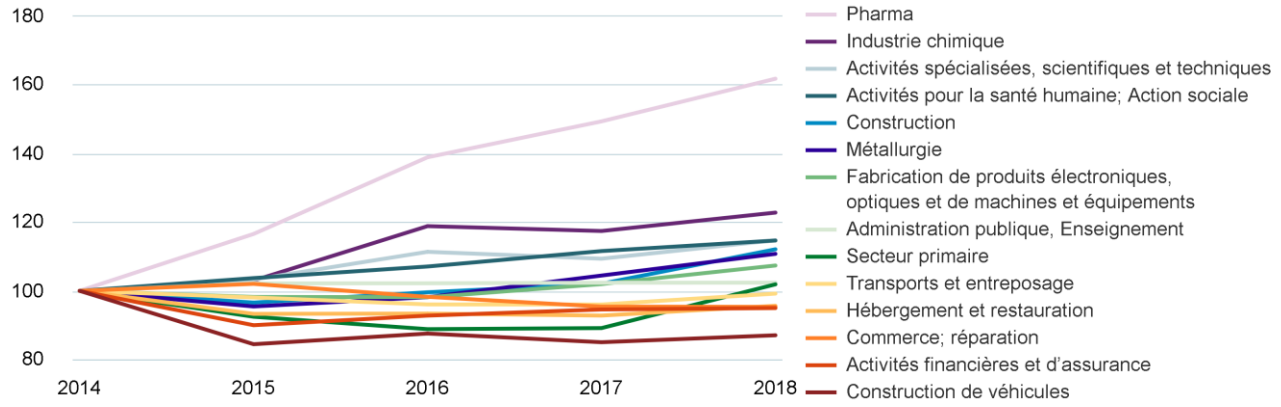
1.2-2; source: BAK Economics.

Dans le canton de Bâle-Ville, la valeur ajoutée réelle de l'industrie pharmaceutique a bondi de 71% entre 2014 et 2018. Même la valeur ajoutée de l'industrie métallurgique a connu une croissance (+18%), bien que l'importance de ce secteur y soit minime, tout comme celle de l'industrie de l'électronique et de l'électrotechnique, de l'industrie optique et de l'industrie des machines (-26%). La valeur ajoutée a augmenté de 17% dans la construction, alors qu'elle accuse un recul de 12% dans le secteur des transports et de l'entreposage.

Explications et remarques méthodologiques

1.2-2: La croissance de la valeur ajoutée réelle est calculée aux prix de l'année précédente. Les données sont indexées dans ce calcul (valeur en 2014 = 100).

Évolution de la valeur ajoutée réelle par secteur dans le canton de Bâle-Campagne, valeurs indexées (2014 = 100)



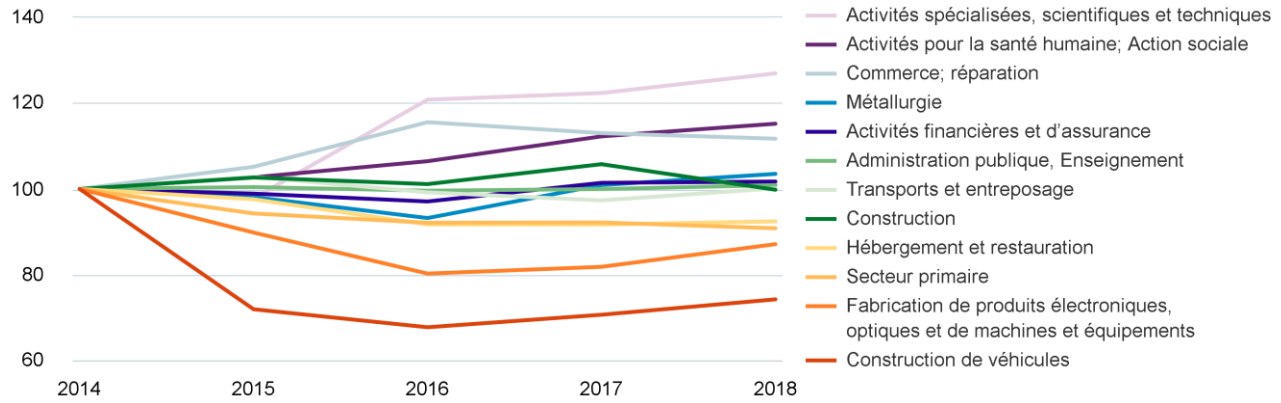
1.2-3; source: BAK Economics.

Dans le canton de Bâle-Campagne, les secteurs qui ont dégagé le plus de valeur ajoutée entre 2014 et 2018 sont l'industrie pharmaceutique (+62%) et l'industrie chimique (+23%). La valeur ajoutée a notamment reculé dans la construction d'automobiles (-13%), mais également dans les secteurs du commerce et de la réparation (-4,7%).

Explications et remarques méthodologiques

1.2-3: La croissance de la valeur ajoutée réelle est calculée aux prix de l'année précédente. Les données sont indexées dans ce calcul (valeur en 2014 = 100).

Évolution de la valeur ajoutée réelle par secteur dans le canton du Jura, valeurs indexées (2014 = 100)



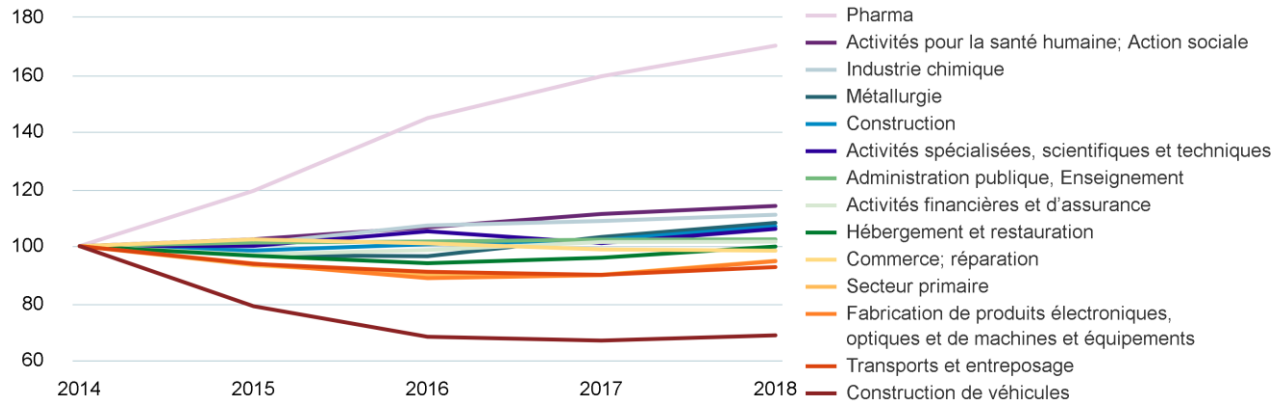
1.2-4; source: BAK Economics.

Dans le canton du Jura, l'agrégat sectoriel qui regroupe les activités spécialisées, scientifiques et techniques a enregistré la plus forte croissance de valeur ajoutée réelle (+27%) entre 2014 et 2018. La valeur ajoutée s'est en revanche contractée dans la construction d'automobiles (-26%), tout comme dans l'industrie de l'électronique et de l'électrotechnique, l'industrie optique et l'industrie des machines (-13%).

Explications et remarques méthodologiques

1.2-4: La croissance de la valeur ajoutée réelle est calculée aux prix de l'année précédente. Les données sont indexées dans ce calcul (valeur en 2014 = 100).

Évolution de la valeur ajoutée réelle par secteur dans les trois cantons (BS/BL/JU), valeurs indexées (2014 = 100)



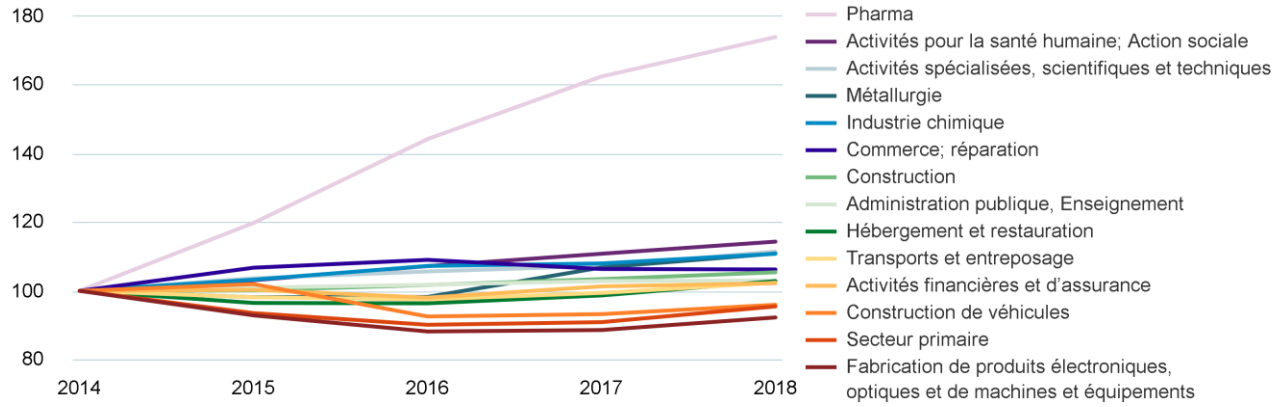
1.2-5; source: BAK Economics.

Dans l'ensemble de la région (BS/BL/JU), la valeur ajoutée a augmenté le plus fortement dans l'industrie pharmaceutique entre 2014 et 2018 (+70%), tandis que la construction d'automobiles enregistre la baisse la plus marquée (-31%).

Explications et remarques méthodologiques

1.2-5: La croissance de la valeur ajoutée réelle est calculée aux prix de l'année précédente. Les données sont indexées dans ce calcul (valeur en 2014 = 100).

Évolution de la valeur ajoutée réelle par secteur en Suisse, valeurs indexées (2014 = 100)



1.2-6; source: BAK Economics.

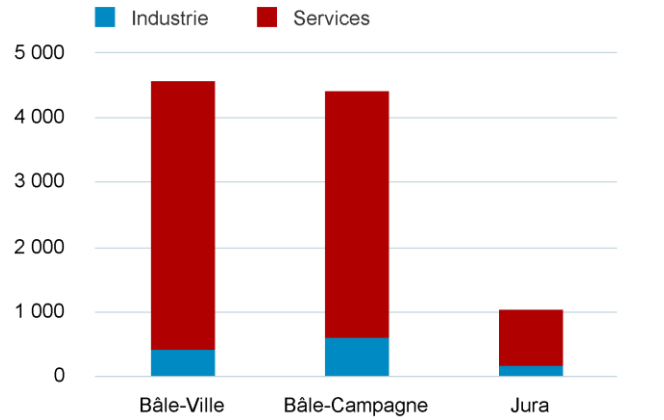
Dans l'ensemble de la Suisse, le secteur pharmaceutique a également connu la plus forte croissance: la valeur ajoutée réelle a augmenté de 74% entre 2014 et 2018. En revanche, la valeur ajoutée a reculé dans la construction d'automobiles tout comme dans l'industrie de l'électronique et de l'électrotechnique, l'industrie optique, l'industrie des machines et le secteur primaire.

Explications et remarques méthodologiques

1.2-6: La croissance de la valeur ajoutée réelle est calculée aux prix de l'année précédente. Les données sont indexées dans ce calcul (valeur en 2014 = 100).

1.3 Entreprises et emplois

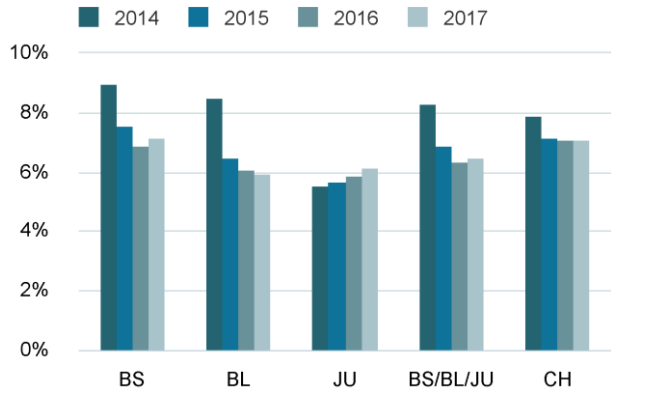
Créations d'entreprises, 2014-2017



1.3-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO).

Entre 2014 et 2017, pas moins de 10 000 nouvelles entreprises ont vu le jour dans la région BS/BL/JU, dont près de 4500 dans chacun des deux cantons de Bâle et environ 1000 dans le canton du Jura. La grande majorité de ces nouvelles entreprises sont spécialisées dans les services, avec une part comprise entre 91% dans le canton de Bâle-Ville et 81% dans le Jura.

Évolution du taux de création d'entreprises, part du stock d'entreprises



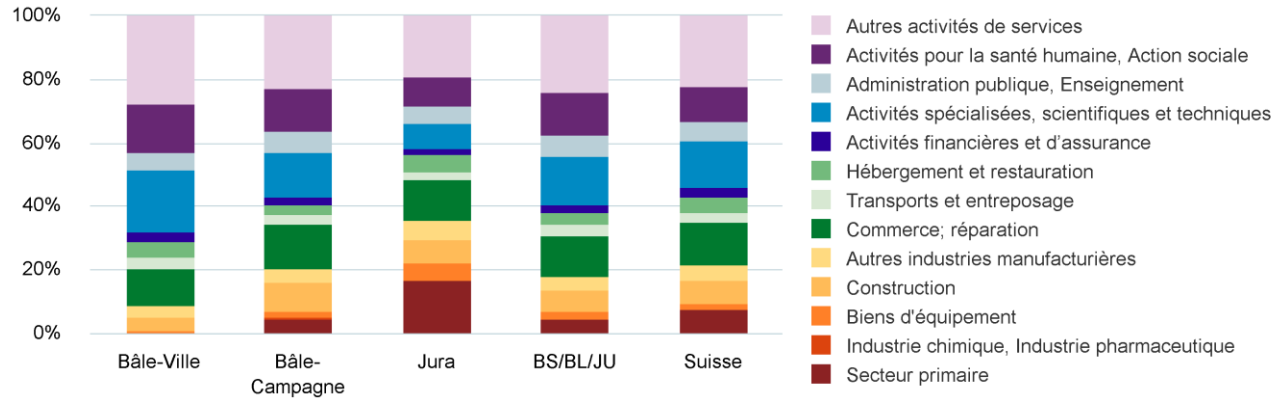
1.3-2; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistiques de la démographie des entreprises (UDEMO).

Le taux de création d'entreprises s'obtient en rapportant le nombre total d'entreprises nouvellement créées en une année au stock d'entreprises déjà actives au cours de cette même année. Ce chiffre était particulièrement élevé en 2014, sauf dans le canton du Jura, mais a depuis reculé. En 2014, le taux de création d'entreprises était plus élevé dans la région BS/BL/JU que dans l'ensemble de la Suisse, avec 8,3%. Mais depuis, les valeurs sont passées en dessous du niveau suisse. Ce taux a ensuite atteint 6,5% (BS/BL/JU) et 7,1% (CH) en 2017.

Explications et remarques méthodologiques

1.3-1 et 1.3-2: Seules sont prises en considération les entreprises véritablement nouvelles (excluant les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration) qui exercent une activité économique marchande (hors sociétés de holding) dans les secteurs de l'industrie et des services.

Établissements par secteur, 2017



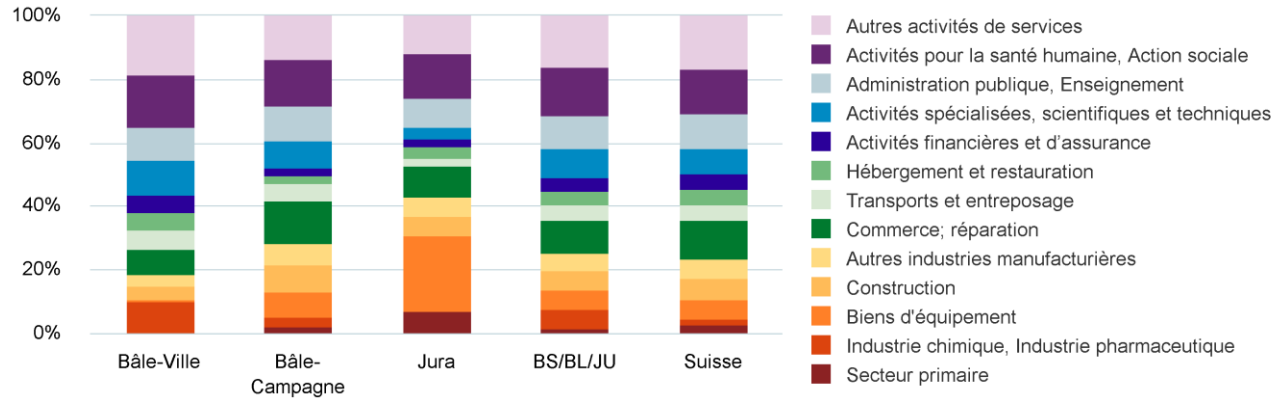
1.3-3; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Plus de 90% des établissements implantés dans le canton de Bâle-Ville proposent des services. Dans le canton de Bâle-Campagne et dans le Jura, ce taux est nettement plus faible puisqu'il atteint respectivement 79% et 64%. Dans les trois cantons, ce sont notamment les secteurs du commerce, de la santé ainsi que les activités spécialisées, scientifiques et techniques qui présentent les meilleurs résultats. Tandis que la part de l'agriculture est insignifiante dans le canton de Bâle-Ville, le Jura compte autant d'établissements agricoles qu'industriels.

Explications et remarques méthodologiques

1.3-3: Sont pris en considération tous les établissements implantés dans la région BS/BL/JU (indépendamment de la localisation du siège principal de l'entreprise) qui versent des cotisations d'assurances sociales pour leur personnel, ainsi que toutes les personnes actives (indépendants inclus) assujetties aux cotisations obligatoires de l'assurance sociale (à partir d'un revenu annuel de 2300 francs).

Emplois par secteur, 2017



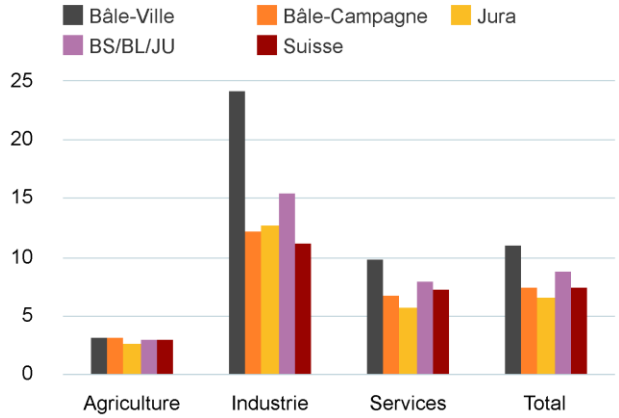
1.3-4; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Dans le canton de Bâle-Ville, plus de 80% des personnes actives travaillent dans le secteur des services; un chiffre bien plus élevé que dans le canton de Bâle-Campagne (72%) ou dans le Jura (57%). Dans le secteur industriel, la chimie et la pharmaceutique jouent un rôle particulièrement important à Bâle. Mais c'est dans le canton du Jura que le secteur industriel présente les meilleurs résultats, avec 36% de salariés (contre 26% dans le canton de Bâle-Campagne et 19% dans le canton de Bâle-Ville). L'industrie des biens d'équipement y occupe une place prépondérante. Le secteur agricole emploie aussi plus de personnes dans le Jura (7%) que dans les deux cantons de Bâle.

Explications et remarques méthodologiques

1.3-4: Sont prises en considération toutes les personnes actives (indépendants inclus) qui sont assujetties aux cotisations obligatoires de l'assurance sociale (à partir d'un revenu annuel de 2300 francs) et qui exercent leur activité dans un établissement implanté dans la région BS/BL/JU (indépendamment de la localisation du siège principal de l'entreprise).

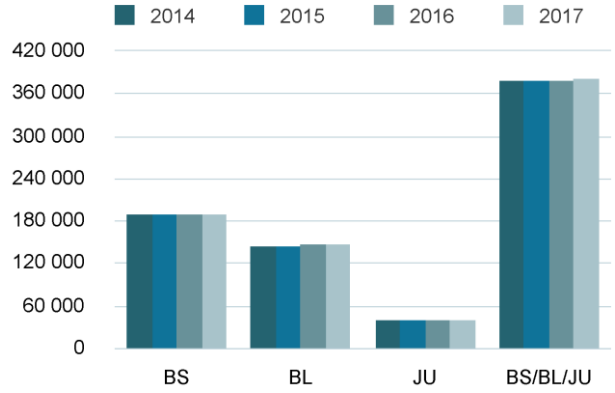
Nombre moyen d'emplois par établissement, 2017



1.3-5; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Un établissement implanté dans le canton de Bâle-Campagne emploie en moyenne 8 personnes, un chiffre qui correspond à la moyenne suisse. Dans le Jura, il est légèrement inférieur avec 7 personnes actives. Cela s'explique notamment par le fait que la part de l'agriculture y est plus importante et que la taille des établissements agricoles est généralement plus modeste. En revanche, dans le canton de Bâle-Ville, la taille moyenne des établissements est nettement supérieure avec 11 personnes actives. Les grands établissements industriels, en particulier dans la chimie et la pharmaceutique, peuvent expliquer cette situation.

Évolution de l'emploi



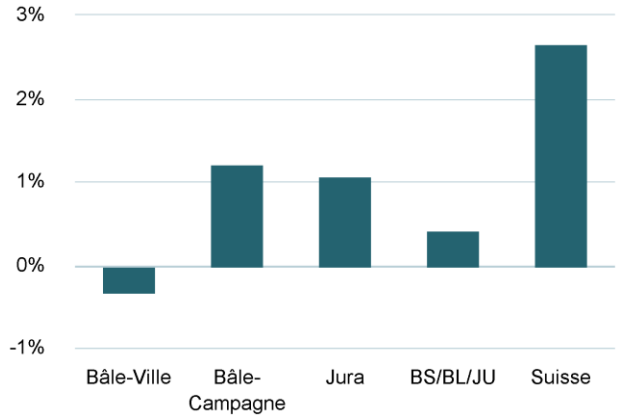
1.3-6; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Le canton de Bâle-Ville compte quelque 191 000 personnes actives, soit presque autant que le canton de Bâle-Campagne et le Jura réunis. Au cours de la période considérée, seul Bâle-Campagne a vu ses chiffres de l'emploi augmenter chaque année; le canton de Bâle-Ville et le Jura ont quant à eux fait face à une réduction du nombre d'emplois, particulièrement marquée en 2015. En 2017, l'emploi a ensuite recommencé à augmenter dans l'ensemble de la région BS/BL/JU (+0,6% au total).

Explications et remarques méthodologiques

1.3-5 et 1.3-6: Sont pris en considération tous les établissements implantés dans la région BS/BL/JU (indépendamment de la localisation du siège principal de l'entreprise) qui versent des cotisations d'assurances sociales pour leur personnel, ainsi que toutes les personnes actives (indépendants inclus) assujetties aux cotisations obligatoires de l'assurance sociale (à partir d'un revenu annuel de 2300 francs).

Variation du nombre d'emplois entre 2014 et 2017



1.3-7; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT).

Entre 2014 et 2017, le nombre total d'emplois dans la région BS/BL/JU a augmenté de 0,4%, soit moins que dans l'ensemble de la Suisse (+2,7%). Alors que le canton de Bâle-Campagne et le Jura ont chacun affiché une croissance de l'emploi d'un peu plus de 1%, le nombre d'emplois était en léger recul dans le canton de Bâle-Ville durant la période considérée (-0,3%).

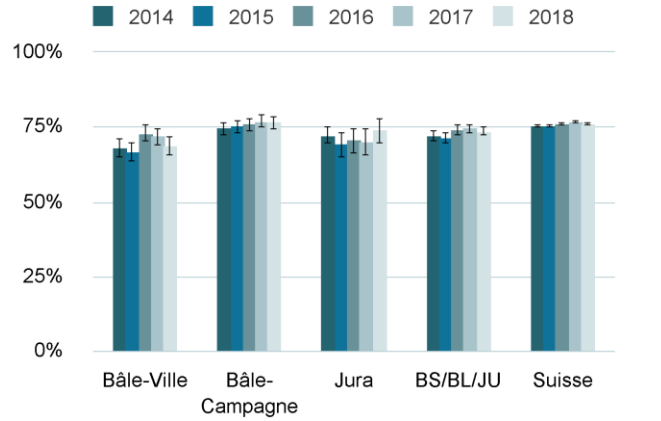
Explications et remarques méthodologiques

1.3-7: Sont prises en considération toutes les personnes actives (indépendants inclus) qui sont assujetties aux cotisations obligatoires de l'assurance sociale (à partir d'un revenu annuel de 2300 francs) et qui exercent leur activité dans un établissement implanté dans la région BS/BL/JU (indépendamment de la localisation du siège principal de l'entreprise).

2. Marché du travail, éducation et population

2.1 Marché du travail

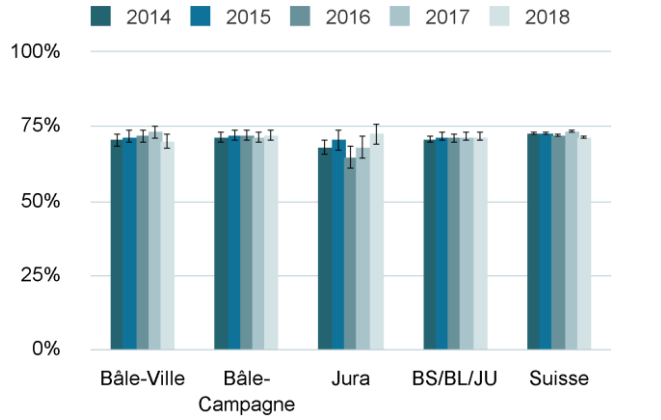
Évolution du taux d'activité net des 50-64 ans



2.1-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Le taux d'activité net des personnes âgées de 50 à 64 ans domiciliées dans le canton de Bâle-Ville atteint 68,3% en 2018. L'intervalle de confiance à 95% de ce taux est compris entre 65,5% et 71,2%. Le canton de Bâle-Campagne affiche un taux de 76,3%, le Jura un taux de 73,5%. La Suisse enregistre quant à elle un taux de 75,8%.

Évolution du taux d'activité net des femmes



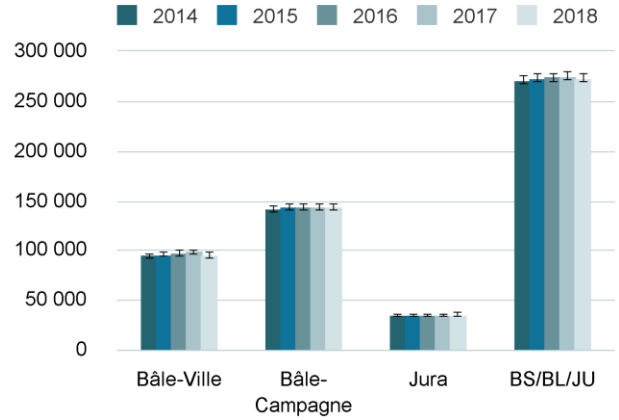
2.1-2; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

En 2018, le taux d'activité net des femmes domiciliées dans le canton de Bâle-Ville s'élève à 69,8%. L'intervalle de confiance à 95% de ce taux est compris entre 67,7% et 72,0%. Le canton de Bâle-Campagne affiche un taux de 72,0%, le Jura un taux de 72,3%. La Suisse enregistre quant à elle un taux de 71,3%.

Explications et remarques méthodologiques

2.1-1 et 2.1-2: Part de la population résidente active occupée dans la population résidente en âge de travailler (50-64 ans; taux d'activité net) en pourcentage. Les chiffres présentés constituent une extrapolation des résultats d'un échantillon (par exemple, population résidente annuelle d'environ 5000 personnes de 15 ans et plus dans le canton de Bâle-Ville, d'environ 270 000 personnes de 15 ans et plus dans l'ensemble de la Suisse); une certaine incertitude entoure donc ces résultats. Les barres d'erreur noires représentent l'intervalle de confiance à 95%. L'intervalle de confiance indique la zone dans laquelle se trouvent les valeurs réelles avec une probabilité de 95%.

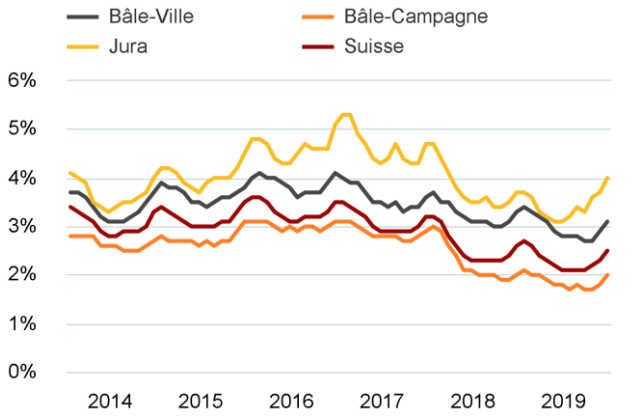
Évolution du nombre d'actifs occupés



2.1-3; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

En 2018, près de 143 000 habitants exerçaient une activité professionnelle dans le canton de Bâle-Campagne. La même année, le canton de Bâle-Ville comptait environ 94 000 actifs occupés. Avec les quelque 35 000 travailleurs actifs dans le canton du Jura, les trois cantons réunissent au total près de 272 000 personnes actives.

Évolution du taux de chômage mensuel



2.1-4; source: Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Statistique du chômage.

Le taux de chômage moyen a suivi une évolution similaire dans les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura depuis 2014: après avoir augmenté jusqu'en 2016, le taux de chômage a reculé en 2017, et surtout en 2018. Les courbes varient pourtant les unes des autres. Alors que le taux de chômage enregistré dans le canton de Bâle-Campagne est inférieur à la moyenne suisse, il est supérieur dans le canton de Bâle-Ville et dans le Jura. Ce taux est ensuite passé à 2,0% (BL), 3,1% (BS) et 4,0% (JU) en décembre 2019.

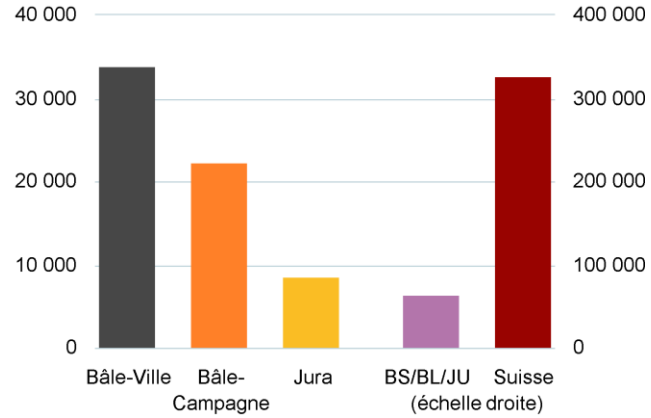
Le Jura affiche un taux de chômage plus élevé, qui peut notamment s'expliquer par la diversité des méthodes de calcul utilisées (voir la section Explications et remarques méthodologiques). Les courbes ne sont donc pas directement comparables.

Explications et remarques méthodologiques

2.1-3: Depuis 2010, les données concernant la population active occupée proviennent du relevé structurel. Il s'agit d'une enquête par échantillonnage et une certaine incertitude entoure donc ces estimations. Les barres d'erreur noires représentent l'intervalle de confiance à 95%. L'intervalle de confiance indique la zone dans laquelle se trouvent les valeurs réelles avec une probabilité de 95%.

2.1-4: Taux de chômage selon les données fournies par le SECO, prenant uniquement en considération le nombre de chômeurs inscrits auprès des offices régionaux de placement. Dans le canton du Jura, ce taux intègre donc également les chômeurs bénéficiaires de l'aide sociale, alors que dans les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, ils sont pris en charge par d'autres organismes et ne sont donc pas pris en compte dans le calcul. Cette différence organisationnelle fausse la comparaison.

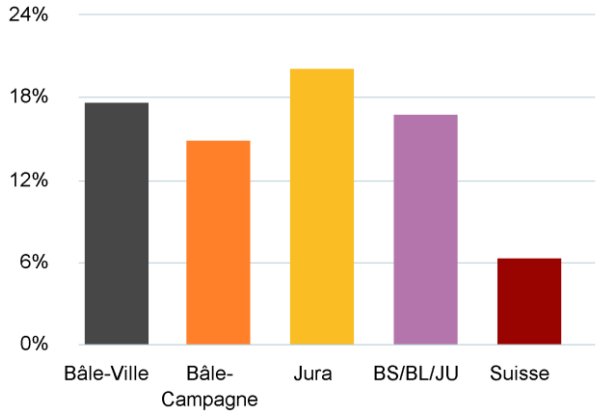
Frontaliers, 4e trimestre 2019



2.1-5; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique des frontaliers (STAF).

La plupart des frontaliers travaillent dans le canton de Bâle-Ville: ils étaient environ 33 900 au 4e trimestre 2019. Le canton de Bâle-Campagne accueille 22 300 frontaliers, le Jura 8600. Au total, près de 328 900 frontaliers travaillent en Suisse

Part des frontaliers dans la population active, 4e trimestre 2019



2.1-6; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique structurelle des entreprises (STATENT); Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique des frontaliers (STAF).

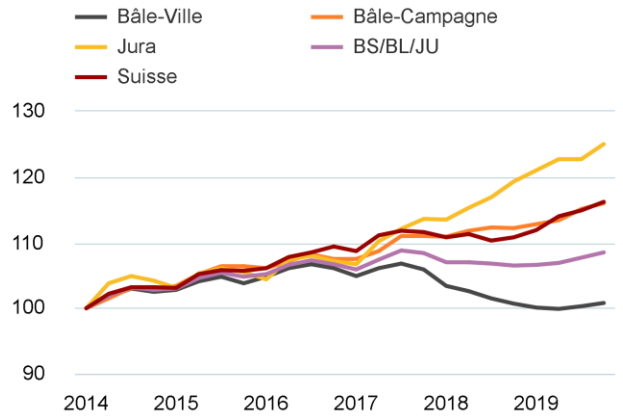
Dans le canton du Jura, sur 100 postes, environ 20 sont occupés par des frontaliers (chiffres de l'emploi de 2017). Dans les cantons de Bâle-Ville (18%) et de Bâle-Campagne (15%) aussi, ce taux est nettement supérieur à la moyenne suisse (6%).

Explications et remarques méthodologiques

2.1-5: Frontaliers: les personnes résidant dans un pays de l'UE/AELE titulaires d'une autorisation de séjour durable ont la possibilité de travailler en Suisse en qualité de frontaliers. L'OFS se base sur plusieurs sources pour estimer le nombre de travailleurs frontaliers actifs.

2.1-6: Frontaliers: les personnes résidant dans un pays de l'UE/AELE titulaires d'une autorisation de séjour durable ont la possibilité de travailler en Suisse en qualité de frontaliers. Emplois (places de travail occupées): par emploi, on entend toute personne exerçant une activité qui gagne un salaire annuel soumis à l'AVS supérieur ou égal à 2300 francs.

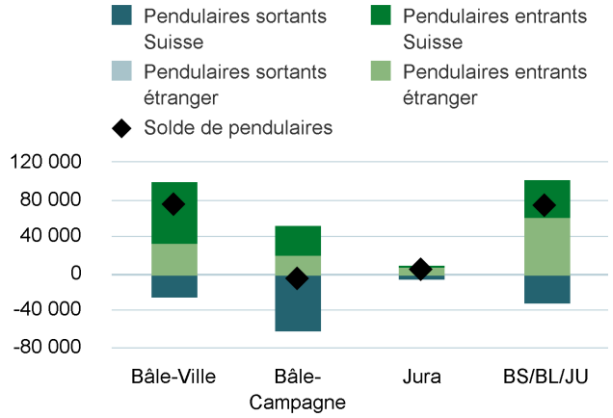
Évolution du nombre de frontaliers, valeurs indexées (1er trimestre 2014 = 100)



2.1-7; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique des frontaliers (STAF).

Tous les cantons analysés connaissent une augmentation du nombre de frontaliers étrangers depuis 2014. Le canton du Jura enregistre une hausse de 25,0%, avec un total de 8600 frontaliers au 4e trimestre 2019. L'augmentation du nombre de frontaliers reste plus modeste dans les cantons de Bâle-Campagne (+16,0%, soit près de 22 300 au total) et de Bâle-Ville (+0,8%, soit 33 900). Au 4e trimestre 2019, quelque 328 900 frontaliers travaillent dans l'ensemble de la Suisse, soit une progression de 16,2% par rapport au 1er trimestre 2014.

Pendulaires pour raisons de travail, pooling 2013-2017



2.1-8; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Entre 2013 et 2017, le solde annuel moyen des mouvements pendulaires entrants et sortants est positif dans le canton de Bâle-Ville (+74 700) et dans le Jura (+4300), mais négatif dans le canton de Bâle-Campagne (-5500). Si l'on cumule les résultats enregistrés dans les trois cantons, on compte 73 600 pendulaires entrants de plus que de pendulaires sortants.

Explications et remarques méthodologiques

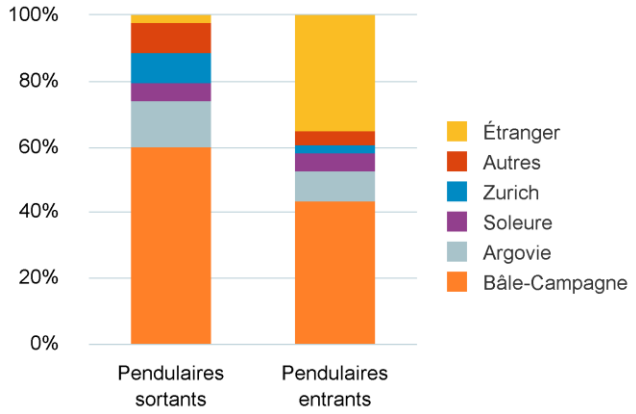
2.1-7: Frontaliers: les personnes résidant dans un pays de l'UE/AELE titulaires d'une autorisation de séjour durable ont la possibilité de travailler en Suisse en qualité de frontaliers. L'OFS se base sur plusieurs sources pour estimer le nombre de travailleurs frontaliers actifs.

2.1-8: Pendulaires entrants: sont considérés comme des pendulaires entrants d'un canton donné les personnes actives occupées qui travaillent au moins une heure par semaine dans ce canton mais habitent dans un autre canton. Les données concernant les pendulaires entrants de l'étranger proviennent de la statistique des frontaliers produite par l'Office fédéral de la statistique (moyenne 2013-2017 établie chaque année au 4e trimestre). Ne sont pas incluses les personnes actives occupées dont le point de départ du trajet domicile-travail n'est pas connu.

Pendulaires sortants: sont considérés comme des pendulaires sortants d'un canton les personnes actives occupées qui habitent ce canton et se rendent dans un autre canton ou pays pour travailler au moins une heure par semaine. Ne sont pas inclus les pendulaires sortants dont le lieu de travail n'est pas connu.

Pooling: assemblage des données collectées entre 2013 et 2017 permettant d'évaluer un échantillon plus vaste. Les chiffres peuvent être interprétés comme les moyennes obtenues sur cette période de cinq ans.

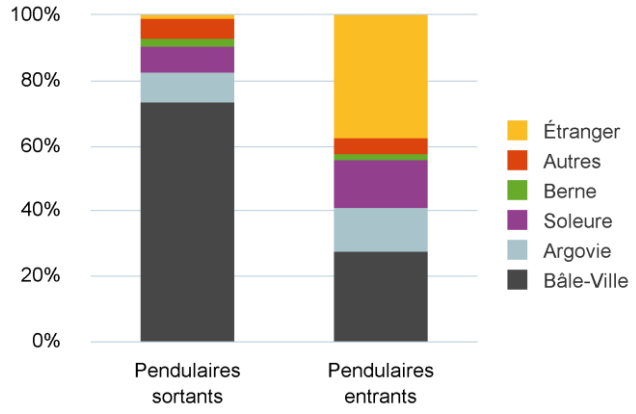
Pendulaires pour raisons de travail dans le canton de Bâle-Ville, pooling 2013-2017



2.1-9; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

En moyenne, près de 100 000 personnes se sont rendues dans le canton de Bâle-Ville entre 2013 et 2017 pour y travailler. La majorité d'entre elles viennent du canton de Bâle-Campagne (environ 44 100) ou de l'étranger (environ 34 900), essentiellement de France et d'Allemagne. Les autres cantons suisses sont moins pertinents. Plus de 25 000 personnes vivant dans le canton de Bâle-Ville travaillent dans d'autres cantons ou à l'étranger, dont plus de 15 100 dans le canton de Bâle-Campagne.

Pendulaires pour raisons de travail dans le canton de Bâle-Campagne, pooling 2013-2017



2.1-10; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Entre 2013 et 2017, le canton de Bâle-Campagne a observé qu'en moyenne, le nombre de pendulaires sortants était légèrement supérieur à celui des pendulaires entrants (environ 59 700 contre 54 300). Les pendulaires sortants travaillent pour la plupart dans le canton de Bâle-Ville (près de 44 100). La majorité des pendulaires entrants viennent de l'étranger pour travailler dans le canton de Bâle-Campagne (environ 20 300 personnes), suivi du canton de Bâle-Ville (plus de 15 100 travailleurs).

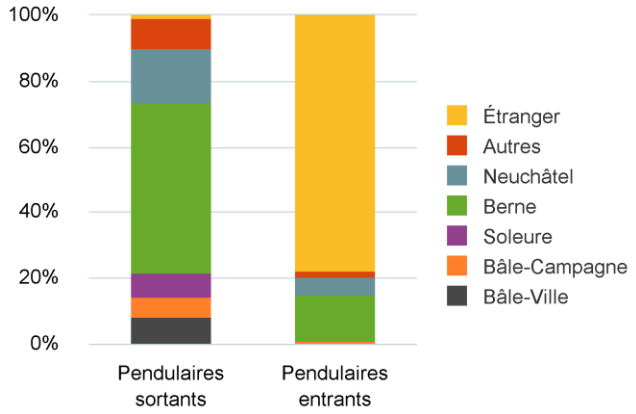
Explications et remarques méthodologiques

2.1-9 et 2.1-10: Pendulaires entrants: sont considérés comme des pendulaires entrants d'un canton donné les personnes actives occupées qui travaillent au moins une heure par semaine dans ce canton mais habitent dans un autre canton. Les données concernant les pendulaires entrants de l'étranger proviennent de la statistique des frontaliers produite par l'Office fédéral de la statistique (moyenne 2013-2017 établie chaque année au 4^{e} trimestre). Ne sont pas incluses les personnes actives occupées dont le point de départ du trajet domicile-travail n'est pas connu.

Pendulaires sortants: sont considérés comme des pendulaires sortants d'un canton les personnes actives occupées qui habitent ce canton et se rendent dans un autre canton ou pays pour travailler au moins une heure par semaine. Ne sont pas inclus les pendulaires sortants dont le lieu de travail n'est pas connu.

Pooling: assemblage des données collectées entre 2013 et 2017 permettant d'évaluer un échantillon plus vaste. Les chiffres peuvent être interprétés comme les moyennes obtenues sur cette période de cinq ans.

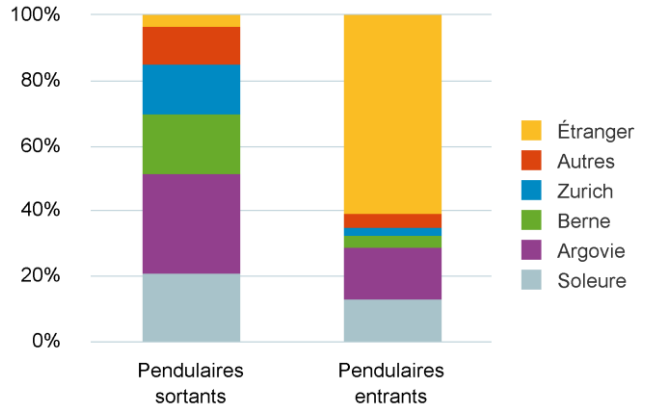
Pendulaires pour raisons de travail dans le canton du Jura, pooling 2013-2017



2.1-11; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Entre 2013 et 2017, le nombre moyen de pendulaires sortants et entrants est bien plus faible dans le canton du Jura que dans les deux cantons de Bâle. Près de 5200 personnes résidant dans le Jura se sont rendues dans un autre canton ou à l'étranger pour travailler, la majorité d'entre elles dans le canton de Berne (près de 2700). Parmi les quelque 9500 pendulaires entrants qui se rendent dans le Jura pour travailler, la majorité vient de l'étranger (plus de 7300 personnes).

Pendulaires pour raisons de travail dans la région BS/BL/JU, pooling 2013-2017



2.1-12; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Si l'on tient compte des résultats enregistrés dans les trois cantons réunis (Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Jura) entre 2013 et 2017, on observe qu'en moyenne, près de 29 900 personnes ont quitté la région pour se rendre sur leur lieu de travail et plus de 103 400 personnes sont venues d'ailleurs pour y travailler. Le plus grand nombre de pendulaires (plus de 9100 personnes) se rend dans le canton d'Argovie. La grande majorité des pendulaires entrants (environ 62 600 travailleurs) viennent de l'étranger.

Explications et remarques méthodologiques

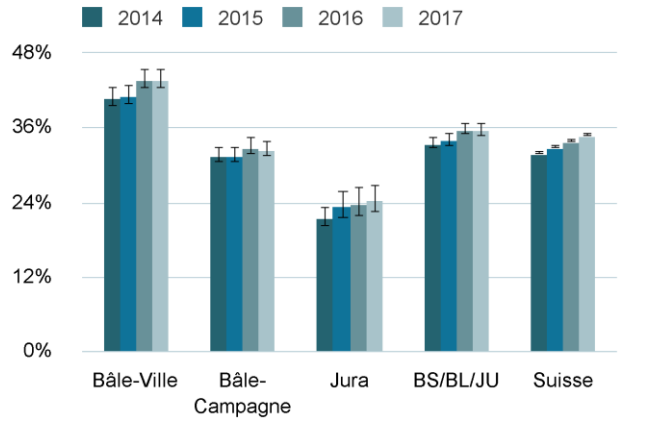
2.1-11 et 2.1-12: Pendulaires entrants: sont considérés comme des pendulaires entrants d'un canton donné les personnes actives occupées qui travaillent au moins une heure par semaine dans ce canton mais habitent dans un autre canton. Les données concernant les pendulaires entrants de l'étranger proviennent de la statistique des frontaliers produite par l'Office fédéral de la statistique (moyenne 2013-2017 établie chaque année au 4e trimestre). Ne sont pas incluses les personnes actives occupées dont le point de départ du trajet domicile-travail n'est pas connu.

Pendulaires sortants: sont considérés comme des pendulaires sortants d'un canton les personnes actives occupées qui habitent ce canton et se rendent dans un autre canton ou pays pour travailler au moins une heure par semaine. Ne sont pas inclus les pendulaires sortants dont le lieu de travail n'est pas connu.

Pooling: assemblage des données collectées entre 2013 et 2017 permettant d'évaluer un échantillon plus vaste. Les chiffres peuvent être interprétés comme les moyennes obtenues sur cette période de cinq ans.

2.2 Formation

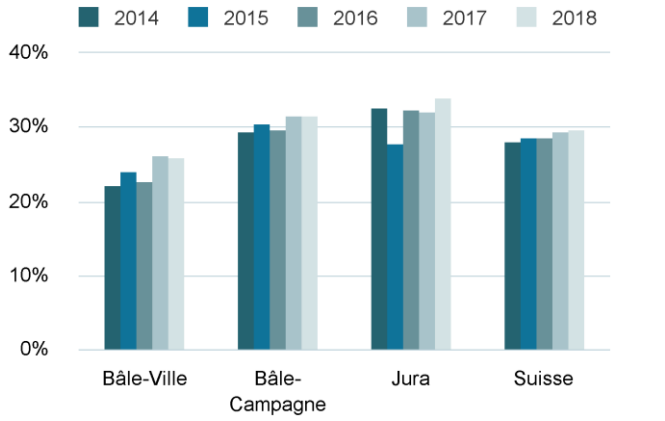
Évolution du taux de personnes ayant achevé une formation de degré tertiaire



2.2-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Relevé structurel (RS).

Le canton de Bâle-Ville regroupe le plus grand nombre de personnes ayant suivi une formation de degré tertiaire (44,7% en 2018). Ce taux s'élève à 32,5% dans le canton de Bâle-Campagne et à 25,7% dans le Jura. La Suisse dans son ensemble atteint quant à elle un taux de 35,0%. Depuis quelque temps, ce chiffre augmente presque partout d'une année à l'autre.

Évolution du taux de diplômés des hautes écoles



2.2-2; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Perspectives de la formation, Étudiants et examens finals des hautes écoles (SHIS-studex).

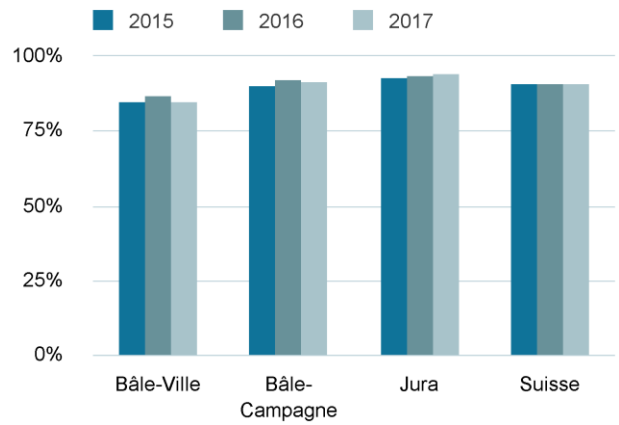
La part de nouveaux diplômés est la plus élevée dans le canton du Jura, avec 34,1% en 2018. Ce taux atteint 26,1% dans le canton de Bâle-Ville et 31,6% dans le canton de Bâle-Campagne. À l'échelle de la Suisse, le taux moyen de nouveaux diplômés des hautes écoles suisses s'élève à 29,8% par rapport à la population résidente du même âge.

Explications et remarques méthodologiques

2.2-1: L'indicateur présente le nombre de personnes dont le plus haut niveau de formation achevé correspond au degré tertiaire en pourcentage de la population résidente permanente âgée de 25 ans et plus. Les personnes de cette classe d'âge ont généralement achevé une première formation et sont donc prêtes à intégrer le marché du travail. Les personnes qui ont suivi une formation de degré tertiaire justifient d'une formation professionnelle supérieure ou d'un diplôme d'une haute école. Les barres d'erreur noires représentent l'intervalle de confiance à 95%. L'intervalle de confiance indique la zone dans laquelle se trouvent les valeurs réelles avec une probabilité de 95%.

2.2-2: Nombre de personnes ayant obtenu un premier diplôme d'une haute école suisse aux niveaux licence/diplôme HEU, diplôme HES et bachelor (HEU, HES, HEP) en pourcentage de la population résidente du même âge.

Évolution du taux de première certification du degré secondaire II



2.2-3; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Analyses longitudinales dans le domaine de la formation (LABB).

En 2017, le Jura comptait la plus forte proportion de jeunes ayant obtenu une première certification du degré secondaire II jusqu'à l'âge de 25 ans, avec un taux de 94,9%. À Bâle-Campagne, ce taux était légèrement supérieur à la moyenne suisse (91,9% contre 91,2%). Le canton de Bâle-Ville a obtenu le résultat le plus faible avec 85,4%.

Explications et remarques méthodologiques

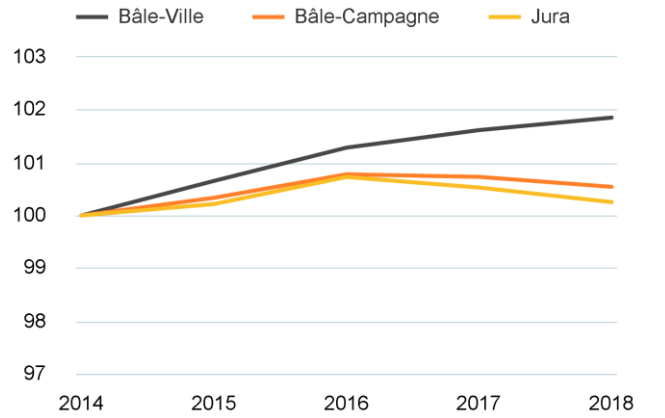
2.2-3: Les titres suivants sont pris en compte pour effectuer le calcul:

• Formation professionnelle initiale: certificats fédéraux de capacité et attestations fédérales de formation professionnelle d'après la Statistique de la formation professionnelle initiale (SFPI).

• Culture générale: certificats de maturité gymnasiale, certificats des écoles de culture générale et titres des écoles internationales situées en Suisse tirés de la Statistique des diplômes (SBA). La population de référence comprend toutes les personnes qui résidaient dans le pays à l'âge de terminer l'école obligatoire. En sont exclus les frontaliers et les personnes d'immigration récente arrivées en Suisse après la fin de leur scolarité obligatoire. De fait, les jeunes qui quittent le pays avant d'avoir obtenu une certification du degré secondaire II ne sont pas non plus pris en considération. En outre, le taux de certification ne concerne que les personnes jusqu'à l'âge de 25 ans. Pour une meilleure stabilité des résultats, une moyenne trisannuelle est appliquée aux valeurs obtenues. Ainsi, le taux de l'année publiée (t) correspond à la moyenne des valeurs calculées pour les années t-1, t et t+1.

2.3 Population

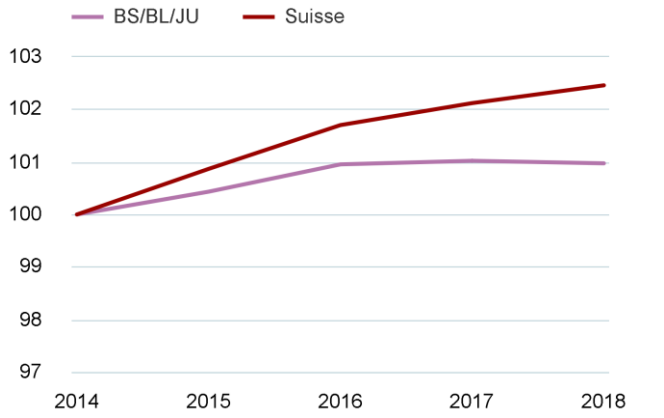
Population résidente âgée de 15 à 64 ans dans les cantons BS, BL et JU, valeurs indexées (2014 = 100)



2.3-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

En comparant les trois cantons BS, BL et JU, il ressort que la population résidente âgée de 15 à 64 ans a le plus augmenté dans le canton de Bâle-Ville avec +1,9% depuis 2014, suivi du canton de Bâle-Campagne (+0,5%) et du Jura (+0,3%). Néanmoins, entre 2016 et 2018, le canton de Bâle-Ville a vu sa population d'âge correspondant croître moins vite que par le passé. Après avoir augmenté dans un premier temps, le nombre des 15-64 ans a fini par diminuer dans les cantons de Bâle-Campagne et du Jura.

Population résidente âgée de 15 à 64 ans dans la région BS/BL/JU et en Suisse, valeurs indexées (2014 = 100)



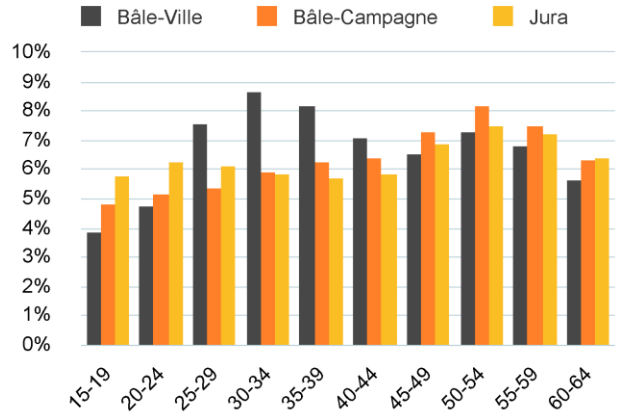
2.3-2; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

Dans l'ensemble de la Suisse, le nombre des 15-64 ans a augmenté de 2,5% entre 2014 et 2018. De 2014 à 2016, la région BS/BL/JU a enregistré une croissance plus modérée de +1,0%. Entre 2016 et 2018, la région BS/BL/JU a vu sa population résidente d'âge correspondant stagner du fait de la diminution observée dans les cantons de Bâle-Campagne et du Jura.

Explications et remarques méthodologiques

2.3-1 et 2.3-2: Population résidente permanente au 31 décembre.

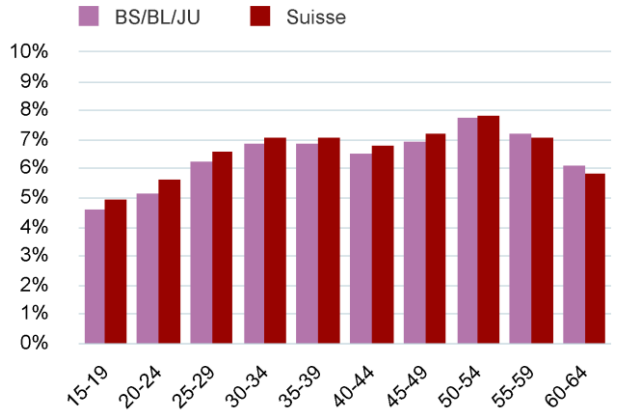
Répartition des 15-64 ans par classes d'âge, en pourcentage de la population totale, 2018



2.3-3; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

La part des classes d'âge des 15 à 64 ans dans la population totale varie fortement dans la région. Le canton de Bâle-Ville se démarque clairement: alors qu'il compte relativement peu d'adolescents et de jeunes adultes, les classes d'âge des 25 à 44 ans y sont plus nombreuses que la moyenne. Les taux s'équilibrent de nouveau à partir de 45 ans. Dans l'ensemble, Bâle-Campagne enregistre toutefois un nombre supérieur de personnes ayant atteint ou dépassé l'âge de 45 ans, et donc une population active plus âgée.

Répartition des 15-64 ans par classes d'âge dans la région BS/BL/JU et en Suisse, en pourcentage de la population totale, 2018



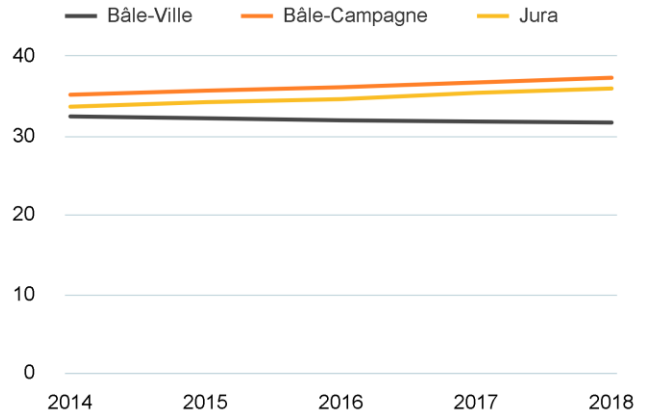
2.3-4; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

La part des classes d'âge des 15 à 64 ans dans la population totale est très similaire dans la région BS/BL/JU et dans l'ensemble de la Suisse. D'une manière générale, on note cependant une proportion plus faible de 15-54 ans et un pourcentage plus élevé de 55-64 ans. La faible part des plus jeunes pourrait s'expliquer par le recul de la natalité observé au début du XXIe siècle; parallèlement, la classe d'âge la plus représentée pourrait rassembler les nombreux baby-boomers nés dans les années 1960. Il n'en reste pas moins que l'immigration, qui concerne surtout les personnes de 20 ans et plus, et vient donc renforcer ces classes d'âge, modifie sensiblement la pyramide des âges.

Explications et remarques méthodologiques

2.3-3 et 2.3-4: Population résidente permanente au 31 décembre.

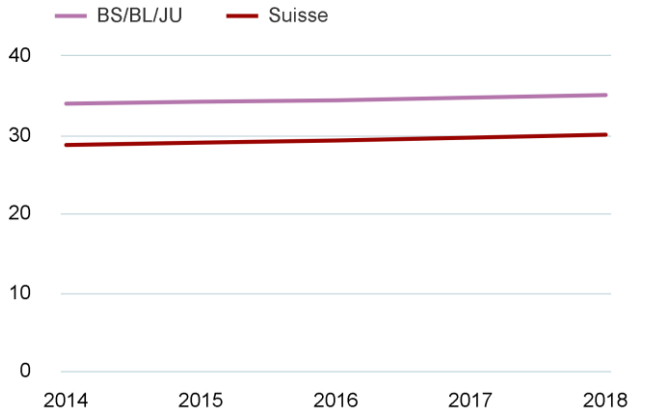
Évolution du rapport de dépendance des personnes âgées dans les cantons BS, BL et JU, nombre de personnes de 64 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans



2.3-5; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

En 2018, le canton de Bâle-Campagne affiche le rapport de dépendance des personnes âgées le plus élevé de la région BS/BL/JU avec 37,3, suivi du Jura avec 35,9 et de Bâle-Ville avec 31,6. Les écarts se sont accentués par rapport à l'année 2014.

Évolution du rapport de dépendance des personnes âgées dans la région BS/BS/BL et en Suisse, nombre de personnes de 64 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans



2.3-6; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP).

La région BS/BL/JU enregistre un rapport de dépendance des personnes âgées plus élevé que la moyenne suisse (35,0 contre 30,0). Par comparaison avec l'année 2014, le rapport de dépendance des personnes âgées a augmenté de 1,1 dans la région BS/BL/JU, et de 1,3 dans l'ensemble de la Suisse.

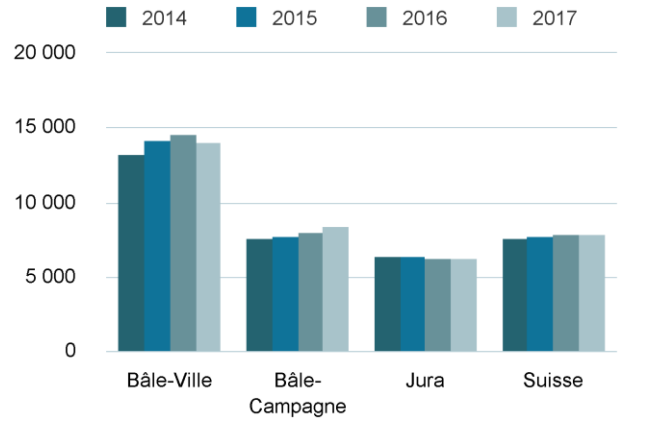
Explications et remarques méthodologiques

2.3-5 et 2.3-6: Population résidente permanente au 31 décembre. Rapport de dépendance des personnes âgées: rapport entre l'effectif de la population aux âges avancés généralement inactif (65 ans ou plus) et l'effectif de la population en âge de travailler (20-64 ans). Le résultat s'exprime en nombre de personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans.

Le rapport de dépendance des personnes âgées (nombre de personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans) est un indicateur de la charge que la population âgée – laquelle n'exerce plus d'activité professionnelle – représente pour l'économie et pour la population en âge de travailler.

3. Finances publiques

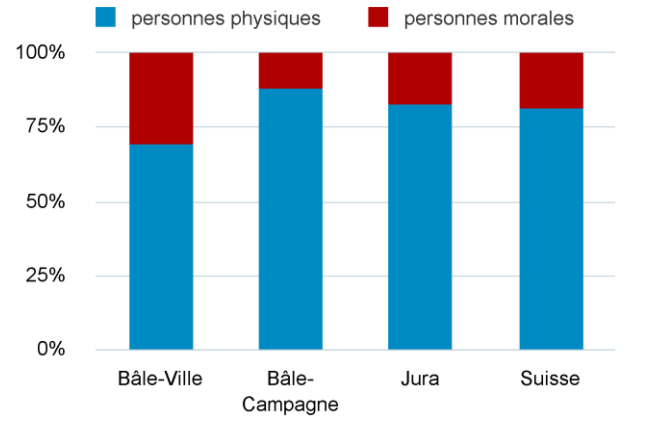
Évolution des recettes fiscales par habitant de la population résidente (en francs)



3-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de la population et des ménages (STATPOP); Administration fédérale des finances, Statistique financière.

En 2017, Bâle-Campagne récupère des recettes fiscales par habitant légèrement supérieures à 8000 francs et s'inscrit ainsi dans la moyenne suisse. Le Jura enregistre une valeur d'un peu plus de 6000 francs. Avec un montant de l'ordre de 14 000 francs, le canton de Bâle-Ville obtient les recettes fiscales par tête les plus élevées. Par rapport aux chiffres de l'année 2014, les recettes fiscales par habitant ont augmenté dans les deux cantons de Bâle alors qu'elles ont légèrement reculé dans le Jura.

Recettes fiscales des personnes physiques et morales, 2017



3-2; source: Administration fédérale des finances, Statistique financière.

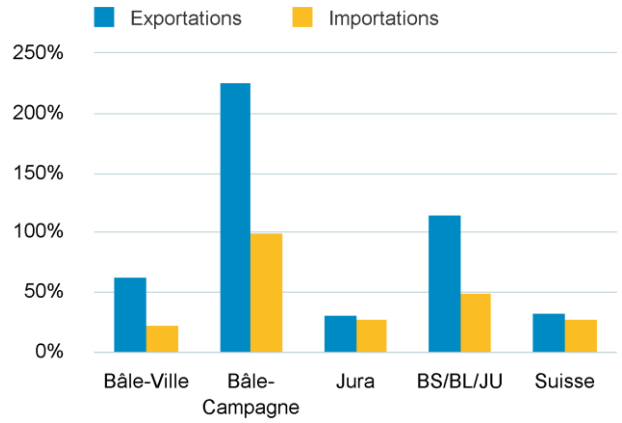
Dans le canton de Bâle-Ville, les recettes fiscales des personnes morales sont supérieures à la moyenne suisse (30% contre 18% dans l'ensemble de la Suisse). Parallèlement, Bâle-Campagne récupère plus de recettes fiscales des personnes physiques que l'ensemble de la Suisse (88% contre 82%). Dans le Jura, les recettes fiscales se situent à peu près dans la moyenne suisse.

Explications et remarques méthodologiques

3-1 et 3-2: Recettes fiscales des cantons et de leurs communes selon des critères comparables à l'échelle nationale (modèle SF). Les recettes fiscales sont issues des impôts directs des personnes physiques (impôt sur le revenu, impôt sur la fortune et impôt à la source) et des personnes morales (impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital).

4. Commerce extérieur

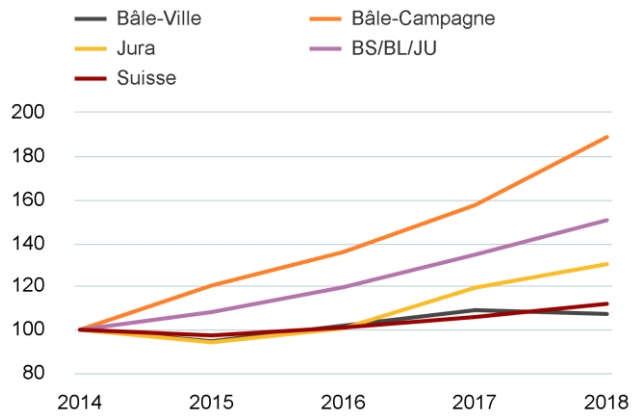
Part des exportations et des importations dans le PIB nominal, 2018



4-1; source: BAK Economics; Administration fédérale des douanes (AFD).

Les exportations de Bâle-Campagne se chiffraient à 47,7 milliards de francs en 2018, soit plus du double du PIB du canton. En comparaison régionale, le canton enregistre également le plus grand nombre d'importations (presque autant que le PIB). Les exportations du canton de Bâle-Ville représentent 23,5 milliards de francs, soit 63% du PIB; celles du Jura atteignent 1,5 milliard de francs, soit 31% du PIB. Au niveau national, la Suisse a exporté 233,2 milliards de francs de marchandises en 2018 (34% du PIB).

Évolution des exportations; valeurs indexées (2014 = 100)



4-2; source: Administration fédérale des douanes (AFD).

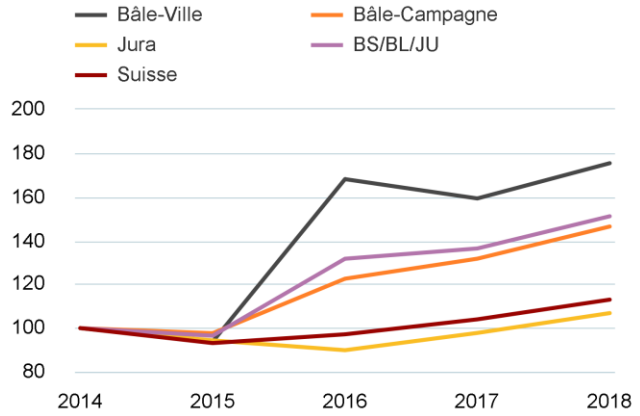
Entre 2014 et 2018, les exportations nominales du canton de Bâle-Campagne ont augmenté de presque 90%. Les exportations ont progressé de 30% dans le canton du Jura et de 7% dans le canton de Bâle-Ville. L'ensemble de la région BS/BL/JU enregistre une croissance de 50%.

Explications et remarques méthodologiques

4-1: Valeur nominale des exportations et des importations de marchandises (total sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités) par rapport au produit intérieur brut (PIB) nominal de la région. La statistique du commerce extérieur du canton est en cours de révision. Les chiffres à venir peuvent s'écarter sensiblement des valeurs actuelles.

4-2: Évolution de la valeur nominale des exportations de marchandises à l'étranger. Total sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités. La statistique du commerce extérieur du canton est en cours de révision. Les chiffres à venir peuvent s'écarter des valeurs actuelles.

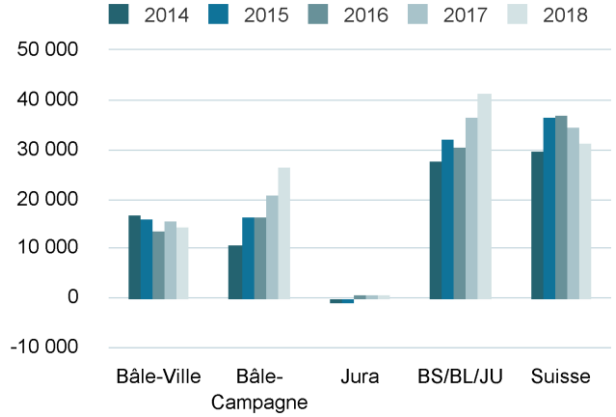
Évolution des importations; valeurs indexées (2014 = 100)



4-3; source: Administration fédérale des douanes (AFD).

Dans le canton de Bâle-Ville, les importations de marchandises de l'étranger ont bondi de 75% entre 2014 et 2018. L'achat d'avions explique en grande partie la forte augmentation des importations enregistrée en 2016 (+79%). Entre 2014 et 2018, cette hausse s'élève à 46% dans le canton de Bâle-Campagne et à 7% dans le Jura. L'ensemble de la région BS/BL/JU enregistre une progression de 51%.

Évolution de la balance commerciale en millions de francs



4-4; source: Administration fédérale des douanes (AFD).

En 2018, la balance commerciale du canton de Bâle-Campagne fait un bond à 26,6 milliards de francs, alors qu'elle n'atteint que 14,7 milliards de francs dans le canton de Bâle-Ville et qu'elle présente un solde nul dans le Jura. Dans l'ensemble de la Suisse, la balance commerciale s'est contractée en 2017 et 2018, pour atteindre 31,4 milliards de francs en 2018.

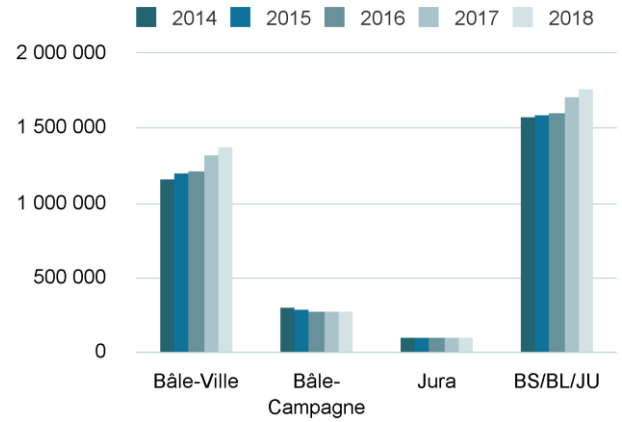
Explications et remarques méthodologiques

4-3: Évolution de la valeur nominale des importations de marchandises de l'étranger. Total sans métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités. La statistique du commerce extérieur du canton est en cours de révision. Les chiffres à venir peuvent s'écarter des valeurs actuelles.

4-4: La balance commerciale représente la différence entre les exportations nominales et les importations nominales dans le commerce des marchandises.

5. Tourisme

Évolution du nombre de nuitées

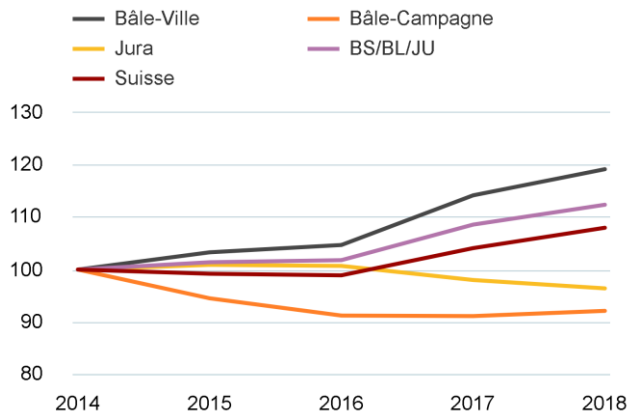


5-1; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de l'hébergement touristique (HESTA).

Les trois cantons réunis (Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Jura) ont totalisé près de 1,8 million de nuitées en 2018. En cumulant près de 1,4 million de nuitées, les établissements d'hébergement de Bâle-Ville se placent en tête. Le canton de Bâle-Campagne a comptabilisé près de 285 000 nuitées, le Jura à peine 102 000. Alors que le nombre de nuitées a fortement progressé dans le canton de Bâle-Ville depuis 2014, les deux autres cantons constatent un léger recul.

Pour plus d'informations sur le nombre de nuitées et pour connaître l'importance de la parahôtellerie dans le canton du Jura, voir la section Explications et remarques méthodologiques. Selon les informations fournies par le canton, le Jura comptabilise plus de 2,5 fois plus de nuitées dans la parahôtellerie que ce qui ressort des établissements analysés.

Évolution du nombre de nuitées; valeurs indexées (2014 = 100)



5-2; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de l'hébergement touristique (HESTA).

Entre 2014 et 2018, le nombre de nuitées a fortement augmenté dans le canton de Bâle-Ville (+19,2% au total). En revanche, on constate un recul dans le canton de Bâle-Campagne (-7,9%) et dans le Jura (-3,6%). La moyenne nationale suisse a augmenté de 8,0%.

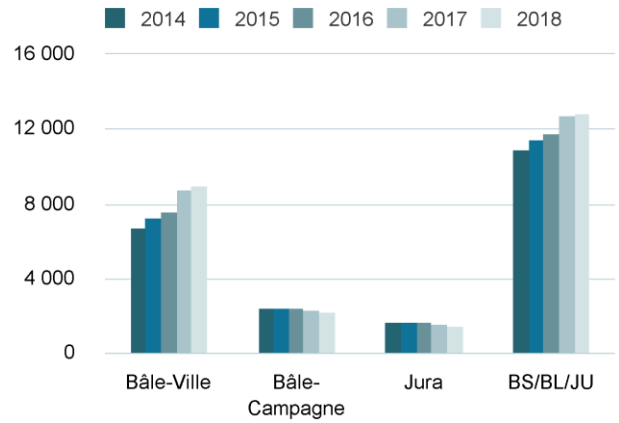
Pour plus d'informations sur le nombre de nuitées et pour connaître l'importance de la parahôtellerie dans le canton du Jura, voir la section Explications et remarques méthodologiques.

Explications et remarques méthodologiques

5-1 et 5-2: Nombre de nuitées dans les hôtels et les établissements de cure ouverts. Depuis 2017, les statistiques d'hébergement incluent 14 auberges de jeunesse suisses, dont les caractéristiques répondent largement aux critères de la NOGA (Nomenclature générale des activités économiques) pour les hôtels et logements similaires.

Cette évaluation ne prend pas en compte la parahôtellerie qui joue pourtant un rôle primordial, notamment dans le canton du Jura. Selon les informations fournies par le canton, la parahôtellerie comptabilise un nombre de nuitées en forte hausse dans le Jura. En prenant tous les paramètres en compte, le Jura enregistre donc une augmentation du nombre de nuitées de 10,8% entre 2014 et 2018 (et non un recul de 3,6%).

Évolution de l’offre en lits



5-3; source: Office fédéral de la statistique (OFS), Statistique de l’hébergement touristique (HESTA).

Les trois cantons réunis (Bâle-Ville, Bâle-Campagne et Jura) ont proposé près de 12 900 lits en 2018. Avec plus de 9000 lits offerts, Bâle-Ville arrive loin devant. Depuis 2014, l’offre en lits a progressé de presque 33% dans le canton de Bâle-Ville. Au cours de la même période, on assiste à une baisse dans le canton de Bâle-Campagne (-5,5%, soit 2300 lits en moins) ainsi que dans le Jura (-12,3%, soit un recul de 1500 lits).

Pour connaître l’importance de la parahôtellerie dans le canton du Jura, voir la section Explications et remarques méthodologiques.

Explications et remarques méthodologiques

5-3: Nombre de lits proposés dans les hôtels et les établissements de cure ouverts. Depuis 2017, les statistiques d’hébergement incluent 14 auberges de jeunesse suisses, dont les caractéristiques répondent largement aux critères de la NOGA (Nomenclature générale des activités économiques) pour les hôtels et logements similaires.

Cette évaluation ne prend pas en compte la parahôtellerie qui joue pourtant un rôle primordial, notamment dans le canton du Jura.

RAPPORT DE
BAK ECONOMICS AG

BAK
economic intelligence

Rapport économique commun aux cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura

Bâle, le 31 mars 2020

Mandants
Canton de Bâle-Ville, canton de Bâle-Campagne, canton du Jura

Éditeur
BAK Economics AG

Direction du projet
Marlène Rump, tél. +41 61 279 97 16
marlene.rump@bak-economics.com

Rédaction
Niklas Bernhard
Marlène Rump
Andrea Wagner
Alexandra Zwankhuizen

Communication
Marc Bros de Puechredon, tél. +41 61 279 97 25
marc.puechredon@bak-economics.com

Couverture
BAK Economics

Copyright
Copyright © 2020 par BAK Economics AG
Tous droits réservés aux mandants

1. Comparaison nationale

Pour favoriser le développement de la place économique, il faut se montrer compétitif sur le plan international.

BAK Economics a développé un indice (Economic Potential Index) permettant d'évaluer le potentiel économique de chaque région. Une région à fort potentiel se caractérise notamment par un développement économique prospère, mais surtout

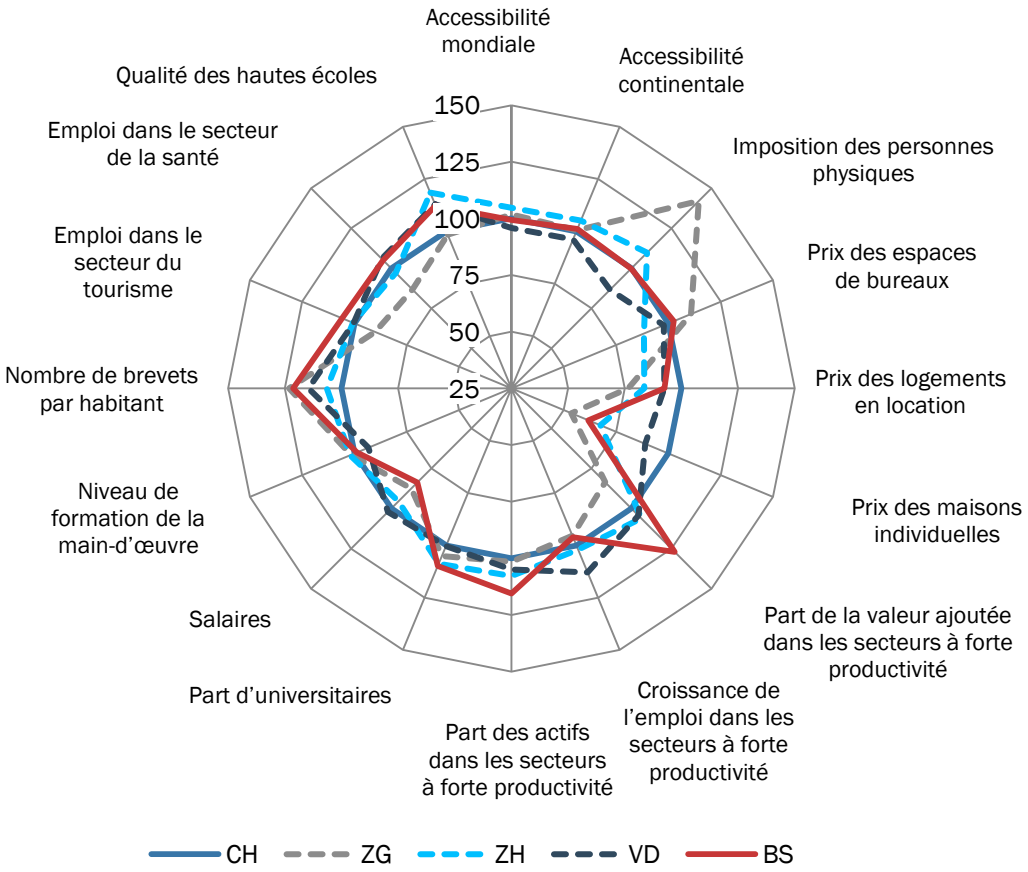
- par la capacité d'attirer des entreprises et du personnel hautement qualifié, et de conserver les ressources existantes (attractivité), ainsi que
- par une structure économique durable et compétitive (compétitivité).

Le présent rapport analyse l'attractivité et la compétitivité des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura et inclut pour chacun une fiche d'information qui présente la structure économique du canton.

Pour les entreprises et les personnes hautement qualifiées, la qualité d'une place économique régionale dépend autant du contexte commercial et politique que du potentiel d'innovation ou encore de l'environnement social. Des conditions-cadres favorables définies au niveau de l'État, un environnement attractif pour les entrepreneurs, des réseaux de recherche solides et la présence de pôles de compétitivité (clusters) sont des facteurs d'implantation décisifs pour les entreprises. Le personnel hautement qualifié privilégie les régions qui offrent des infrastructures de transport bien développées, un cadre fiscal attrayant, un marché de l'emploi hétérogène et de qualité et un environnement social attractif avec une qualité de vie élevée. Par ailleurs, le coût de l'immobilier – aussi bien les prix de location de bureaux ou de logements que ceux des maisons individuelles – constitue un facteur d'implantation déterminant pour les entreprises et les employés. Le niveau des salaires reflète également l'attractivité d'une place économique. À noter qu'un niveau de rémunération élevé est attractif pour les salariés mais implique des charges supplémentaires pour les entreprises.

1.1 Fiche d'information du canton de Bâle-Ville

Illustration 1-1 Profil d'attractivité de Bâle-Ville par rapport à la situation nationale, 2018



Rem.: CH = 100. Plus la valeur est élevée, plus la région est attractive dans ce secteur.
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking, Fahrländer Partner, OFS

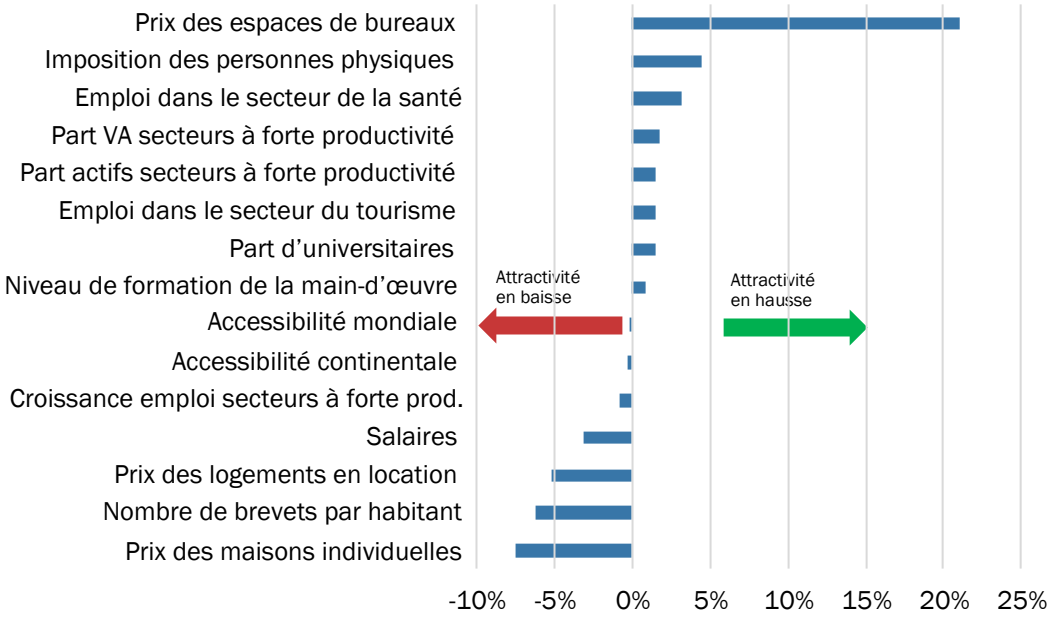
L'Illustration 1-1 compare le profil d'attractivité du canton de Bâle-Ville (BS) à la moyenne suisse. Pour chaque indicateur ou indice, la valeur représentative de la Suisse (CH) est normalisée à 100 (indice de référence). Une comparaison est également établie entre le canton de Bâle-Ville et les cantons de Zoug (ZG), de Zurich (ZH) et de Vaud (VD). La plupart des indicateurs montrent que Bâle-Ville se situe au-dessus ou dans la moyenne suisse; le canton obtient de très bons résultats. Pour les indicateurs d'accessibilité et d'imposition des personnes hautement qualifiées, qui représentent les conditions-cadres définies par l'État, le canton de Bâle-Ville affiche des valeurs très similaires à la moyenne suisse. Les taux d'imposition effectifs des entreprises prévus dans le cadre de la RFFA[6] n'étant pas encore connus pour l'ensemble des cantons, cet indicateur n'a pas été pris en compte dans la comparaison nationale. Avec 133 points contre 129, Bâle-Ville obtient un indice d'accessibilité continentale légèrement supérieur à la moyenne suisse.

[6] Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA).

Zurich se distingue par un indice d'accessibilité supérieur à la moyenne, notamment grâce à son aéroport international. Le canton de Zoug se prévaut de son taux d'imposition. Dans les quatre cantons analysés, les prix de l'immobilier appliqués aux particuliers sont bien supérieurs à la moyenne suisse. Le canton de Bâle-Ville offre un environnement très avantageux pour les entreprises: les prix de location de bureaux se trouvent dans la moyenne. Les secteurs à forte productivité créent de la valeur et des emplois dans des proportions nettement supérieures à la moyenne. Dans ces secteurs, les entreprises peuvent compter sur une main-d'œuvre hautement qualifiée, comme le montre le pourcentage important d'universitaires[7], qui se traduit par des salaires élevés. Cet indicateur n'avantage pas le profil d'attractivité car pour les entreprises, gros salaires riment avec coûts accrus. La forte concentration de personnes hautement qualifiées et bien rémunérées entraîne une augmentation du pouvoir d'achat, qui s'observe également au niveau des prix élevés de l'immobilier. Le canton de Bâle-Ville peut aussi se targuer d'offrir un environnement propice à l'innovation, comme le laissent entendre deux indicateurs: le nombre de brevets par habitant et la qualité des hautes écoles. Il n'en reste pas moins que Zurich se place en meilleure position avec son École polytechnique fédérale et son université. Les personnes hautement qualifiées accordent une grande importance à leur environnement social, qui doit être attractif. Et il s'avère que Bâle-Ville propose également un tel cadre, avec notamment une université réputée, d'excellents services de santé et une offre de loisirs attractive (approche approximative basée sur l'emploi dans les secteurs de la santé et du tourisme).

[7] Le niveau de formation de la main-d'œuvre est évalué sous deux angles. D'une part, il est abordé du point de vue des talents, auquel cas l'indicateur représente les perspectives de carrière: plus une région compte d'universitaires (personnes ayant achevé une formation de degré tertiaire au minimum), plus elle attirera d'autres universitaires. D'autre part, le niveau de formation de la main-d'œuvre est évalué du point de vue de l'entreprise: il s'agit alors de déterminer la proportion d'actifs ayant achevé une formation de degré secondaire ou tertiaire. Ce chiffre est important car une entreprise recherche une main-d'œuvre qualifiée et/ou des collaborateurs scientifiques.

Illustration 1-2 Profil d'attractivité de Bâle-Ville en 2018 par rapport à la situation en 2013



Rem.: Les salaires et les prix de l'immobilier ne sont PAS indexés sur une région normalisée à 100 pour la comparaison dans le temps. Une baisse de prix/salaires correspond à une évolution positive (barres situées à droite de l'axe 0%), et donc à une amélioration du facteur d'implantation. Les valeurs indiquées correspondent aux pourcentages d'évolution de l'indice entre 2013 et 2018 par rapport à l'Europe occidentale et aux États-Unis, dont la moyenne est normalisée à 100. Trois indicateurs ne sont pas concernés: les prix de l'immobilier, les salaires et l'imposition des personnes physiques. Ces pourcentages d'évolution établissent une comparaison entre la situation de 2018 et celle de 2013.

Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking, Fahrländer Partner, OFS

L'Illustration 1-2 montre l'évolution de l'attractivité au cours des cinq dernières années. La baisse du prix de location des bureaux est particulièrement frappante. Dans le canton de Bâle-Ville, les prix des espaces de bureaux ont chuté de 21% au cours de la période analysée. Cette baisse s'explique par le regroupement de compétences dans le secteur pharmaceutique, qui a libéré de nombreux espaces de bureaux de petite taille. Par ailleurs, l'ouverture de grands immeubles de bureaux neufs a fait grimper l'offre, ce qui a entraîné une baisse des prix. En revanche, les prix des logements ont quant à eux augmenté, tout comme le niveau des salaires. Entre 2010 et 2015, le nombre de demandes de brevets dans le secteur pharmaceutique a sensiblement diminué. Plusieurs facteurs ont contribué à ce déclin: d'une part, l'industrie pharmaceutique a vu ses budgets R&D provisoirement réduits suite à la crise financière et d'autre part, l'année 2012 a connu une situation qualifiée de «falaise des brevets», c'est-à-dire que les brevets de nombreux médicaments importants sont arrivés à échéance. Face à cette situation, certaines entreprises ont été temporairement exposées à une pression des coûts plus forte et à un ralentissement de leurs activités de recherche et développement. Globalement, une tendance positive se dégage du profil d'attractivité pour la période considérée.

1.2 Position concurrentielle du canton de Bâle-Ville

Quelles perspectives d'évolution le canton de Bâle-Ville offre-t-il en matière de développement économique? Le Tableau 1-1 en offre un aperçu grâce à l'indice de compétitivité BAK. Celui-ci repose pour moitié sur l'indice de potentiel de la structure industrielle et pour moitié sur l'indice de capacité concurrentielle. L'indice de potentiel de la structure industrielle se base sur la croissance industrielle prévue pour esquisser les perspectives de croissance dans les structures économiques régionales; l'indice de capacité concurrentielle traduit quant à lui la compétitivité internationale en additionnant les gains de productivité des secteurs d'exportation.

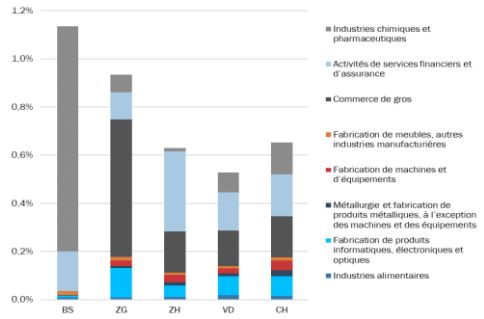
Tableau 1-1 Indice de compétitivité BAK, Bâle-Ville, 2018

	Indice de compétitivité		Potentiel de la structure industrielle	Capacité concurrentielle	Évolution 2013-2018
1	Bâle-Ville	148	128	168	+2
2	Zoug	122	125	119	+3
3	Zurich	114	116	112	-1
4	Suisse	111	112	111	+0
5	Vaud	109	107	111	-2

Lecture: Le tableau présente l'indice de compétitivité BAK. Cet indice est normalisé de sorte que la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis corresponde à 100, et que l'écart-type de ces régions soit de 10. Une valeur de 110 signifie donc que l'indice de la région concernée se trouve à un écart-type au-dessus de la moyenne obtenue par les régions d'Europe occidentale et des États-Unis.
Rem.: Indice de compétitivité BAK, 2018 (régions d'Europe occidentale et des États-Unis = 100, écart-type = 10).
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

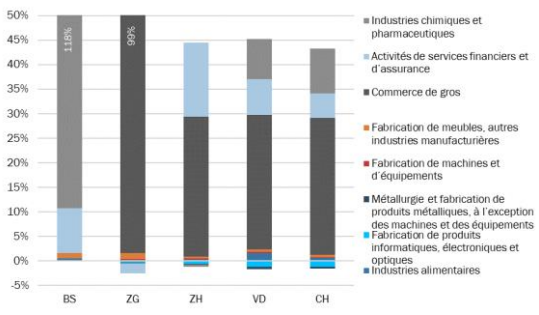
Avec un indice de 148, Bâle-Ville surpasse toutes les régions analysées, devant Zoug et Zurich. La capacité concurrentielle du canton de Vaud est légèrement inférieure à la moyenne suisse, mais elle reste nettement supérieure à la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis (= 100). Le canton de Bâle-Ville a par ailleurs pu accroître sa capacité concurrentielle: l'indice de compétitivité a augmenté de deux points. Seul le canton de Zoug a vu sa capacité concurrentielle grimper davantage (+3 points).

Illustration 1-3 Potentiel de la structure industrielle: parts de croissance par secteur



Source: BAK Economics

Illustration 1-4 Capacité concurrentielle: parts par secteur



Source: BAK Economics

L'Illustration 1-3 représente les parts de croissance prévues dans les principaux secteurs d'exportation en se basant sur l'indice de potentiel de la structure industrielle[8]. Ces parts se calculent en multipliant le potentiel de croissance par la taille du secteur correspondant. Dans le canton de Bâle-Ville, les parts de croissance les plus importantes sont réalisées dans la chimie et la pharmaceutique, ainsi que dans le secteur financier. Dans les régions de référence et dans l'ensemble de la Suisse, le commerce de gros (faible importance pour le canton de Bâle-Ville en termes d'exportation) a gagné en importance, tout comme d'autres secteurs tels que la fabrication de machines et d'équipements ou encore la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques. La part de croissance du secteur financier peut également être plus importante dans d'autres cantons, en particulier Zurich.

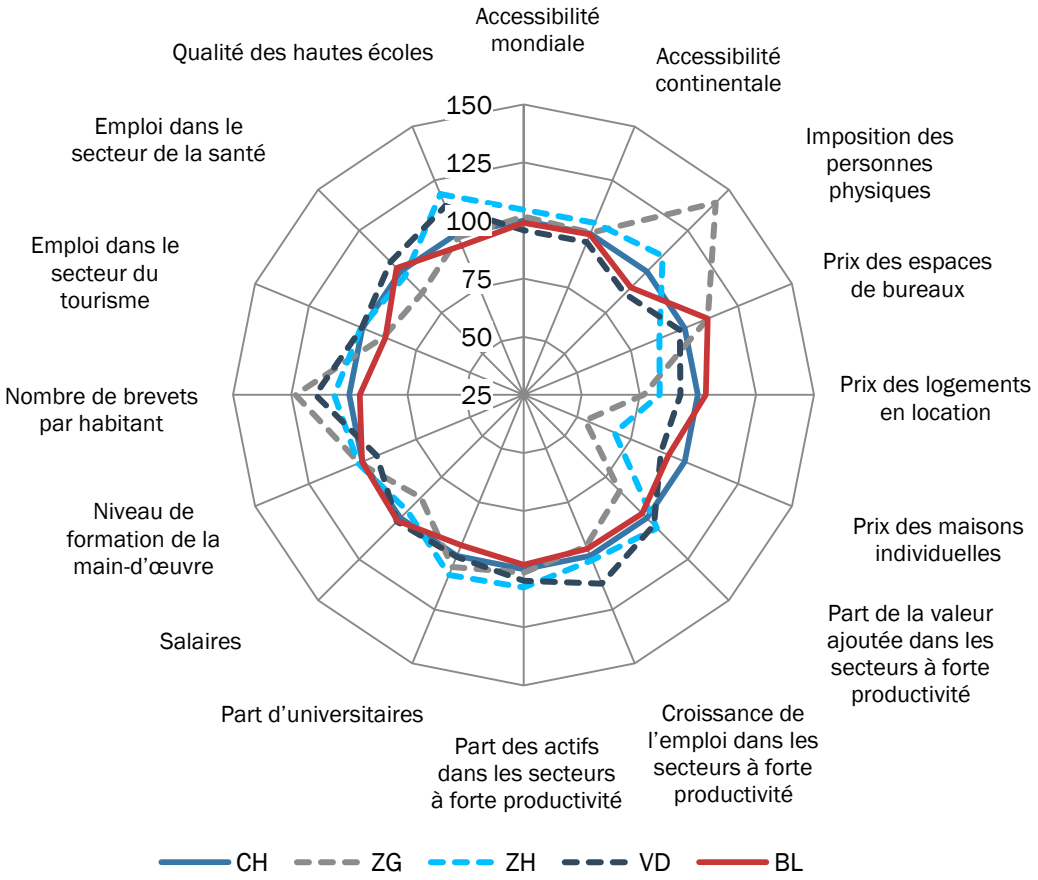
Les segments empilés sur l'Illustration 1-4 sont une représentation fractionnée de l'indice de capacité concurrentielle; ils mettent en évidence les parts des principaux secteurs d'exportation. Ces parts sectorielles correspondent au produit de la part des exportations et à la différence de productivité par rapport à l'Europe occidentale[9]. Dans le canton de Bâle-Ville, la part sectorielle la plus importante revient de loin au secteur de la chimie et de la pharmaceutique, devant le secteur financier. Dans les régions de référence et dans l'ensemble de la Suisse, les parts sectorielles les plus importantes sont réalisées dans le commerce de gros ainsi que dans les secteurs de la chimie-pharmacie et des finances.

[8] Sont considérés comme secteurs d'exportation l'ensemble des industries manufacturières ainsi que les branches du secteur tertiaire dans lesquelles la région d'intérêt réalise une part de valeur ajoutée brute nominale supérieure à un seuil défini. Le potentiel de croissance correspond à la part de valeur ajoutée d'un secteur (la taille du secteur) et à la croissance annuelle moyenne prévue dans ce secteur par rapport à la moyenne d'Europe occidentale et des États-Unis pendant la période 2017-2030. Une méta-analyse effectuée à partir de l'ensemble des prévisions disponibles au sein d'organismes de renom permet de déterminer ce potentiel. Cette analyse ne tenant compte que des secteurs d'exportation, l'indice de potentiel de la structure industrielle ne peut être représenté que partiellement. De ce fait, le classement des régions de référence figurant sur l'Illustration 1-3 peut différer de celui de l'indice de potentiel de la structure industrielle représenté dans le Tableau 1-1.

[9] La part des exportations est la part que représente un secteur dans la valeur ajoutée brute nominale totale de tous les secteurs d'exportation (voir note de bas de page 1). La différence de productivité est la différence de productivité horaire nominale d'une région par rapport à la productivité horaire nominale d'Europe occidentale. Elle permet de mesurer la compétitivité internationale de la base d'exportation, et donc de l'ensemble des secteurs d'exportation.

1.3 Fiche d'information du canton de Bâle-Campagne

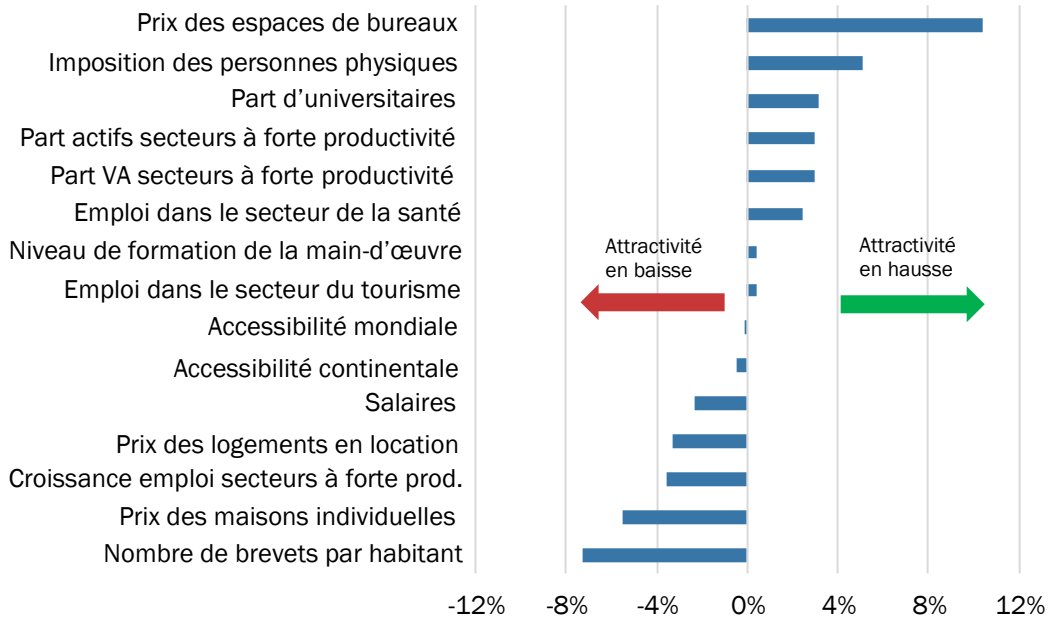
Illustration 1-5 Profil d'attractivité de Bâle-Campagne par rapport à la situation nationale, 2018



Rem.: CH = 100. Plus la valeur est élevée, plus la région est attractive dans ce secteur.
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking, Fahrländer Partner, OFS

L'Illustration 1-5 compare le profil d'attractivité du canton de Bâle-Campagne (BL) à la moyenne suisse. En matière d'accessibilité et d'imposition, Bâle-Campagne obtient des valeurs comparables à la moyenne suisse. Les prix des espaces de bureaux et des logements en location sont plus attractifs que la moyenne dans le canton de Bâle-Campagne. Néanmoins, les prix des maisons individuelles y sont un peu moins intéressants qu'à l'échelle de la Suisse, bien qu'ils restent plus attractifs que dans les trois autres cantons analysés. Le canton de Bâle-Campagne offre un environnement moyennement avantageux pour les entreprises: les faibles prix de location de bureaux sont attractifs mais en termes de valeur ajoutée, de croissance de l'emploi et de part des actifs dans les secteurs à forte productivité, le canton se situe dans la moyenne suisse. De même, la part d'universitaires dans le canton de Bâle-Campagne est comparable à la moyenne suisse, mais cet indicateur montre que les régions de référence sont toutes mieux placées que Bâle-Campagne. Le potentiel d'innovation, déterminé par le nombre de brevets par habitant et par la qualité des universités, est bien moindre dans le canton de Bâle-Campagne que dans les régions de référence.

Illustration 1-6 Profil d'attractivité de Bâle-Campagne en 2018 par rapport à la situation en 2013



Rem.: Les salaires et les prix de l'immobilier ne sont PAS indexés sur une région normalisée à 100 pour la comparaison dans le temps. Une baisse de prix/salaires correspond à une évolution positive (barres situées à droite de l'axe 0%), et donc à une amélioration du facteur d'implantation. Les valeurs indiquées correspondent aux pourcentages d'évolution de l'indice entre 2013 et 2018 par rapport à l'Europe occidentale et aux États-Unis, dont la moyenne est normalisée à 100. Trois indicateurs ne sont pas concernés: les prix de l'immobilier, les salaires et l'imposition des personnes physiques. Ces pourcentages d'évolution établissent une comparaison entre la situation de 2018 et celle de 2013.

Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking, Fahrländer Partner, OFS

La comparaison diachronique (voir Illustration 1-6) montre une amélioration des prix de location de bureaux à Bâle-Campagne, ce qui se traduit par une attractivité renforcée à cet égard entre 2013 et 2018. Comme ce fut le cas à Bâle-Ville, l'offre en bureaux était également excédentaire dans le canton de Bâle-Campagne, ce qui s'est soldé par une baisse des prix. L'augmentation du nombre d'universitaires et le développement des secteurs à forte productivité sont également des indicateurs de l'amélioration des conditions pour les entreprises. L'environnement social a lui aussi gagné en attractivité. La part des actifs a augmenté dans les secteurs de la santé et du tourisme, ce qui indique une amélioration de la qualité de vie en termes d'offres de loisirs et de services de santé. Du fait du ralentissement de la croissance de l'emploi dans les secteurs à forte productivité, on observe également un ralentissement de la croissance de ces secteurs par rapport à l'indice de référence. Par ailleurs, les salaires et les prix de l'immobilier (hors espaces de bureaux) ont perdu en attractivité dans le canton de Bâle-Campagne en raison de la hausse de ces deux facteurs de coûts. Dans le canton de Bâle-Campagne, le nombre de brevets par habitant est également corrélé aux avancées réalisées dans le secteur pharmaceutique, qui a dû restreindre les dépenses en recherche et développement pour des raisons de coûts. Globalement, une tendance positive se dégage de l'évolution du profil d'attractivité pour la période considérée. En effet, la plupart des indicateurs dénotent une attractivité en hausse.

1.4 Position concurrentielle du canton de Bâle-Campagne

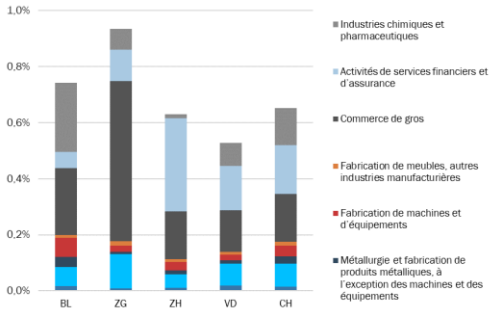
Avec un indice de 115, Bâle-Campagne se place en très bonne position; seul Zoug obtient de meilleurs résultats. La capacité concurrentielle du canton de Vaud est légèrement inférieure à la moyenne suisse, mais elle reste nettement supérieure à la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis (= 100). Le canton de Bâle-Campagne a pu légèrement accroître sa capacité concurrentielle entre 2013 et 2018, selon l'indice de compétitivité BAK (+1 point).

Tableau 1-2 Indice de compétitivité BAK, Bâle-Campagne, 2018

Indice de compétitivité		Potentiel de la structure industrielle	Capacité concurrentielle	Évolution 2018-2013
1	Zoug	122	125	119	+3
2	Bâle-Campagne	115	119	111	+1
3	Zurich	114	116	112	-1
4	Suisse	111	112	111	+0
5	Vaud	109	107	111	-2

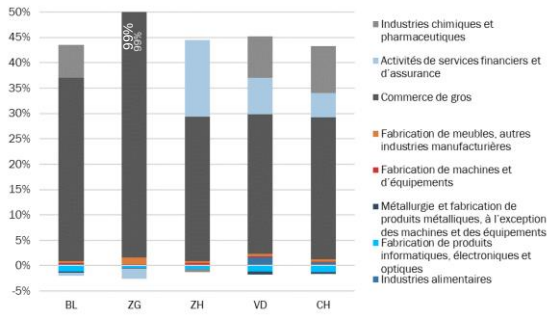
Lecture: Le tableau présente l'indice de compétitivité BAK. Cet indice est normalisé de sorte que la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis corresponde à 100, et que l'écart-type de ces régions soit de 10. Une valeur de 110 signifie donc que l'indice de la région concernée se trouve à un écart-type au-dessus de la moyenne obtenue par les régions d'Europe occidentale et des États-Unis.
Rem.: Indice de compétitivité BAK, 2018 (régions d'Europe occidentale et des États-Unis = 100, écart-type = 10).
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

Illustration 1-7 Potentiel de la structure industrielle: parts de croissance par secteur



Source: BAK Economics

Illustration 1-8 Capacité concurrentielle: parts par secteur



Source: BAK Economics

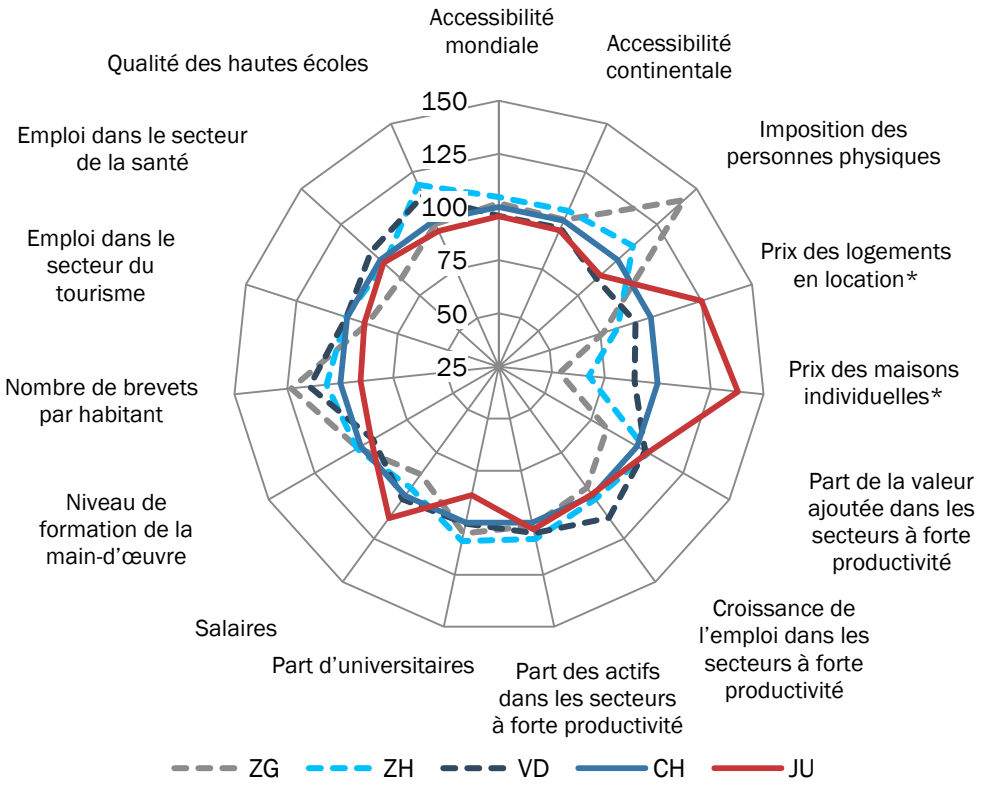
L'Illustration 1-7 représente les parts de croissance prévues dans les principaux secteurs d'exportation en se basant sur l'indice de potentiel de la structure industrielle. Ces parts se calculent en multipliant le potentiel de croissance par la taille du secteur correspondant. Dans le canton de Bâle-Campagne, les parts de croissance les plus importantes sont réalisées dans le commerce de gros, ainsi que dans la chimie et la

pharmaceutique. Par ailleurs, la fabrication de machines et d'équipements ainsi que la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques devraient fortement stimuler la croissance. Dans les régions de référence comme dans l'ensemble de la Suisse, le commerce de gros joue également un rôle prépondérant. Des parts de croissance plus importantes y sont réalisées dans le secteur financier notamment.

Les segments empilés sur l'Illustration 1-8 sont une représentation fractionnée de l'indice de capacité concurrentielle; ils mettent en évidence les parts des principaux secteurs d'exportation. Ces parts sectorielles correspondent au produit de la part des exportations et à la différence de productivité par rapport à l'Europe occidentale. Dans le canton de Bâle-Campagne, la part sectorielle la plus importante revient de loin au commerce de gros, devant les industries chimiques et pharmaceutiques. Dans les régions de référence et dans l'ensemble de la Suisse, les parts sectorielles les plus importantes sont également réalisées dans le commerce de gros ainsi que dans les secteurs de la chimie-pharmacie et des finances.

1.5 Fiche d'information du canton du Jura

Illustration 1-9 Profil d'attractivité du Jura par rapport à la situation nationale, 2018



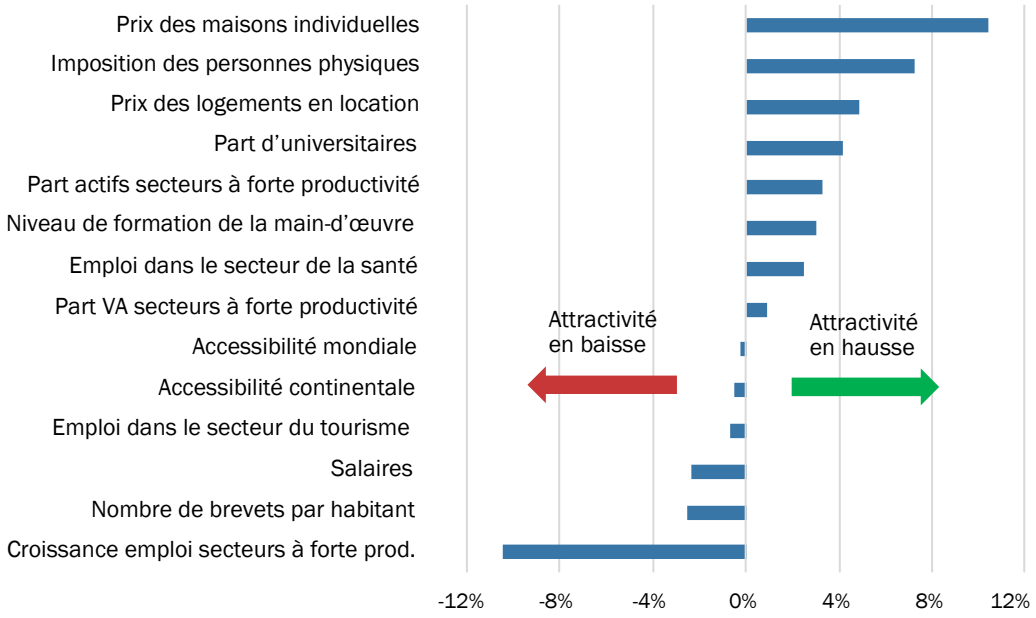
Rem.: CH = 100. Plus la valeur est élevée, plus la région est attractive dans ce secteur.
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking

L'Illustration 1-9 compare le profil d'attractivité du canton du Jura (JU) à celui des cantons de Zoug, Zurich, Vaud et à la moyenne suisse. Le graphique montre clairement que les prix des logements et les salaires sont très attractifs dans le canton du Jura. Mais ce sont les prix de l'immobilier qui remportent la palme de l'attractivité dans ce canton: les prix des logements en location et des maisons individuelles y sont plus attractifs que la moyenne[10]. D'autres cantons obtiennent des résultats bien inférieurs, notamment en ce qui concerne les prix des maisons individuelles. Les salaires aussi sont relativement bas dans le Jura. Par ailleurs, les secteurs à forte productivité sont mieux représentés que la moyenne et ont enregistré une progression comparable à la moyenne suisse. En revanche, la qualité des hautes écoles et le nombre de brevets par habitant sont inférieurs à la moyenne. Le taux de diplômés des hautes écoles est certes élevé dans le canton du Jura[11], mais la part des actifs de formation tertiaire (part d'universitaires) y est inférieure à la moyenne. En termes d'accessibilité, le canton du Jura est aussi attractif que le canton de Vaud. Avec une charge fiscale effective de 36%, le canton du Jura arrive derrière Zurich (29%) et Zoug (22%) en matière d'imposition des personnes physiques, mais devant le canton de Vaud (37%).

[10] Les prix des espaces de bureaux ne sont pas disponibles pour le canton du Jura.
[11] Atlas statistique de la Suisse (OFS, 2018): «Proportion de nouveaux diplômés des hautes écoles parmi la population résidente suisse du même âge».

Les indicateurs qui permettent d'évaluer l'attractivité de l'environnement social, représenté par la part d'actifs dans les secteurs de la santé et du tourisme, montrent que dans le canton du Jura, la part de l'emploi dans le secteur de la santé se situe dans la moyenne. Dans le secteur du tourisme, la part des actifs reste cependant légèrement inférieure à la moyenne suisse.

Illustration 1-10 Profil d'attractivité du Jura en 2018 par rapport à la situation en 2013



Rem.: Les salaires et les prix de l'immobilier ne sont PAS indexés sur une région normalisée à 100 pour la comparaison dans le temps. Une baisse de prix/salaires correspond à une évolution positive (barres situées à droite de l'axe 0%), et donc à une amélioration du facteur d'implantation. Les valeurs indiquées correspondent aux pourcentages d'évolution de l'indice entre 2013 et 2018 par rapport à l'Europe occidentale et aux États-Unis, dont la moyenne est normalisée à 100. Trois indicateurs ne sont pas concernés: les prix de l'immobilier, les salaires et l'imposition des personnes physiques. Ces pourcentages d'évolution établissent une comparaison entre la situation de 2018 à celle de 2013.

Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF, ZEW, Transsol, CWTS Leiden Ranking, Fahrländer Partner, OFS

Si l'on compare l'attractivité du Jura en 2018 à celle de 2013, le canton a réussi à consolider son avantage concurrentiel, notamment au niveau des prix de l'immobilier car les logements et les maisons individuelles sont devenus moins chers. La part des universitaires et, par la même, le niveau de formation de la population ont également continué de progresser, permettant ainsi d'accroître le nombre de talents dans les entreprises. Au vu de cette évolution, la part des actifs a également augmenté dans les secteurs à forte productivité. Toutefois, on constate déjà un fort ralentissement de cette croissance: avec un indice qui a baissé de presque 10%, la croissance de l'emploi dans les secteurs à forte productivité a perdu beaucoup de son dynamisme. Il est aussi intéressant de constater que dans le canton du Jura, la baisse des prix de l'immobilier s'est accompagnée d'une hausse des salaires, qui implique une perte d'attractivité. Mais cette situation s'explique par le niveau de formation plus élevé de la main-d'œuvre. Le nombre de brevets par habitant a également diminué.

1.6 Position concurrentielle du canton du Jura

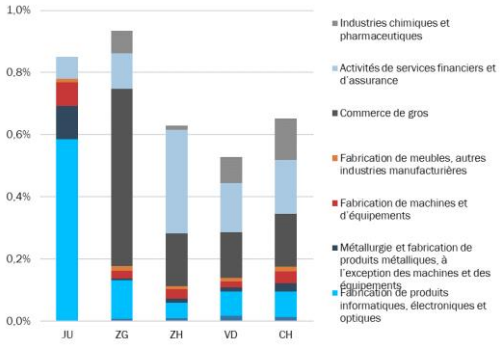
Avec un indice de 108,5, le canton du Jura arrive derrière les autres régions analysées. Il convient cependant de préciser que les régions de référence sont particulièrement prospères. Un indice de capacité concurrentielle de 98 représente un niveau de productivité inférieur à la moyenne pour une base d'exportation[12]. Néanmoins, selon l'indice de compétitivité BAK, la position concurrentielle reste globalement nettement supérieure à la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis (= 100)[13]. En effet, le canton possède une structure économique stable, comme le montre l'indice de potentiel de la structure industrielle de 119. D'après l'indice de compétitivité BAK, le canton du Jura a perdu 1 point entre 2013 et 2018.

Tableau 1-3 Indice de compétitivité BAK, Jura, 2018

Indice de compétitivité			Potentiel de la structure industrielle	Capacité concurrentielle	Évolution 2013-2018
1	Zoug	122	125	119	+3
2	Zurich	114	116	112	-1
3	Suisse	111	112	111	+0
4	Vaud	109	107	111	-2
5	Jura	109	119	98	-1

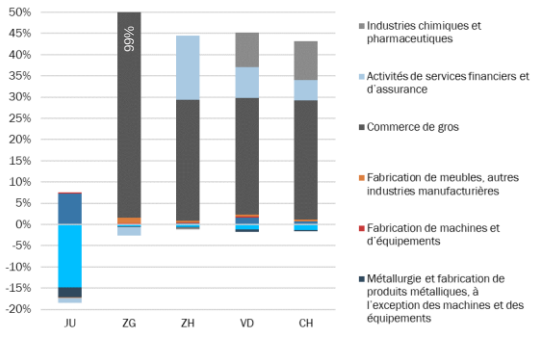
Lecture: Le tableau présente l'indice de compétitivité BAK. Cet indice est normalisé de sorte que la moyenne des régions d'Europe occidentale et des États-Unis corresponde à 100, et que l'écart-type de ces régions soit de 10. Une valeur de 110 signifie donc que l'indice de la région concernée se trouve à un écart-type au-dessus de la moyenne obtenue par les régions d'Europe occidentale et des États-Unis.
Rem.: Indice de compétitivité BAK, 2018 (régions d'Europe occidentale et des États-Unis = 100, écart-type = 10).
Source: RED 2019, BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

Illustration 1-11 Potentiel de la structure industrielle: parts de croissance par secteur



Source: BAK Economics

Illustration 1-12 Capacité concurrentielle: parts par secteur



Source: BAK Economics

L'Illustration 1-11 représente les parts de croissance prévues dans les principaux secteurs d'exportation en se basant sur l'indice de potentiel de la structure industrielle.

[12] Les indicateurs présentés dans le Tableau 3-3 illustrent la composition de la base d'exportation.
[13] Les régions étant très développées dans les cantons suisses, la moyenne des régions d'Europe occidentale sert d'indice de référence, et plus précisément celle des pays suivants: AT, BE, CH, DE, DK, ES, FI, FR, IE, IT, LU, NL, NO, SE, UK.

Ces parts se calculent en multipliant le potentiel de croissance par la taille du secteur correspondant. Dans le canton du Jura, l'agrégat sectoriel qui regroupe les activités de fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques présente la part de croissance économique la plus importante. Cette tendance met surtout en avant l'importance de l'horlogerie. Mais d'autres secteurs d'activités contribuent également de manière non négligeable à la croissance, notamment la métallurgie et la fabrication de machines et d'équipements. Dans les régions de référence comme dans l'ensemble de la Suisse, les parts de croissance les plus élevées sont enregistrées dans le commerce de gros (faible importance pour le canton du Jura en termes d'exportation) ainsi que dans le secteur financier.

Les segments empilés sur l'Illustration 1-12 sont une représentation fractionnée de l'indice de capacité concurrentielle; ils mettent en évidence les parts des principaux secteurs d'exportation. Ces parts sectorielles correspondent au produit de la part des exportations et à la différence de productivité par rapport à l'Europe occidentale. Dans le canton du Jura, la part sectorielle la plus importante revient de loin à l'agrégat sectoriel qui regroupe les activités de fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, dont fait également partie l'industrie horlogère. Mais en raison d'un niveau de productivité plus faible qu'en Europe occidentale, la part sectorielle affiche malgré tout un solde négatif[14]. L'industrie alimentaire est la plus importante part sectorielle à enregistrer un solde positif. Dans les régions de référence et dans l'ensemble de la Suisse, les parts sectorielles les plus importantes sont réalisées dans le commerce de gros et dans le secteur financier.

[14] Le canton du Jura est fortement spécialisé dans l'industrie horlogère, mais celle-ci n'est pas spécifiquement représentée dans les statistiques comparatives internationales sur les différents secteurs d'activité. L'agrégat sectoriel utilisé regroupe les activités de fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, et comprend donc de nombreux produits différents, dont les montres. Les diverses spécialisations régionales réunies dans cet agrégat sectoriel pourraient y accentuer les désavantages de productivité du Jura.

2. Comparaison internationale

Ce chapitre présente une analyse des indicateurs les plus utilisés pour mesurer le dynamisme économique, la capacité d'innovation et l'attractivité économique des cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura (ci-après désignés sous l'appellation «région Bâle-Jura») en les comparant à la situation internationale. Pour établir cette comparaison, 18 régions du monde ont été retenues afin d'être analysées selon différents critères, tels que la structure des secteurs, la capacité d'innovation ou encore le dynamisme des start-up. Ces régions sont appelées «régions de référence analysées». L'objectif est d'inscrire la performance et le potentiel économiques dans un contexte international en se basant sur la capacité d'innovation et l'attractivité économique de la région Bâle-Jura.

2.1 Dynamisme économique

Comment la région Bâle-Jura s'est-elle développée sur le plan économique au cours des cinq dernières années par rapport aux régions de référence analysées[15]? Le graphique ci-dessous présente la croissance du PIB réel enregistrée entre 2013 et 2018, indexée sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1).

Illustration 1-13 Croissance du PIB indexée, 2013-2018

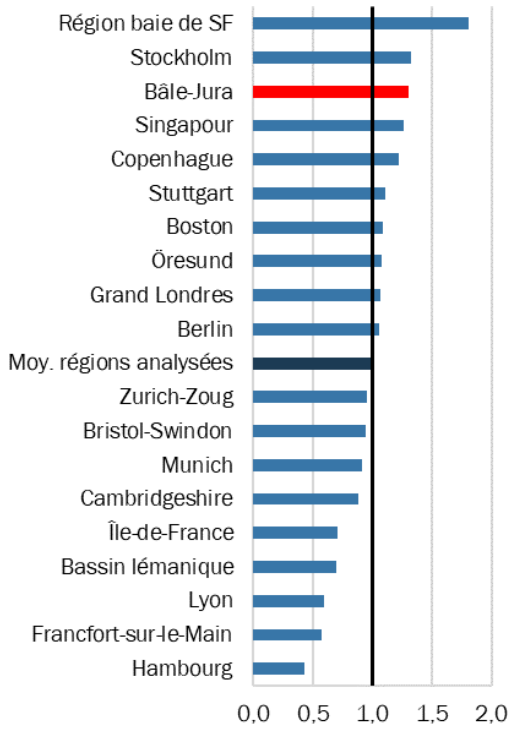
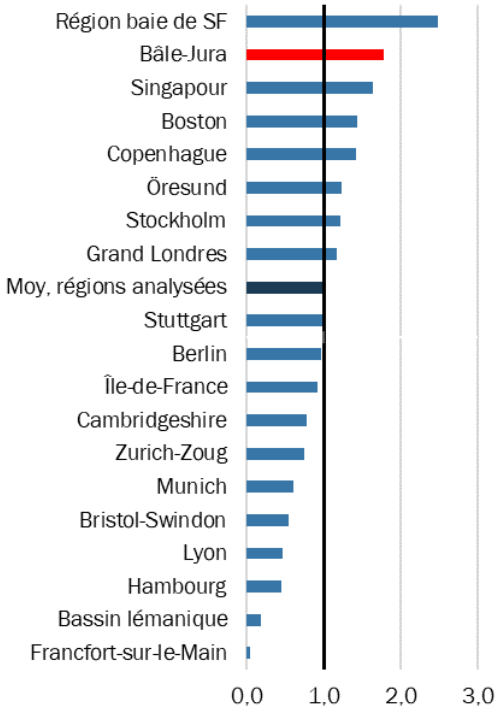


Illustration 1-14 Croissance du PIB par habitant indexée, 2013-2018



Rem.: Taux de croissance annuels moyens du PIB réel et du PIB par habitant entre 2013 et 2018, indexés sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1).
Source: BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

[15] Font partie des régions de référence analysées les régions retenues pour établir une comparaison internationale (voir annexe).

L'Illustration 1-13 montre que la région Bâle-Jura a connu un développement supérieur à la moyenne. Avec une croissance annuelle du PIB réel de 3,4% entre 2013 et 2018, elle se situe bien au-delà de la moyenne des régions de référence (+2.6%). Seules la région de la baie de San Francisco et Stockholm enregistrent une croissance encore plus forte. La région Bâle-Jura se trouve également en bonne position par rapport aux régions suisses de référence: Zurich-Zoug et le bassin lémanique se développent plus lentement que la moyenne des régions de référence analysées.

L'Illustration 1-14 représente la croissance du PIB réel par habitant. Il apparaît clairement qu'en termes de croissance par habitant, la région Bâle-Jura s'est également mieux développée que la moyenne. La région de la baie de San Francisco reste aussi en tête en matière de croissance par habitant.

Illustration 1-15 Croissance de l'emploi indexée, 2013-2018

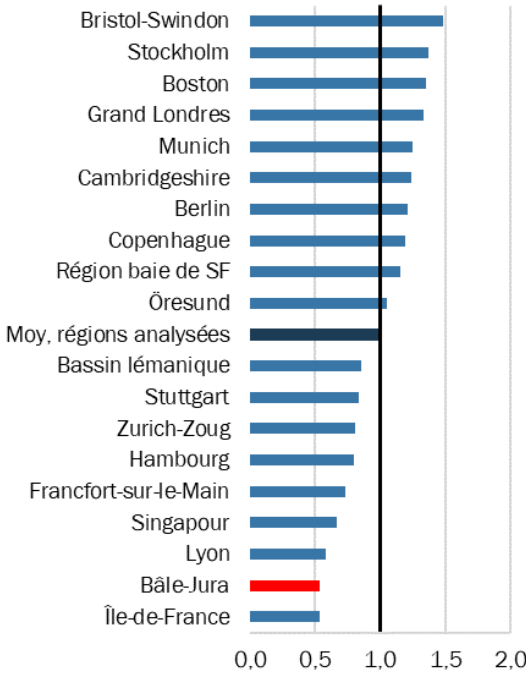
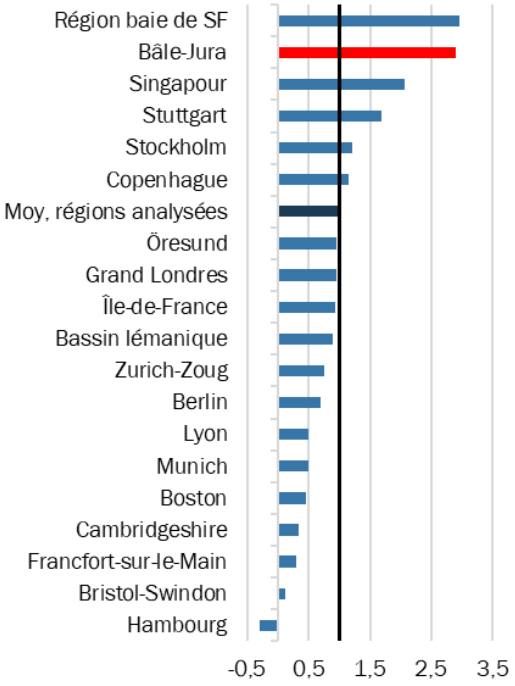


Illustration 1-16 Croissance de la productivité indexée, 2013-2018



Rem.: Taux de croissance annuels moyens de l'emploi et de la productivité du travail entre 2013 et 2018, indexés sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1).
Source: BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

Alors que la région Bâle-Jura a pu générer une valeur ajoutée supérieure à la moyenne, elle termine en queue de peloton en matière de croissance de l'emploi (voir Illustration 1-15). L'indicateur illustre le nombre d'emplois engendrés par une hausse de la production. Il convient cependant de préciser que cette mesure quantitative ne donne aucune indication sur la qualité des nouveaux emplois créés.

Au cours de la période considérée, l'évolution de l'emploi est toutefois restée positive dans la région Bâle-Jura, comme dans toutes les régions de référence. La plus forte hausse a été enregistrée à Bristol-Swindon, devant Stockholm, Boston, le Grand Londres et Munich. Dans toutes les régions suisses analysées, l'évolution de l'emploi

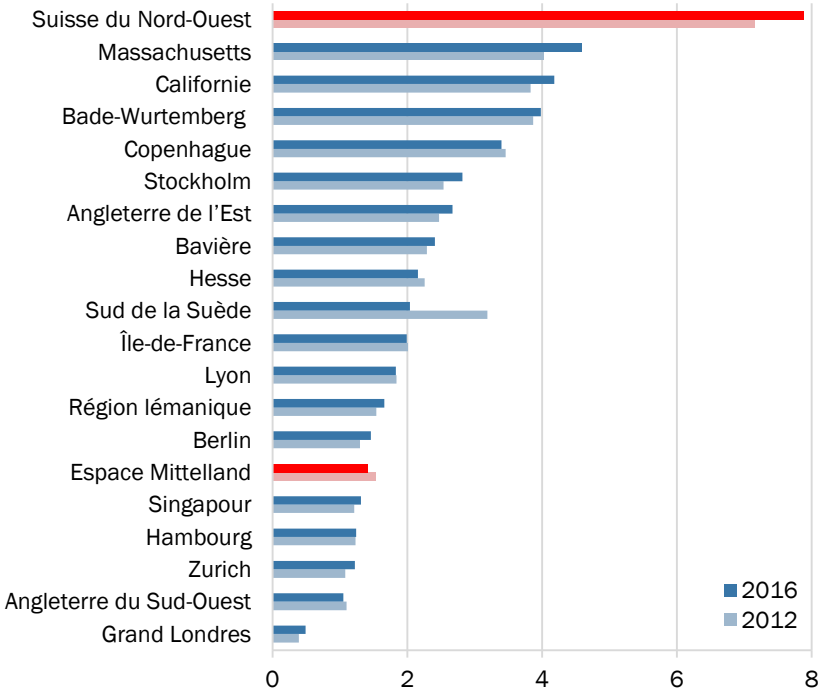
est restée inférieure à la moyenne. La région Bâle-Jura a connu une évolution quasiment similaire à celle des régions françaises d'Île-de-France et de Lyon. Une faible extension de l'emploi, associée à une forte croissance de la valeur ajoutée, entraîne une augmentation supérieure à la moyenne de la productivité du travail, et donc de la compétitivité (voir Illustration 1-16).

2.2 Capacité d'innovation

La région Bâle-Jura est-elle innovante par rapport à la situation internationale? Pour répondre à cette question, plusieurs critères seront examinés de près: les dépenses engagées dans la recherche et le développement, les données concernant les brevets, la qualité des universités ainsi que le développement économique dans les sciences de la vie, l'industrie de précision et l'industrie microtechnique.

2.2.1 Dépenses dans le domaine de la recherche et du développement

Illustration 1-17 Dépenses des entreprises dans le domaine de la recherche et du développement (en % du PIB), 2012 et 2016



Rem.: Dans les régions suivantes, les dépenses R&D sont uniquement disponibles à une plus grande échelle: **Bâle-Ville, Bâle-Campagne = grande région Suisse du Nord-Ouest, Jura = Espace Mittelland,** bassin lémanique = région lémanique, Stuttgart = Bade-Wurtemberg, Munich = Bavière, Francfort-sur-le-Main = Hesse, Cambridgeshire = Angleterre de l'Est, Bristol-Swindon = Angleterre du Sud-Ouest, Boston = Massachusetts, région de la baie de San Francisco = Californie. 2012: les données concernent 2011 ou 2012, selon l'année de référence disponible. 2016: les données concernent 2014, 2015 ou 2016, selon l'année de référence disponible; pour Lyon et l'Île-de-France, elles concernent l'année 2013.
Source: BAK Economics, OCDE

Les dépenses engagées dans la recherche et le développement (R&D) sont un indicateur de la capacité d'innovation d'une région. D'une part, elles donnent une indication sur les investissements réalisés en faveur de la «production de connaissances», et donc sur le potentiel d'innovation d'un pays. D'autre part, elles traduisent également l'importance relative qu'accorde une région à la recherche et au développement. L'Illustration 1-17 représente les dépenses engagées par les

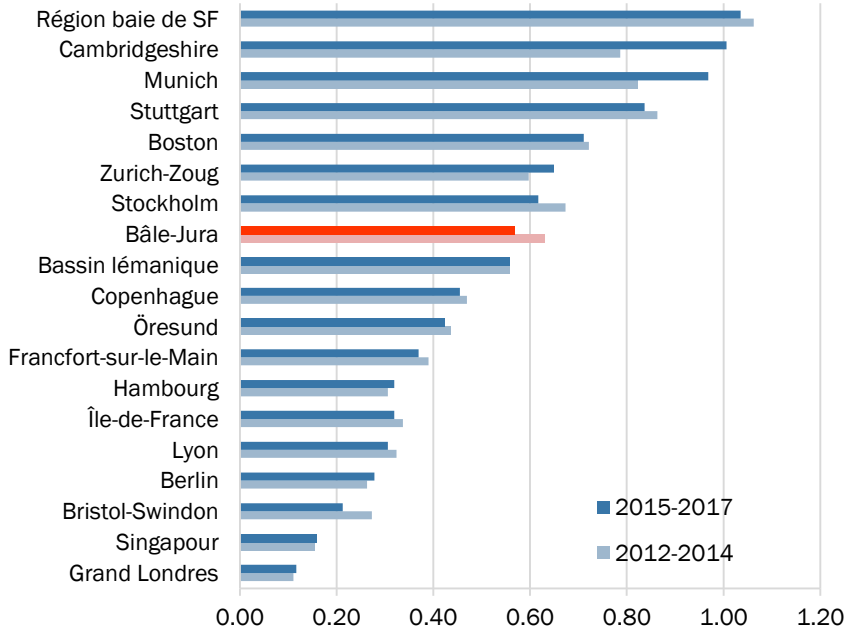
entreprises dans la recherche et le développement, exprimées en pourcentage du produit intérieur brut. Les dépenses R&D réalisées en Suisse par les entreprises sont uniquement disponibles pour les grandes régions. De ce fait, au lieu de s'appliquer à la région Bâle-Jura, les données concernent la grande région de la Suisse du Nord-Ouest, dont font partie les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. De la même manière, les dépenses R&D effectuées dans le canton du Jura sont estimées sur la base de celles qui ont été engagées dans la grande région de l'Espace-Mittelland.

Rapportées au PIB, les dépenses les plus importantes ont de loin été réalisées dans la grande région de la Suisse du Nord-Ouest (7,9%), dont dépendent les deux cantons de Bâle. Viennent ensuite le Massachusetts (4,6%) et la Californie (4,2%). Les dépenses relatives les plus faibles ont été enregistrées dans le Grand Londres (0,5%). Cette situation peut s'expliquer par le fait que les secteurs des services, qui y sont largement représentés, occasionnent généralement moins de dépenses en recherche et développement. Les dépenses R&D engagées dans les grandes régions suisses de l'Espace Mittelland (Jura compris), de Zurich et de la région lémanique sont également nettement inférieures à celles réalisées en Suisse du Nord-Ouest. Alors que la Suisse du Nord-Ouest a vu ses dépenses R&D grimper de 0,7 point depuis 2012, l'Espace Mittelland a quant à lui affiché une baisse de 0,1 point.

2.2.2 Demandes de brevets

Pour évaluer la capacité d'innovation d'une région, le nombre de brevets par habitant est un autre indicateur fréquemment utilisé. Il permet d'estimer approximativement la valorisation commerciale et le transfert technologique des résultats de recherche. Cet indicateur établit ainsi une grandeur de mesure internationale, qui représente les travaux de recherche susceptibles d'aboutir au développement de produits commercialisables.

Illustration 1-18 Nombre de brevets rapporté à la population, 2012-2017



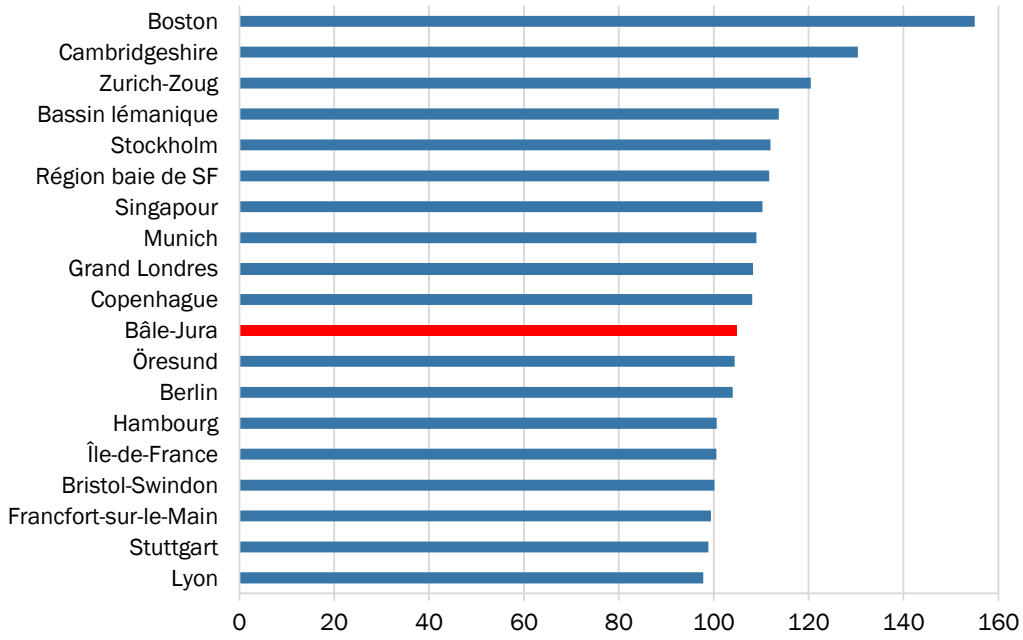
Rem.: Nombre moyen de brevets déposés auprès de l'OEB ou selon la procédure PCT par rapport à la population (pour 1000 personnes). Les données représentent la moyenne de trois années: 2015 à 2017 et 2012 à 2014.
Source: BAK Economics, OCDE, base de données REGPAT

L'Illustration 1-18 indique le nombre de brevets déposés dans les régions (nombre de demandes de brevets pour 1000 habitants). C'est clairement dans la région de la baie de San Francisco et le comté anglais du Cambridgeshire que l'on retrouve le plus grand nombre de brevets déposés pour 1000 habitants. La région Bâle-Jura se situe dans la moyenne des régions analysées en ayant déposé quelque 0,5 brevet pour 1000 habitants au cours de la période considérée. Par rapport à la situation nationale, la région Zurich-Zoug a déposé un nombre de brevets légèrement supérieur que la région Bâle-Jura, le bassin lémanique un nombre légèrement inférieur. La région métropolitaine de Londres fait figure de lanterne rouge parmi les régions de référence.

2.2.3 Qualité des universités

Les universités les plus prestigieuses du monde font avancer la recherche scientifique au plus haut niveau et sont indispensables à la production et à la diffusion de connaissances dans la région. L'Illustration 1-19 met en avant la qualité des universités au sein des régions de référence sélectionnées.

Illustration 1-19 Qualité des hautes écoles en matière de recherche, 2018



Rem.: La qualité des hautes écoles se mesure au nombre de publications scientifiques des universités faisant partie des 10% les plus citées et en rapportant ce nombre à l'effectif de la population de la région (à l'aide d'une fonction non linéaire). La qualité des universités d'une région est pondérée par un facteur de ¾; dans les régions voisines, elle est pondérée par un facteur de ¼. L'indice est normalisé: la moyenne de toutes les régions TL2 d'Europe occidentale et des États-Unis est définie sur 100, et l'écart-type sur 10. Une valeur de 110 signifie donc que la qualité des universités de la région se trouve à un écart-type au-dessus de la moyenne obtenue par l'ensemble des régions TL2 européennes et américaines.
Source: BAK Economics, CWTS Leiden Ranking

Boston arrive en tête du classement des régions analysées, avec plusieurs universités de très haute qualité: le MIT, Harvard, mais également l'université de Boston, l'université Northeastern, l'université Tufts ou encore l'université du New Hampshire. Le comté du Cambridgeshire se situe dans le peloton de tête avec l'université de

Cambridge. Viennent ensuite deux grandes régions suisses, Zurich-Zoug et le bassin lémanique, avec leurs EPF et autres universités. Avec l'université de Bâle, qui dépasse la moyenne internationale, la région Bâle-Jura se situe dans la moyenne des régions analysées.

Dans l'ensemble, on constate que la qualité de l'université de Bâle établie dans la région Bâle-Jura est légèrement supérieure à la moyenne d'Europe occidentale et des États-Unis, et que la région se situe dans la moyenne des régions de référence analysées.

2.2.4 Évolution par secteur

Illustration 1-20 Valeur ajoutée dans le secteur des sciences de la vie

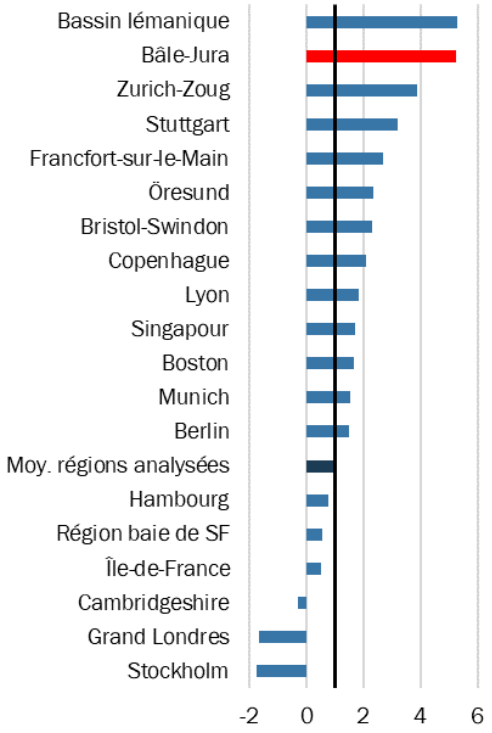
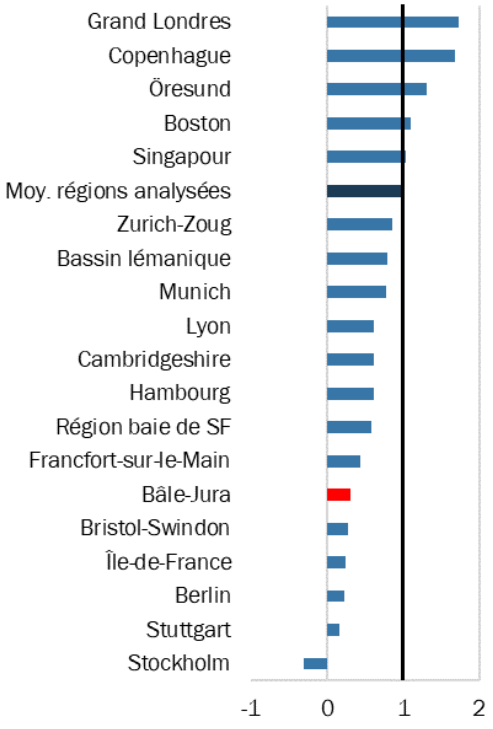


Illustration 1-21 Emploi dans le secteur des sciences de la vie



Rem.: Illustration de gauche: taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute (VAB) réelle entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne pondérée par la VAB des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1). Illustration de droite: taux de croissance annuel moyen de l'emploi entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1).
Source: BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

L'agrégat sectoriel des sciences de la vie génère près d'un tiers de la valeur ajoutée, et constitue de ce fait un élément clé de l'économie globale de la région Bâle-Jura. Cet agrégat sectoriel regroupe la fabrication de produits pharmaceutiques, la fabrication d'équipements électromédicaux et autres instruments et fournitures à usage médical ou encore la recherche et le développement en biotechnologie. Comme en témoigne la valeur ajoutée mise en évidence sur l'Illustration 1-20, cet ensemble sectoriel s'est très fortement développé dans la région Bâle-Jura. Par rapport aux régions de référence analysées, la région Bâle-Jura arrive en tête du classement. Seul le bassin lémanique a connu un développement encore plus rapide par rapport à la moyenne de

toutes les régions. En termes de croissance de l'emploi, la région Bâle-Jura s'est en revanche développée plus lentement que la moyenne pondérée des régions de référence, et que le bassin lémanique ou la région Zurich-Zoug. C'est dans le Grand Londres et à Copenhague que la croissance de l'emploi a été la plus forte.

Illustration 1-22 Valeur ajoutée dans l'industrie de précision

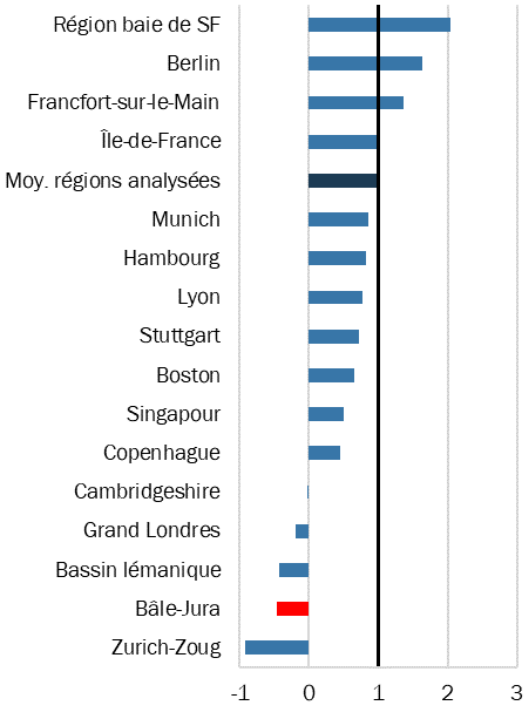
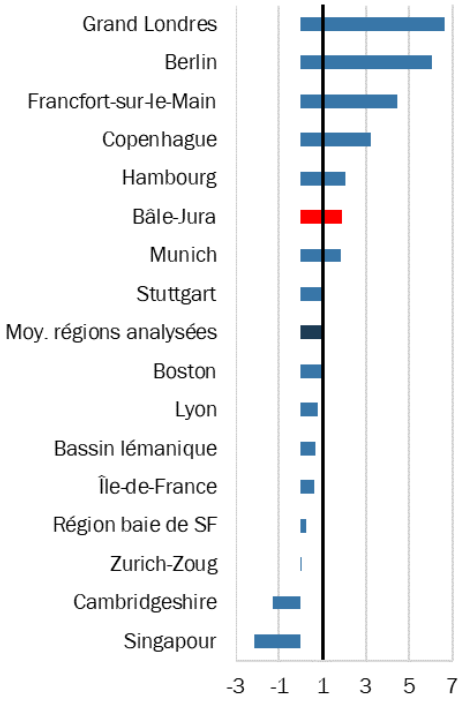


Illustration 1-23 Emploi dans l'industrie de précision



Rem.: Illustration de gauche: taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute (VAB) réelle entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne pondérée par la VAB des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1). Illustration de droite: taux de croissance annuel moyen de l'emploi entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1). Pour Stockholm, Öresund et Bristol-Swindon, aucune donnée brute valide n'est disponible pour ces secteurs.
Source: BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

Dans les secteurs de l'industrie de précision, le bassin lémanique est la seule région à créer plus de valeur (3,7%) que la région Bâle-Jura, dans laquelle l'agrégat représente quelque 2% de l'économie globale. L'industrie de précision regroupe la fabrication d'instruments et d'appareils de mesure, d'essai et de navigation, la fabrication de matériels optique et photographique ou encore l'horlogerie. On remarque que la progression de la valeur ajoutée est moins rapide dans la région Bâle-Jura que dans les régions analysées. Il faut néanmoins souligner que la moyenne de ces régions est biaisée à la hausse en raison de la forte croissance enregistrée dans la région de la baie de San Francisco. Le nombre d'emplois dans l'industrie de précision a augmenté plus fortement dans la région Bâle-Jura que dans de nombreuses régions de référence.

Illustration 1-24 Valeur ajoutée dans l'industrie microtechnique

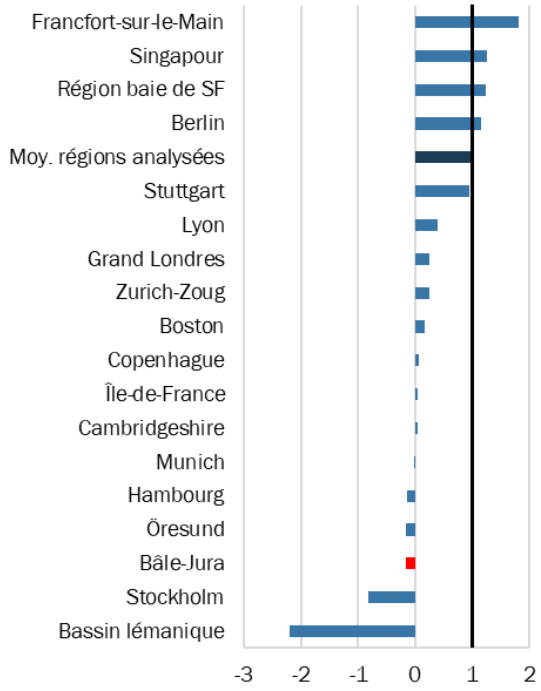
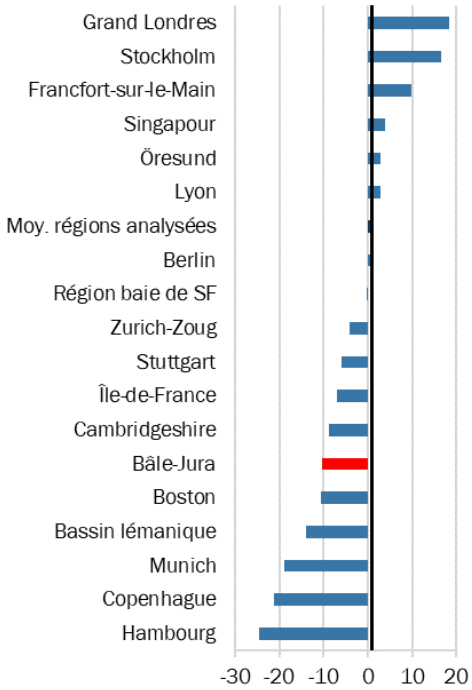


Illustration 1-25 Emploi dans l'industrie microtechnique



Rem.: Illustration de gauche: taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute (VAB) réelle entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne pondérée par la VAB des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1). Illustration de droite: taux de croissance annuel moyen de l'emploi entre 2013 et 2018, indexé sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 1). Pour Bristol-Swindon, aucune donnée brute valide n'est disponible.
Source: BAK Economics, OCDE, instituts nationaux de statistiques, OEF

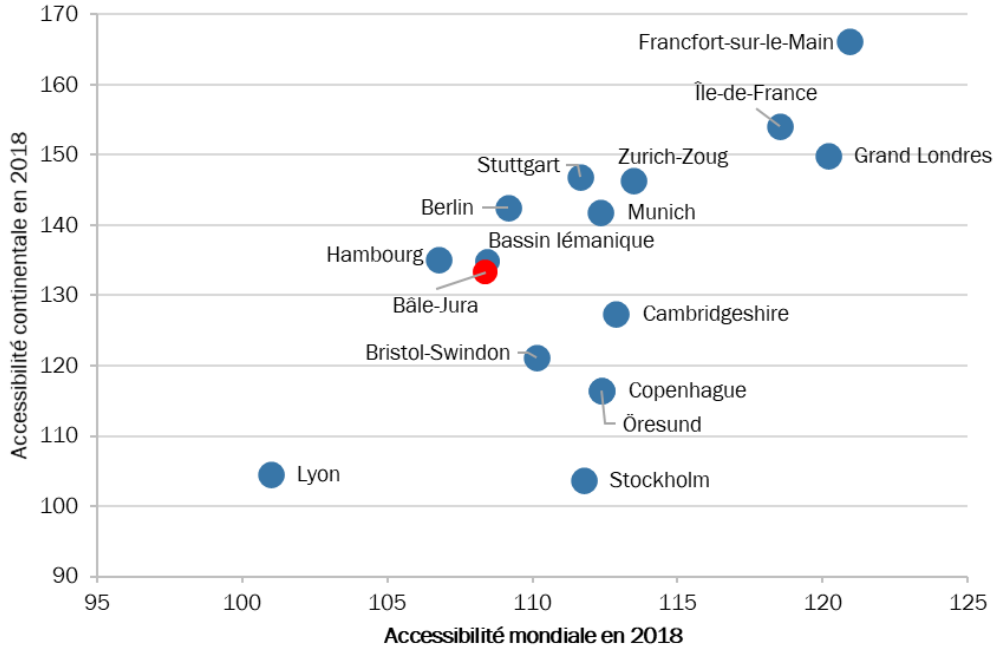
Selon la classification sectorielle, on distingue trois domaines microtechniques. Par conséquent, l'industrie microtechnique ne constitue pas un agrégat comme c'est le cas des sciences de la vie et de l'industrie de précision, et présente donc une part relativement faible de l'économie. Il n'en reste pas moins que la contribution des régions de référence est très similaire à celle de la région Bâle-Jura. La valeur ajoutée de l'industrie microtechnique est soumise à des fluctuations relativement marquées dans la région Bâle-Jura. Le secteur occupe une place bien plus importante à Singapour et dans la région de la baie de San Francisco. La valeur ajoutée a progressé plus lentement dans la région Bâle-Jura que dans les régions de référence analysées, tout comme le nombre d'emplois a moins évolué que la moyenne pondérée des régions de référence.

2.3 Attractivité économique

2.3.1 Accessibilité

Dans une économie mondialisée, l'accessibilité d'une région constitue un facteur clé. De nos jours, toutes les régions européennes sont accessibles; néanmoins, l'efficacité et le degré d'accessibilité ne sont pas nécessairement les mêmes. L'accessibilité d'une région dépend non seulement de sa situation géographique et topographique, mais aussi de ses infrastructures. L'accessibilité intercontinentale est pertinente, notamment pour les voyages d'affaires qui, de manière générale, impliquent un séjour prolongé sur le lieu de destination. Aussi, pour être facilement accessible, une région doit se situer à proximité d'un grand «hub», ou tout du moins disposer d'un raccordement rapide à cette plateforme de correspondances.

Illustration 1-26 Accessibilité mondiale et continentale, 2018



Rem.: Indice d'accessibilité mondiale et continentale en 2018. L'indice est basé à 100 pour la moyenne des régions analysées en 2002. L'accessibilité d'une région dépend de son chef-lieu. Pour Singapour, Boston et la région de la baie de San Francisco, aucune donnée n'est disponible.
Source: BAK Economics, Transsol

L'Illustration 1-26 représente l'accessibilité des régions de référence au niveau continental et mondial[16]. En termes d'accessibilité continentale, la région Bâle-Jura se situe dans la moyenne des régions analysées. Ce résultat s'explique d'un côté par le fait que la région occupe une position géographique centrale en Europe, et de l'autre par le fait qu'elle soit bien desservie par les transports. À l'inverse, en ce qui concerne

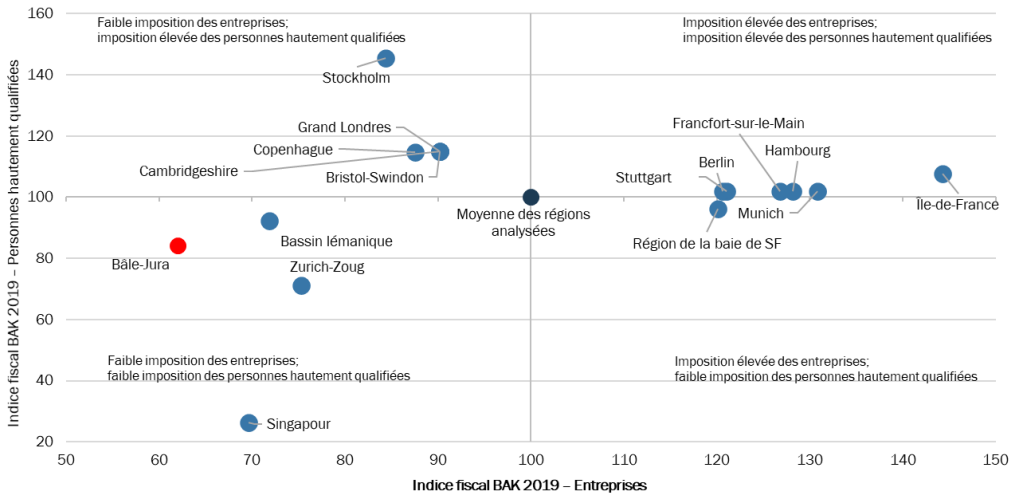
[16] BAK Economics a mis au point un modèle qui sert de base pour évaluer l'accessibilité moyenne d'une région en s'intéressant notamment à la mobilité des personnes. Les coûts sont mesurés sous forme de temps de trajet et l'importance d'une destination de voyage est rapportée au produit intérieur brut. Les plans de vol, les plans ferroviaires et les temps de trajet par la route sont utilisés pour définir les destinations en partance des régions de référence et les pondérer en fonction du produit intérieur brut. Elles sont donc compensées par leur intérêt économique.

l'accessibilité mondiale, la région Bâle-Jura ne parvient pas à soutenir la concurrence de la plupart des régions de référence. Beaucoup d'entre elles disposent en effet de leur propre «hub» international, comme c'est le cas de Londres, Paris, Francfort-sur-le-Main ou encore Zurich. Parmi les régions de référence analysées, Lyon est la moins accessible.

2.3.2 Imposition

L'Illustration 1-27 indique la position des régions de référence dans la concurrence fiscale internationale et les compare à la moyenne des régions analysées (= 100). Les résultats sont calculés en utilisant les taux d'imposition effectifs de l'indice fiscal BAK 2019. Cet outil mesure la charge fiscale effective des entreprises et de la main-d'œuvre hautement qualifiée (personnes seules) touchant un revenu annuel brut de 100 000 euros. Le barème de l'impôt sur le revenu est le principal outil utilisé pour calculer l'impôt dû par les personnes hautement qualifiées. La charge fiscale des entreprises dépend des taux de l'impôt sur les bénéfices, de l'impôt sur le capital et de l'impôt foncier.

Illustration 1-27 Imposition des entreprises et des personnes hautement qualifiées, 2019



Rem.: Imposition effective des entreprises et des personnes hautement qualifiées, charge fiscale mesurée dans le chef-lieu économique du pays. Pour Lyon, Öresund et Boston, aucune donnée n'est disponible. Valeur indexée sur la moyenne des régions de référence analysées (moyenne des régions analysées = 100).
Source: BAK Economics, ZEW

Comme le montre le graphique, les cantons suisses soutiennent bien la concurrence fiscale. Parmi toutes les régions de référence, la région Bâle-Jura est celle qui bénéficie de la plus faible imposition pour les entreprises. En matière d'imposition des personnes physiques, seules la région Zurich-Zoug et Singapour proposent des taux encore plus bas. L'indice fiscal BAK 2019 applique la RFFA[17] uniquement dans les cantons de Bâle-Ville et de Vaud pour le moment. Les régions nordiques et britanniques bénéficient certes d'une faible imposition pour les entreprises, mais l'imposition des personnes hautement qualifiées y est la plus élevée. L'imposition des entreprises est la plus élevée en Île-de-France, et est également supérieure à la moyenne dans les régions allemandes. En revanche, l'imposition des personnes

[17] Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA).

hautement qualifiées est plutôt modérée en Allemagne et en France. Avec les réformes fiscales mises en œuvre aux États-Unis, la région de la baie de San Francisco est également capable de soutenir la concurrence fiscale des régions européennes.

II Complément aux rapports des offices statistiques et de BAK Economics

Au vu de l'importance de certaines thématiques abordées, le présent chapitre apporte un complément d'information aux rapports établis par les offices statistiques et par BAK Economics. Les sections qui suivent ont été élaborées par l'Office de l'économie et du travail (AWA) du canton de Bâle-Ville, le Service de l'économie et de l'emploi (SEE) de la République et Canton du Jura et l'Office de promotion économique du canton de Bâle-Campagne.

II.1 Imposition des entreprises

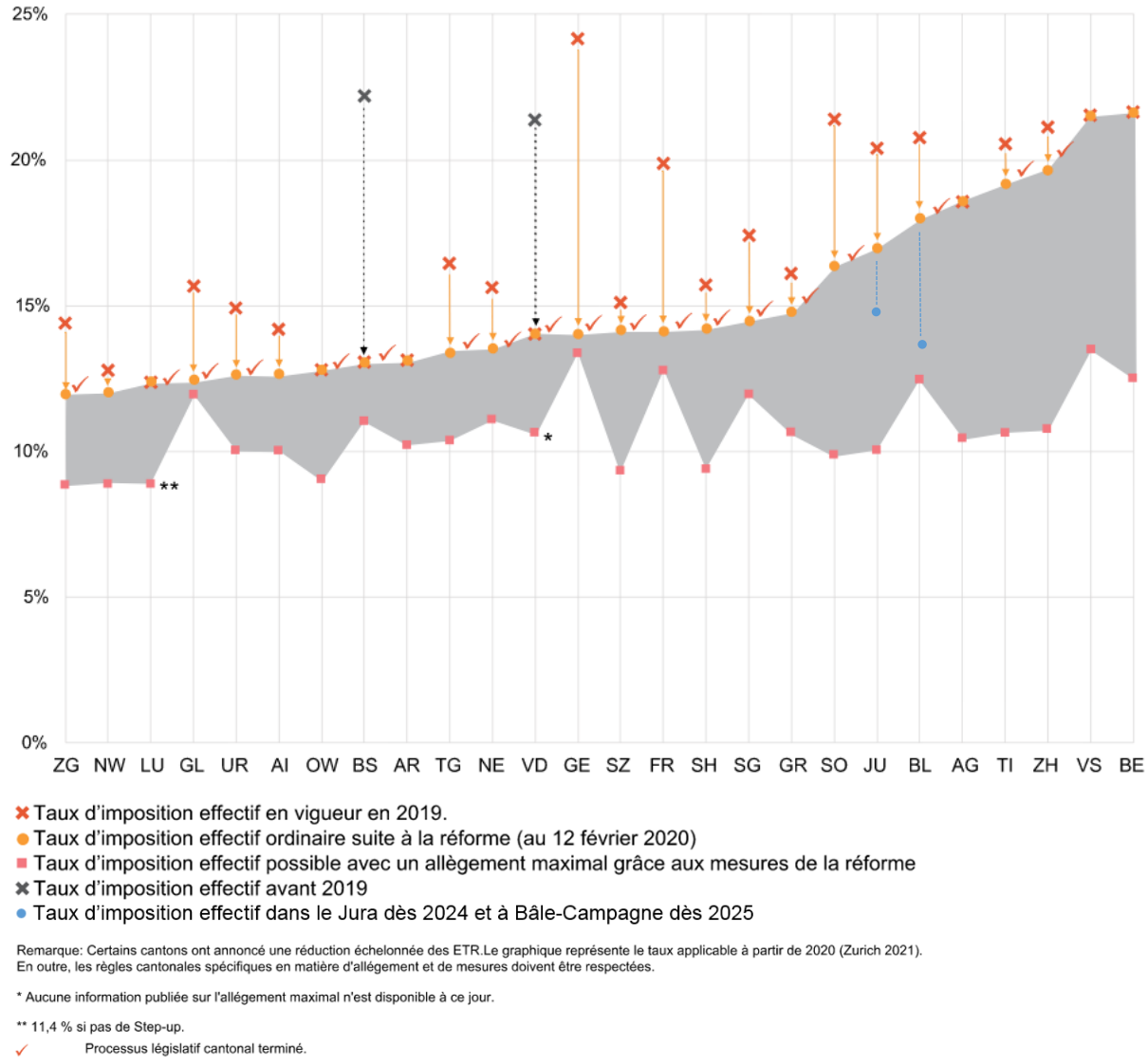
Le projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS (RFFA) adopté au niveau fédéral a été mis en œuvre avec succès dans les trois cantons: fin novembre 2019, la RFFA a été acceptée par une large majorité des électeurs de Bâle-Campagne, avec 63,2% des voix. En février 2019, la population du canton de Bâle-Ville a également approuvé le compromis bâlois avec près de 80% des voix. De leur côté, les parlementaires jurassiens ont accepté le volet cantonal de la réforme en septembre 2019: la modification de la législation fiscale a été approuvée par 53 voix contre 6.

La région offre déjà un cadre fiscal très attrayant aux personnes morales, comparé aux principales régions économiques internationales (voir le rapport de BAK Economics, Illustration 1-27). La mise en œuvre de la RFFA a rendu l'ensemble de la région Bâle-Jura nettement plus attractive sur le plan économique en comparaison cantonale (voir l'étude réalisée en 2019 par le Credit Suisse sur l'indicateur de qualité de localisation 2019[18]). La réforme fiscale a été aménagée différemment selon les cantons en tenant compte des spécificités de leur structure économique respective. Outre un gain d'attractivité notable observé dans l'ensemble de la région, chaque canton offre individuellement des conditions avantageuses adaptées à l'activité des entreprises. L'évaluation réalisée par PwC montre que les différents taux d'imposition cantonaux varient pour les entreprises établies dans la région Bâle-Jura (voir Illustration II-1). Elle présente à la fois les taux d'imposition ordinaires et ceux résultants de l'allégement maximal possible.

En règle générale, les nouveaux taux d'imposition sur les bénéfices profitent principalement aux PME, puisqu'elles vont payer moins d'impôts. La charge fiscale des multinationales qui investissent massivement dans la recherche et le développement reste à peu près constante. En revanche, les multinationales qui ne mènent aucune activité de recherche et développement voient leur taux d'imposition sur les bénéfices augmenter. Pour finir, la réforme fiscale apporte aux entreprises établies dans la région et aux futures entreprises une sécurité en matière de législation, de planification et d'investissements.

[18] Qualité de la localisation: Bâle-Ville prend provisoirement la tête du classement, octobre 2019 (lien)

Illustration II-1 Comparaison des taux d'imposition ordinaires et des taux d'imposition les plus bas appliqués aux entreprises



Source: PwC (2020); Service des contributions de la République et Canton du Jura; représentation du Service de l'économie et de l'emploi de la République et Canton du Jura

Les sections qui suivent présentent les caractéristiques propres à chaque canton.

Canton de Bâle-Campagne

Le projet fiscal adopté par le canton de Bâle-Campagne prévoit notamment une baisse du taux d'imposition sur les bénéfices de manière échelonnée, jusqu'à atteindre 13,45% en 2025 (impôt fédéral direct inclus). En contrepartie, les privilèges fiscaux dont bénéficient actuellement les sociétés à statut spécial sont supprimés (holdings, sociétés de domicile et sociétés mixtes).

	Jusqu'au 31.12.2019	Période de transition / Échelonnement					Date d'application effective
Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux	20,7%	18%	18%	18%	15,9%	15,9%	13,45%

Les autres points clés de la réforme présentés ci-dessous encouragent les activités de recherche et de développement dans le canton de Bâle-Campagne par le biais de mesures d'incitation positives:

- Introduction d'une *patent box* avec un allégement de 90%
- Introduction d'une déduction supplémentaire de 20% pour les dépenses de recherche et de développement
- Limitation de la réduction fiscale à 50%
- Baisse du taux de l'impôt sur le capital à 1,6‰
- Allégement de l'impôt sur le capital propre lié aux participations, aux brevets et aux prêts intragroupes
- Relèvement de l'imposition des dividendes à 60% (imposition partielle)
- Hausse des déductions fiscales pour les frais de garde des enfants par des tiers à 10 000 francs par enfant et augmentation des montants versés au titre des réductions individuelles de primes à hauteur de 17,4 millions de francs comme mesure de compensation sociale

Le taux d'imposition des bénéfices de 13,45% constitue la charge fiscale maximale sur le bénéfice dans le canton de Bâle-Campagne. Grâce à l'utilisation des instruments susmentionnés, au maintien provisoire d'un barème à deux paliers et aux taux d'imposition sur les bénéfices variables dans les communes, la charge fiscale effective de l'impôt sur le bénéfice sera plus faible et les entreprises pourront bénéficier plus rapidement du taux de 13,45%.

Canton de Bâle-Ville

Au 1er janvier 2019, la charge fiscale effective de l'impôt sur le bénéfice global, impôt fédéral direct inclus, est passée à 13,04% dans le canton de Bâle-Ville (ce qui correspond à une baisse de 6,5% du taux de l'impôt sur les bénéfices). La *patent box* et les dispositions connexes ont également des répercussions sur les personnes morales: la charge fiscale de 13,04% à laquelle sont soumises les entreprises baissera de 2,01% au maximum, pour atteindre 11,03% (taux effectif de l'impôt sur les bénéfices au niveau fédéral et cantonal). La réforme prévoit d'autres changements importants: baisse du taux ordinaire de l'impôt sur le capital de 5,25‰ à 1‰, relèvement de l'imposition partielle des dividendes de 50% à 80%, augmentation des montants minimum d'allocations familiales de 75 francs par mois à 275 francs d'allocation pour enfant et à 325 francs d'allocation de formation professionnelle, entre autres. Avec l'introduction des nouvelles dispositions régissant les taux d'imposition sur le bénéfice et le capital, le Projet fiscal 17 conduit globalement à un allégement sensible et à un rapprochement des charges fiscales imposées aux différentes entreprises.

Grâce à l'approbation du compromis bâlois, la région de Bâle reste attractive pour les multinationales en comparaison nationale et internationale. La réforme a également entraîné une baisse significative des impôts pour de nombreuses petites et moyennes entreprises tout comme pour les entreprises artisanales. Parallèlement, des mesures de protection sociale profitent directement aux familles et aux personnes de la classe moyenne inférieure.

Canton du Jura

Le Parlement jurassien a décidé de réduire de plus de 5 points le taux ordinaire de l'impôt sur le bénéfice, qui passe de 20,5% à 15%. Cette baisse importante interviendra de façon progressive: dans un premier temps, un taux de 17% sera introduit pour une durée de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi (1er janvier 2020). À partir de 2022, le taux d'imposition sera ensuite abaissé à 16%, puis à 15% d'ici 2024.

Ce taux reste relativement élevé en comparaison intercantonale, mais ne prend pas en considération les effets fiscaux des mesures complémentaires. À cet effet, le Gouvernement jurassien profite de la marge de manœuvre laissée aux cantons par le Parlement fédéral pour poursuivre les objectifs visés dans son programme de développement économique. Afin d'encourager la recherche, le développement et la création d'emplois qualifiés, la nouvelle loi d'impôt cantonale prévoit des mesures fortes telles que la mise en place d'une *patent box* très compétitive (réduction de 90% de l'impôt du bénéfice dérivé des brevets), l'introduction d'une déduction supplémentaire en matière de R&D à hauteur de 50% (déduction totale de 150%) et la fixation d'un socle imposable à 30%. Cette limitation correspond à un taux d'imposition plancher de 10,11%[19], très concurrentiel tant au niveau national qu'international. Ce taux d'imposition place le canton du Jura en 9e position par rapport aux autres cantons.

D'autre part, la réforme adoptée par le Parlement jurassien fait état d'allégements fiscaux en faveur des personnes physiques, en particulier des familles. Ces mesures visent à tenir compte d'une évolution sensible des charges relatives aux primes de caisses maladie et aux frais de garde. Les autorités cantonales profitent ainsi de la révision en procédant à une augmentation substantielle des montants admis en déduction ainsi que des allocations familiales. Ces mesures d'accompagnement en faveur des personnes physiques complètent celles du financement de l'AVS mises en place par le projet fédéral.

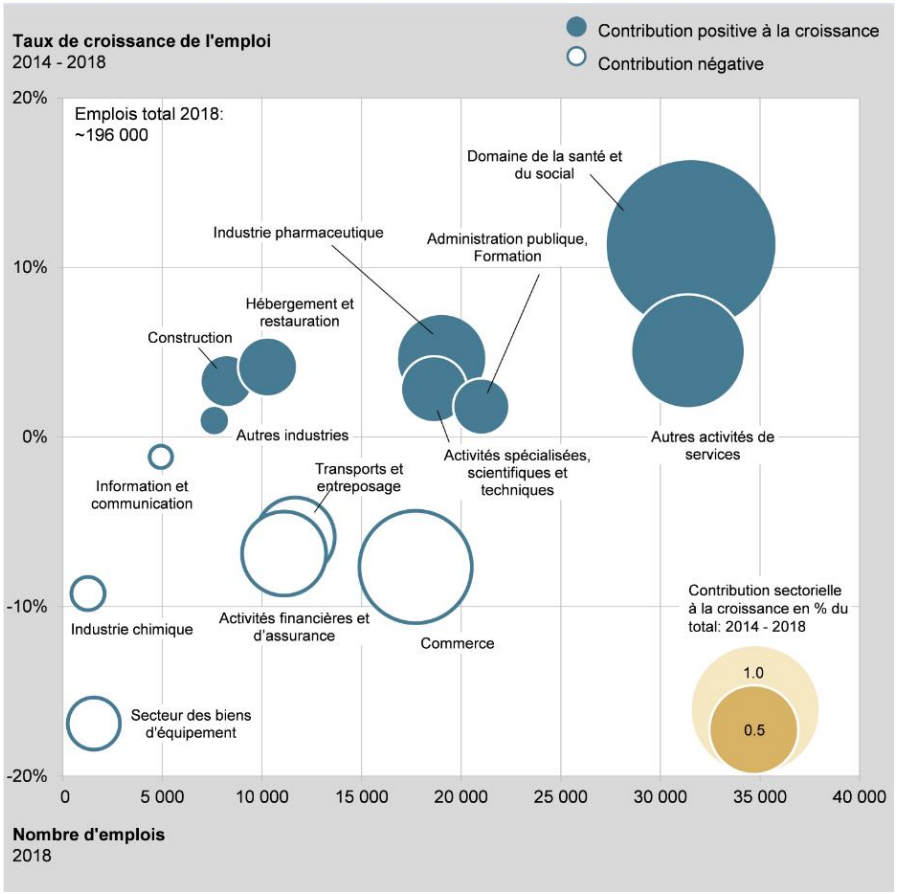
[19] Les taux indiqués sont calculés sur la base de la quotité d'impôt du chef-lieu jurassien.

II.2 Évolution de l'emploi dans les secteurs économiques

La région Bâle-Jura a connu une évolution de l'emploi total[20] très mesurée ces dernières années. L'Illustration 1.3-7 du rapport des offices statistiques n'affiche ainsi qu'une légère hausse de 0,4% entre 2014 et 2017, soit une évolution nettement plus modérée que la moyenne suisse (+2,7%). L'Illustration 1-15 figurant dans le rapport de BAK Economics montre clairement que même en comparaison internationale, la croissance de l'emploi enregistrée dans la région Bâle-Jura reste très faible. Seules les deux régions françaises considérées, à savoir l'Île-de-France et Lyon, affichent des taux de croissance aussi bas sur la période 2014-2018.

Pour compléter l'analyse et l'inscrire dans un contexte macroéconomique, la suite du rapport présente brièvement l'évolution de l'emploi dans les principaux agrégats sectoriels.

Illustration II-2 Croissance de l'emploi par secteur, Bâle-Ville, 2014-2018



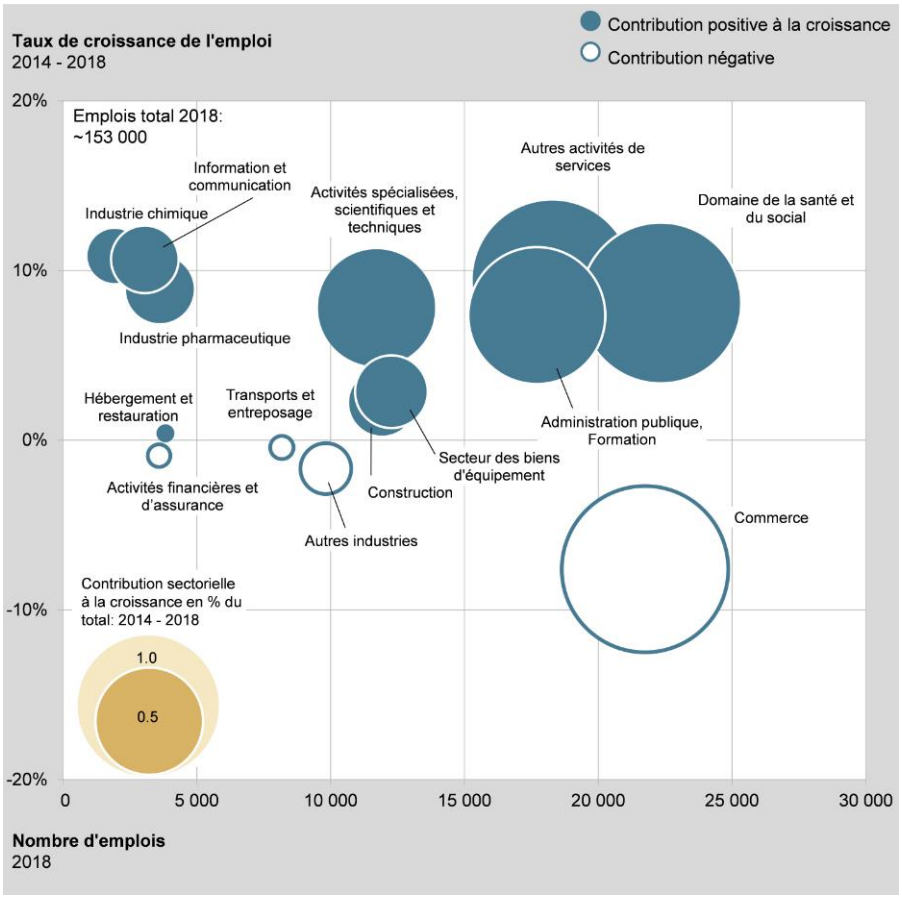
Source: BAK Economics; représentation de l'Office de l'économie et du travail de Bâle-Ville

L'analyse de l'évolution de l'emploi porte sur une période spécifique, qui s'étend de 2014 à 2018. Au cours de cette période, la croissance de l'emploi enregistrée dans le canton de Bâle-Ville était sensiblement inférieure à la moyenne suisse (+1,9% contre +4,4%, respectivement). L'analyse des différents secteurs fait cependant ressortir des taux de croissance très variables. Le nombre d'emplois continue d'évoluer dans l'industrie pharmaceutique (+4,6%), l'un des secteurs clés de Bâle-Ville. Elle a d'ailleurs contribué de manière non négligeable à la croissance ces dernières années. En dehors de l'industrie

[20] Nombre de personnes actives (indépendants inclus) qui sont assujetties aux cotisations obligatoires de l'assurance sociale (à partir d'un revenu annuel de 2300 francs) et qui exercent leur activité dans un établissement implanté dans la région BS/BL/JU.

pharmaceutique, c'est surtout dans les secteurs des services que le nombre d'emplois a augmenté. Pendant la période 2014-2018, le domaine médico-social a été le principal «moteur de l'emploi» (+11,4%). Dans le même temps, l'emploi a également progressé dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,8%), lesquelles regroupent les activités de conseil de gestion, les activités d'architecture et d'ingénierie, et surtout la recherche et le développement. En revanche, l'industrie des biens d'équipement[21] (-16,9%), le secteur financier (-6,9%), le «secteur logistique» des transports et de l'entreposage (-5,9%), ou encore le commerce (-7,7%, commerce de gros et de détail) ont parfois dû faire face à une forte réduction du nombre d'emplois.

Illustration II-3 Croissance de l'emploi par secteur, Bâle-Campagne, 2014-2018



Source: BAK Economics; représentation de l'Office de l'économie et du travail de Bâle-Ville

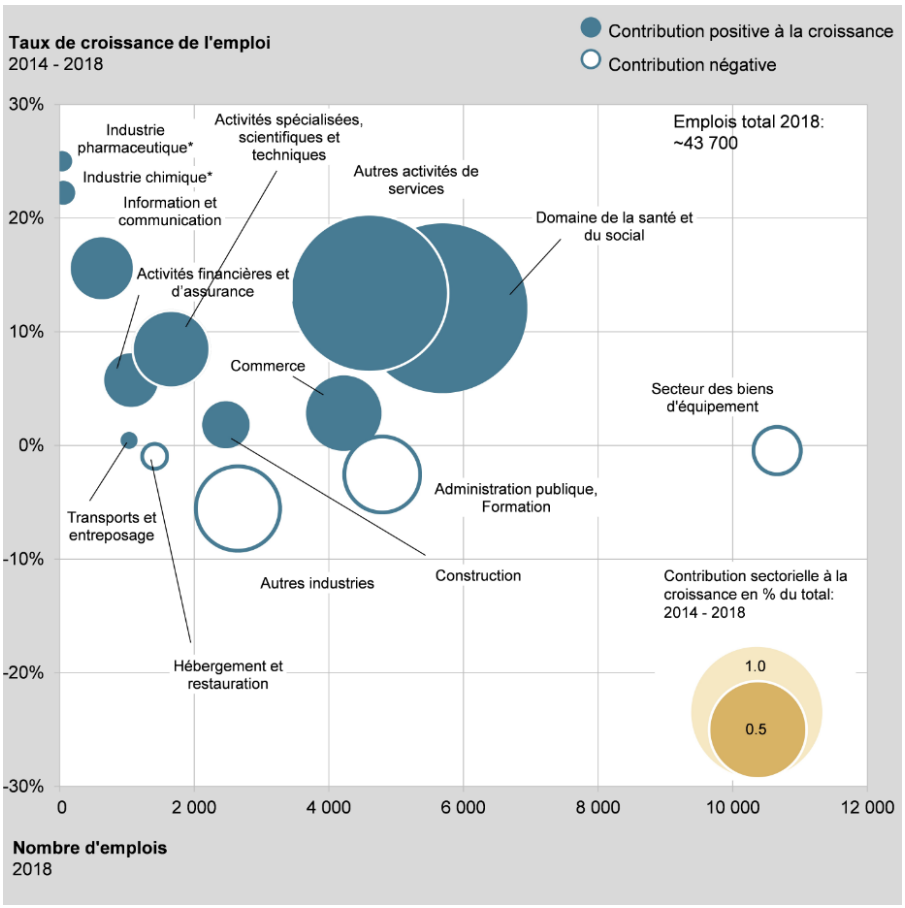
Bâle-Campagne et Bâle-Ville présentent certes des similitudes, mais aussi des différences majeures en matière d'évolution de l'emploi. Dans le canton de Bâle-Campagne, le nombre d'emplois a également reculé dans le secteur financier (-0,9%), le secteur des transports et de l'entreposage (-0,4%) ainsi que le secteur du commerce (-7,6%). L'industrie pharmaceutique (+8,9%) n'est pas la seule à avoir connu une progression de l'emploi entre 2014 et 2018, puisque ce fut également le cas de la chimie (+10,9%) et des biens d'équipement (+2,9%). Aucune tendance générale à la désindustrialisation n'a donc pu être observée dans le canton de Bâle-Campagne. Mais la plus forte croissance de l'emploi a été réalisée dans les autres activités de services (+9,4%), qui regroupent notamment l'immobilier, le placement de personnel, les services de sécurité, le Facility Management ainsi que les activités artistiques,

[21] Biens d'équipement (NOGA 24-30): métallurgie, appareils électroniques/optiques/électriques, fabrication de machines et d'équipements, construction d'automobiles, etc.

récréatives et de loisirs. Les secteurs «publics» tels que le domaine médico-social (+8,1%) ou encore l'administration publique et la formation (+7,3%) ont aussi enregistré des taux de croissance élevés. Dans le canton de Bâle-Campagne, l'emploi total a augmenté de 3,2% entre 2014 et 2018.

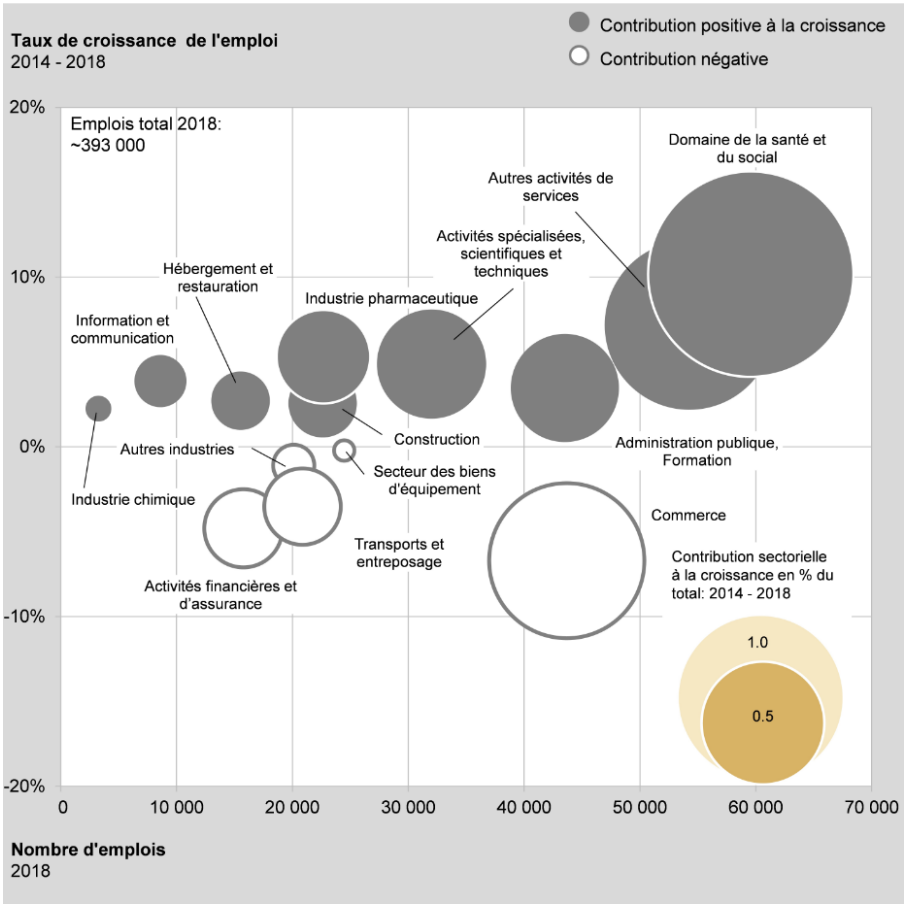
Le canton du Jura (qui a vu son taux d'emploi total grimper de 2,3%) présente également quelques spécificités. On observe une différence frappante entre les deux cantons de Bâle: la croissance de l'emploi dans le secteur du commerce (+2,8%) et dans celui des transports et de l'entreposage (+0,4%). Dans le Jura, le secteur financier a connu une forte croissance de l'emploi entre 2014 et 2018 (+5,8%). En dehors du domaine de la santé et du social (+12,1%), c'est principalement dans les autres activités de services (+13,4%) que le Jura a connu une très forte progression. En revanche, le nombre d'emplois a baissé dans le secteur secondaire ces dernières années, à l'exception de l'industrie chimique (+22,2%) et de l'industrie pharmaceutique (+25%). Néanmoins, ces deux secteurs ne jouent (pour l'instant) pas de rôle significatif dans le canton du Jura en raison du très faible nombre de personnes qui y travaillent. Fait surprenant qui dément les tendances générales: le nombre d'emplois a reculé dans l'administration publique et le domaine de la formation (-2,6%).

Illustration II-4 Croissance de l'emploi par secteur, Jura, 2014-2018



Source: BAK Economics; représentation de l'Office de l'économie et du travail de Bâle-Ville
* Chiffres de la STATENT (OFS) correspondant au nombre de personnes actives en 2017 et au taux de croissance de l'emploi sur la période 2014-2017

Illustration II-5 Croissance de l'emploi par secteur, BS/BL/JU, 2014-2018



Source: BAK Economics; représentation de l'Office de l'économie et du travail de Bâle-Ville

L'Illustration II-5 donne un aperçu de l'évolution de l'emploi par secteur dans l'ensemble de la région Bâle-Jura. Parmi les secteurs qui ont connu la plus forte croissance, on retrouve le domaine médico-social (+10,2%), les autres activités de services (+7,2%), l'administration publique et la formation (+3,5%), ainsi que l'industrie pharmaceutique (+5,3%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+4,9%). En revanche, le nombre d'emplois a reculé dans le secteur financier (-4,8%, banques et assurances), le secteur logistique (-3,5%, transports et entreposage) et le secteur du commerce (-6,7%, commerce de gros et de détail).

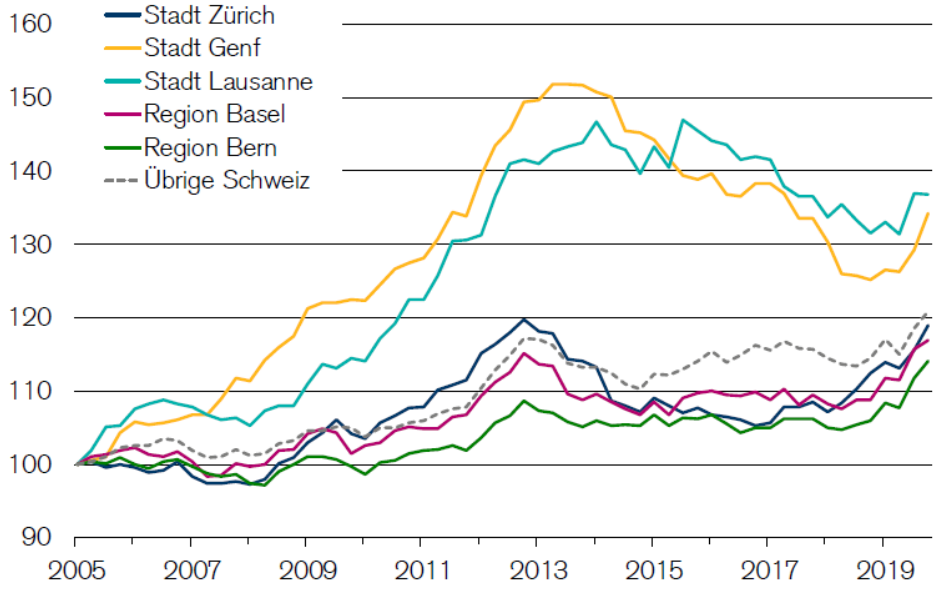
II.3 Analyse de l'évolution des prix de location de bureaux sur le long terme

Parmi les indicateurs considérés pour évaluer l'attractivité d'une place économique aux yeux des entreprises, il y a lieu de citer le prix des locaux commerciaux. L'évolution des prix de location de bureaux entre 2013 et 2018 a donc été prise en compte dans la dernière comparaison cantonale des indices d'attractivité. Étant donné que la période couverte par le rapport présente des caractéristiques particulières, les prix de location de bureaux (facteur d'attractivité économique) seront ici passés en revue sur une période plus longue.

À l'échelle nationale, l'année 2013 a marqué le point culminant d'une longue période pendant laquelle les prix des espaces de bureaux n'ont cessé de grimper dans les grandes régions économiques de Suisse. La région de Bâle est aussi concernée, même si la volatilité des prix y était plus modérée que dans d'autres agglomérations. Après une légère amélioration, on a observé une période d'évolution latérale des prix après 2013, se caractérisant simultanément par un développement massif de l'offre et une augmentation de la demande. En 2019, les prix ont poursuivi leur hausse dans toute la Suisse, et la région de Bâle a été l'une des instigatrices de cette évolution. Pour comprendre la forte baisse des prix de location de bureaux relevée entre 2013 et 2018 dans la région de Bâle (voir chapitre précédent), il convient de rappeler que la période considérée a marqué un moment charnière dans l'évolution des prix de location de bureaux et qu'il ne faudrait pas surestimer les conséquences de cette situation sur l'attractivité économique de la région bâloise.

Cette évolution sur le long terme est bien documentée sur le graphique ci-dessous, tiré de l'étude *«Marché immobilier suisse 2020»* publiée par le Credit Suisse, et coïncide avec les conclusions issues d'autres publications relatives au marché immobilier, telles que celles de CSL Immobilien ou de JLL. La plupart de ces publications concernent la région économique bâloise dans son ensemble (généralement, les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, mais pas le Jura). La prise en compte du canton du Jura dans l'analyse mettrait davantage en évidence l'attractivité de l'ensemble de la région Bâle-Jura par rapport aux autres places économiques.

Illustration II-6 Comparaison régionale des prix de location



Source: Wüest Partner, Credit Suisse
Rem.: Indice hédonique des prix de location basé sur les contrats conclus, indice 2005 = 100, dernier point de données remontant au 4e trimestre 2019.
Région de Bâle = Bâle-Ville, parties supérieure et inférieure du canton de Bâle-Campagne, district de Laufon et Fricktal.

II.4 Attractivité de la région pour les personnes hautement qualifiées/ressources humaines

Le nombre de personnes hautement qualifiées constitue l'un des principaux facteurs d'attractivité économique. En effet, la capacité d'innovation d'une région repose nécessairement sur le savoir-faire d'une main-d'œuvre qualifiée, et un bon niveau de formation favorise la croissance économique. Mais la présence de nombreuses personnes hautement qualifiées représente un levier d'attractivité encore plus efficace auprès des entreprises et des autres personnes qualifiées. En 2018, un peu plus de 35% des personnes ayant suivi une formation de degré tertiaire étaient concentrées dans la région Bâle-Jura, ce qui correspond à la moyenne suisse (voir l'Illustration 2.2-1 qui figure dans le rapport des offices statistiques). Le canton du Jura doit quant à lui faire face à la problématique de l'exode des talents.

La réalité qui s'impose est que le Jura est un canton formateur de premier ordre. Avec un taux de diplômés de 34,1%, il s'installe en 2e position derrière Neuchâtel (34,3%), très loin devant des cantons comme Zurich (22,2%), Berne (24,3%), Saint-Gall (22,5%) ou encore Bâle-Ville (26,1%).

Le Jura est un des cantons qui forme le plus d'étudiants dans le domaine tertiaire mais c'est aussi celui qui en conserve le moins et c'est bien là tout le paradoxe. En effet, avec 25%, la part de la population résidente au bénéfice d'une formation tertiaire, le Jura se situe en deçà de la moyenne suisse (34,5%).

Les raisons de cet exode sont connues: structure de l'emploi, nature des entreprises, tissu de sous-traitance ou encore délocalisation des centres décisionnels (au travers du rachat de sociétés par de grands groupes). À cela s'ajoute une certaine hétérogénéité des filières de formation disponibles. Cela a pour conséquences une sous-représentation de certains corps de métier (ingénierie, informatique) par rapport à d'autres professions (social, arts appliqués, commerce, etc.).

III Analyse SWOT et défis futurs pour la région Bâle-Jura en tant que place économique

Les rapports établis par les offices statistiques et par BAK Economics ont, dans un second temps, permis d'effectuer l'analyse SWOT de la région économique Bâle-Jura. Cette analyse a été réalisée conjointement par les offices de promotion économique des cantons du Jura, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne. Elle présente à la fois les forces, les faiblesses, mais aussi les opportunités et les défis de la région Bâle-Jura. A noter que le choix des différents éléments résulte de leur degré d'applicabilité aux trois cantons. L'examen détaillé de trois grands défis servira de conclusion.

III.1 Points forts de la région Bâle-Jura en tant que place économique

- La région se distingue par un niveau de vie élevé (PIB par habitant) et une forte dynamique (croissance du PIB). Avec son secteur clé que représente l'industrie pharmaceutique, le puissant cluster des sciences de la vie est vecteur de prospérité.
- Le potentiel et la capacité d'innovation élevés ont des répercussions positives sur la croissance économique de la région. La qualité remarquable des hautes écoles et le niveau de formation de la population jouent en l'occurrence un rôle non négligeable.
- La région offre un cadre fiscal attrayant pour les entreprises en comparaison internationale et, depuis la mise en œuvre de la RFFA, également en comparaison nationale. Dans la région Bâle-Jura, la fiscalité applicable aux particuliers est très attractive, notamment en comparaison internationale.
- Axé sur la Suisse du Nord-Ouest, la Franche-Comté, l'Alsace et le Land de Bade, le marché de l'emploi trinational offre des profils variés. Le marché international du travail et la main-d'œuvre bilingue ou multilingue viennent renforcer cette offre.
- En milieu rural et suburbain, la région dispose de zones et sites économiques disponibles et plus abordables que d'autres régions à fort potentiel économique.
- Système régional d'innovation (RIS) de Bâle-Jura: l'ensemble de la région possède d'importantes infrastructures telles que des parcs technologiques et des locaux industriels. L'environnement est favorable aux start-up, avec des infrastructures et des services professionnels. Des start-up innovantes et dynamiques sont implantées dans des espaces d'innovation et dans le SIP Basel Area. Une coordination et une coopération efficaces en amont en matière de politique d'innovation publique favorisent cet environnement prospère (par exemple le développement du concept RIS 2020+).
- En comparaison internationale, le climat politique stable et favorable est gage de pérennité et assure une certaine sécurité de planification pour les entreprises.
- Complémentarité de la région: la région Bâle-Jura dispose de zones et de sites dans des lieux variés, et offre ainsi différents niveaux de prix. Les entreprises et les particuliers ont accès à une offre vaste et variée (qualité de vie, région des trois frontières). Les différentes industries clés liées à chaque domaine ouvrent d'importantes perspectives de synergies.
- On observe un effet de débordement (*spill over*) et des externalités positives entre les différents domaines. Les technologies ouvrent la voie à de nouveaux domaines d'activités et de nouvelles chaînes de création de valeur, notamment en matière de promotion de l'innovation, générant ainsi de nouvelles opportunités de carrière dans l'ensemble de la région.

III.2 Points faibles de la région Bâle-Jura en tant que place économique

- Des signes laissent augurer un certain essoufflement du potentiel d'innovation de la région par rapport à la situation internationale.
- L'emploi a moins évolué dans la région que dans l'ensemble de la Suisse pendant la période 2014-2018.
- L'évolution démographique traduit un vieillissement de la population et une contraction de la population en âge de travailler.
- Les compétences requises ne sont pas suffisamment présentes sur le marché régional du travail, ce qui rend la région tributaire de la main-d'œuvre étrangère: en l'occurrence, les frontaliers et les ressortissants de l'Union européenne et de pays tiers. Le manque accru de main-d'œuvre qualifiée dans les domaines STIM[22] et les secteurs de la santé entraîne une dépendance, puisqu'il faut se tourner vers les pays voisins ou d'autres régions pour répondre aux besoins.
- Les besoins en personnel qualifié ne peuvent pas être couverts dans de nombreux secteurs d'activités car le nombre de diplômés ayant suivi une formation professionnelle n'est pas suffisant. Les agglomérations urbaines sont les principales perdantes: trop peu de jeunes se tournent vers l'apprentissage.
- La région dispose d'un cluster d'activités informatiques trop peu développé pour que l'offre en spécialistes soit supérieure à la demande.
- L'accessibilité est plutôt faible par rapport aux grandes places économiques internationales, surtout en ce qui concerne les vols intercontinentaux.
- On trouve relativement peu de zones commerciales et industrielles disponibles rapidement en milieu urbain.
- La région se caractérise par de nombreuses limites administratives – à la fois cantonales et nationales. Par conséquent, on observe la présence de systèmes judiciaires distincts sur un espace réduit.

III.3 Opportunités et défis de la région Bâle-Jura en tant que place économique

- **Pharmaceutique / sciences de la vie / technique médicale / santé**
  Ce cluster solide, dynamique et de grande envergure est un vecteur d'innovation, gage de prospérité, qui crée des emplois et apporte à Bâle une visibilité internationale. Un écosystème riche et multisectoriel combine efficacement grandes entreprises, PME et start-up. Pour autant, le choix du site d'implantation ne se porte pas toujours sur la région. Elle se trouve dans une forte relation de dépendance, souvent très étroite, vis-à-vis des fournisseurs en gros et des acheteurs de l'industrie pharmaceutique. La dynamique de l'industrie pharmaceutique risque donc de masquer et d'empêcher de déceler à temps les faiblesses éventuelles dans d'autres secteurs économiques. Les cantons encouragent l'industrie pharmaceutique à passer au numérique. Les sites suisses dédiés aux sciences de la vie (Bâle, Zurich, Zoug et le bassin lémanique) sont exposés à une concurrence toujours plus rude.

[22] Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques

- **Marché du travail / démographie / formation**
  L'évolution démographique et technologique induit des changements importants sur le marché du travail. Alors que la population vieillit, le nombre de personnes en âge de travailler décline. Les entreprises dépendent des frontaliers et de la main-d'œuvre qualifiée en provenance de pays tiers. Elles doivent donc avoir accès à un potentiel de main-d'œuvre indigène (personnes âgées, femmes, actifs occupés à temps partiel). Il faudra également identifier et développer les compétences qui s'imposeront dans le futur. Le niveau de qualification des jeunes établis dans la région doit être maintenu, voire amélioré.

- **Niveau des coûts**
  Depuis la mise en œuvre de la RFFA, l'ensemble de la région Bâle-Jura gagne clairement en attractivité. Par ailleurs, chaque canton a vu sa capacité concurrentielle renforcée. Mais la réforme fiscale de l'OCDE laisse déjà entrevoir le prochain défi à relever. Il concerne directement les multinationales de la région.

- **Zones / sites économiques**
  La région Bâle-Jura dispose de territoires en développement attractifs et bien desservis dans les zones urbaines densément peuplées. La concurrence entre logements, industries, espaces verts et zones de loisirs ne cesse pourtant de s'intensifier.

- **Infrastructures de transport**
  Le défi consiste à améliorer la desserte au sein de la région (vallées de Bâle-Campagne). Mais les heures d'exploitation des vols réguliers/charter et du service de fret aérien à l'EuroAirport constituent également un facteur clé du succès de la région. Des potentiels existent: il faudrait optimiser l'exploitation des infrastructures existantes, mais également recourir aux nouvelles technologies et adopter des approches innovantes.

- **Vers un retour à la régionalisation et la fin d'une mondialisation effrénée**
  Il semble que certaines entreprises commencent à délaisser l'externalisation et recourent de plus en plus à l'internalisation de leurs processus de gestion et de fabrication. Le fait de donner plus de poids à la sécurité et à la stabilité des activités économiques (et pas uniquement aux réductions de coûts) et la relative amélioration globale des coûts dans les «anciens» sites industriels par rapport aux «nouveaux» sites asiatiques peuvent amorcer une tendance à la régionalisation, encourager la création de chaînes de valeur régionales et favoriser le développement des structures de production régionales (UE et Suisse).

- **Dépendance politique**
  Les décisions politiques prises au niveau national (et international) comportent des risques et peuvent avoir d'importantes répercussions sur l'économie de la région: accord-cadre avec l'UE, initiative de limitation, initiative pour des multinationales responsables, politique climatique, etc. La région Bâle-Jura est d'ailleurs plus exposée que la moyenne. Cela s'explique par sa proximité avec deux frontières, son important besoin en main-d'œuvre et sa dépendance des marchés internationaux (en raison de l'importance des exportations et d'une forte demande intérieure). Ses craintes sont notamment attisées par l'émergence des comportements protectionnistes.

- **Technologies de l'information / passage au numérique**
  La région ne dispose d'aucune structure importante capable de créer un écosystème informatique. Les facultés d'informatique recèlent un potentiel de développement pour les hautes écoles. Les grandes entreprises sont dans l'obligation de se doter de leurs propres centres informatiques. Les PME doivent pouvoir accéder plus facilement au savoir, à la recherche et au développement.

- **Réchauffement climatique**
  Il faut s'attendre à de nouvelles réglementations qui auront des répercussions sur la structure de coûts. Des mesures qui prendraient en compte la réalité des coûts dans les moyens de transport de marchandises et de voyageurs pourraient s'avérer utiles et pertinentes. Différents intérêts doivent être mis en balance pour envisager l'avenir de l'EuroAirport. Des potentiels existent au niveau des ports rhénans et du transport fluvial, mais le bas niveau du Rhin constitue un facteur critique. Le développement des infrastructures et des prestations ferroviaires et le positionnement de Bâle au carrefour de l'Europe pourraient aussi créer des opportunités. Le potentiel d'innovation et le savoir-faire technique de la région peuvent encourager et apporter des solutions globales.

Les sections suivantes présentent trois secteurs plus en détail, en se concentrant sur leurs atouts et leurs faiblesses, ainsi que sur les défis qui les attendent. Les sujets traités revêtent une importance majeure pour le développement de la région économique et de l'environnement de vie de Bâle-Jura.

III.3.1 Pharmaceutique / sciences de la vie

L'industrie pharmaceutique, la biotechnologie, la technique médicale et l'agrochimie («agrosciences») forment dans la région bâloise un écosystème unique et riche, que l'on peut regrouper sous le terme de «sciences de la vie». Quelque 700 entreprises constituent le noyau de ce secteur: multinationales, PME des plus innovantes capables de s'adapter en toutes circonstances, start-up ou encore spin-offs. Les universités, les hautes écoles spécialisées, les centres de recherche publics et privés ainsi que les hôpitaux renforcent les structures de ce cluster. Les conditions-cadres définies par l'État sont conçues pour permettre aux entreprises de prospérer dans la région. Le rôle que jouent les entreprises des sciences de la vie est déterminant pour apporter une visibilité internationale à la région et y maintenir un niveau de vie élevé.

Les industries chimiques et pharmaceutiques génèrent plus de 31% de la valeur ajoutée créée chaque année dans les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura. Cette part s'élève à près de 44% à Bâle-Ville alors qu'elle n'atteint que 12% dans l'ensemble de la Suisse, ce qui met clairement en évidence la supériorité de la région Bâle-Jura. La valeur créée dans les industries chimiques et pharmaceutiques a augmenté entre 2014 et 2018 pour atteindre 70%. La croissance a connu un élan encore plus fort dans l'ensemble de la Suisse.

Le secteur économique des sciences de la vie est plus productif que la moyenne. En d'autres termes, il génère une forte valeur ajoutée au niveau régional en faisant appel à une main-d'œuvre relativement restreinte. La part d'actifs dans le secteur de la chimie et de la pharmaceutique atteint environ 7% de l'emploi total dans la région Bâle-Jura. Ce chiffre n'est que légèrement supérieur à celui obtenu dans l'industrie des biens d'équipement ou dans la construction. Et la croissance de l'emploi enregistrée ces dernières années était également en net recul par rapport à la valeur ajoutée. En comparaison nationale et internationale, les écarts importants de croissance observés entre les emplois et la valeur ajoutée créés dans la région Bâle-Jura sont particulièrement frappants. L'analyse montre qu'au cours des dernières années, les activités exercées dans la région Bâle-Jura ont nécessité encore moins de personnel. De manière générale, on a également observé une délocalisation des unités de production dans d'autres régions du monde du fait de la structure des coûts. Avec le temps, les zones urbaines de la région risquent ainsi de ne plus être choisies comme lieu d'implantation.

Parallèlement, les entreprises des sciences de la vie continuent d'investir massivement dans la région et renforcent les compétences dans la recherche et le développement, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et d'autres secteurs clés qui demandent un haut niveau de connaissances et un degré d'innovation élevé, créant de ce fait une valeur ajoutée importante. Au cours des cinq à dix dernières années, la composition des entreprises regroupées dans l'agrégat sectoriel des sciences de la vie a continué de se diversifier.

D'autres secteurs dépendent également à plusieurs égards du cluster des sciences de la vie, toujours plus prospère. Les structures de vente de nombreux fournisseurs (appareils, instruments, matières premières, etc.) dépendent fortement d'un faible nombre d'acquéreurs régionaux. Certaines entreprises de services (transports et logistique, nettoyage, Facility Management, etc.) sont aussi tributaires des importantes commandes décrochées par les entreprises des sciences de la vie. Ces dernières années, les effets indirects sur la demande liés aux entreprises pharmaceutiques et des sciences de la vie ont permis de créer de nombreux emplois, de générer de la valeur ajoutée et de rendre d'autres secteurs prospères. Inversement, la présence tangible du cluster des sciences de la vie rend toute diversification de la base de clientèle inutile pour de nombreuses entreprises sous-traitantes et clientes. Parallèlement, l'interdépendance marquée des chaînes de création de valeur, des chaînes de connaissances et des chaînes d'innovation stimule le développement économique et représente une réelle opportunité. Des organismes comme l'agence Basel Area Business & Innovation et le Switzerland Innovation Park Basel Area soutiennent ces synergies de manière optimale. Dans ce sens, les sciences de la vie ne représentent pas un gros risque pour la région, mais plutôt une formidable opportunité. Il convient également de souligner que ces réseaux d'entreprises ne sont pas spécifiques à la région de Bâle, mais à la Suisse tout entière, dans la mesure où la plupart des régions dépendent d'un nombre limité d'industries.

L'industrie pharmaceutique et l'industrie des sciences de la vie, particulièrement performantes dans la région bâloise, peuvent toutefois conduire à une perception quelque peu faussée de la situation économique. Les taux de croissance du PIB y sont élevés, tout comme les exportations. Pourtant, entre 2014 et 2018, 11 des 13 principaux agrégats[23] de la région Bâle-Jura ont enregistré une croissance de la valeur ajoutée plus faible que la moyenne suisse. Seuls l'industrie de l'électronique et de l'électrotechnique/l'industrie optique/l'industrie des machines et le secteur de la construction ont connu une croissance régionale supérieure à la moyenne nationale. Le développement des «secteurs technologiques» tels que l'industrie de précision ou l'industrie microtechnique était relativement faible, même en comparaison internationale.

Le défi pour les trois cantons consiste à soutenir l'industrie des sciences de la vie, véritable moteur économique de la région, dans sa transition (numérique) afin de pouvoir, à l'avenir, exploiter l'entier de son potentiel. Les secteurs des sciences de la vie, des soins de santé et des technologies numériques se développent toujours plus collectivement. En adoptant une vision globale, les différents réseaux peuvent être porteurs d'un énorme potentiel. Les conditions sont déjà réunies, puisque des industries, des hautes écoles, des hôpitaux ainsi que des unités de recherche de pointe sont représentés dans la région Bâle-Jura. Cela permet d'encourager la recherche et le développement dans plusieurs secteurs d'activités et domaines technologiques. Le risque que court la région bâloise est de voir apparaître des développements à caractère disruptif hors de la région et du secteur des sciences de la vie.

[23] Secteur primaire, industrie pharmaceutique, métallurgie, industrie de l'électronique et de l'électrotechnique/industrie optique/industrie des machines, construction d'automobiles, construction, activités de commerce et de réparation, transports et entreposage, industrie de la restauration, activités de services financiers et d'assurance, activités spécialisées/scientifiques/techniques, administration publique et formation, domaine médico-social.

Le solide écosystème qui regroupe à la fois des acteurs importants et des petites start-up doit être vu comme une réelle opportunité. Par ailleurs, la dynamique de création d'entreprises doit s'inscrire dans un environnement propice, notamment grâce aux investissements réalisés en faveur du SIP et de l'agence Basel Area Business & Innovation.

III.3.2 Marché du travail / démographie / formation

L'évolution démographique et technologique induit des changements importants sur le marché du travail. La région Bâle-Jura a vu sa population résidente en âge de travailler (15-64 ans) stagner entre 2016 et 2018. Seul le canton de Bâle-Ville a connu une légère croissance (+0,3% par an), bien qu'elle soit également inférieure à la moyenne suisse (+0,4% par an). Le rapport de dépendance des personnes âgées ne cesse de croître dans l'ensemble de la région. À la fin de l'année 2018, on comptait 100 personnes âgées de 20 à 64 ans pour environ 35 personnes de plus de 65 ans. Ce chiffre atteignait même 37,3 personnes dans le canton de Bâle-Campagne. Le rapport est de 100 à 30 à l'échelle de la Suisse.

En supposant que l'emploi continuera de progresser dans la région de Bâle, il faut s'attendre à un manque de main-d'œuvre encore plus important et à une intensification de la concurrence nationale et internationale sur le marché de l'emploi. Le défi consistera à fournir aux entreprises une main-d'œuvre suffisante «sur mesure» pour ne pas risquer de compromettre insidieusement la prospérité de la région.

Grâce au bon fonctionnement global du marché de l'emploi trinational, les entreprises de la région peuvent compter sur la présence de frontaliers qualifiés. Au total, près de 65 000 résidents français et allemands travaillent dans les trois cantons, soit presque une personne active sur cinq. Mais la possibilité de recruter de la main-d'œuvre dans les pays voisins est une arme à double tranchant qui dissuade la Suisse de former elle-même son personnel, que ce soit par le biais d'une formation classique ou interne à l'entreprise.

Pour réduire quelque peu la dépendance vis-à-vis des marchés du travail étrangers (y compris ceux des pays tiers), l'un des moyens consiste à mieux faire valoir la réserve de main-d'œuvre encore inexploitée dans la région. Les données suggèrent que des «réserves latentes» existent bel et bien. Le taux d'activité net des 50-64 ans atteint environ 74% dans la région Bâle-Jura, soit un peu moins que la moyenne suisse qui s'établit à 76,5%. En outre, d'après les données recueillies, une main-d'œuvre qualifiée est encore disponible chez la gente féminine dont le taux d'activité net s'élève à 71,4% dans la région.

L'évolution technologique, notamment la transformation numérique, aura des conséquences sur les besoins en main-d'œuvre qualifiée. La problématique du manque de ressources dû aux tendances démographiques peut potentiellement s'atténuer. Mais l'inverse est aussi envisageable: une nouvelle augmentation des besoins et des défis pour la société tout entière. Il serait ici inopportun de prédire de quel côté penchera la balance. Par conséquent, le système éducatif est particulièrement mis à l'épreuve. C'est aussi bien le cas de la scolarité obligatoire (de l'école enfantine à la fin de la 9^{e} année) que de la formation postobligatoire du degré secondaire II (gymnases et écoles professionnelles) et du degré tertiaire A (hautes écoles) et B (écoles supérieures). En matière de formation initiale et de formation continue, il sera essentiel d'identifier les compétences à acquérir pour répondre aux besoins futurs, de les clarifier et de les développer en fonction des différentes filières. En ce qui concerne les besoins de main-d'œuvre qualifiée, il faut impérativement maintenir voire améliorer le niveau de qualification des jeunes établis dans la région.

III.3.3 Niveau des coûts

Les coûts liés au lieu de domicile constituent un défi pour la région Bâle-Jura. Selon une analyse de la banque UBS[24], ces coûts dépassent la moyenne suisse dans les cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura. Toutefois, l'étude menée par UBS ne prend pas encore en compte les nouvelles mesures fiscales prévues par la RFFA. Les trois cantons attirent nettement plus les entreprises que les autres cantons depuis le 1er janvier 2020 (voir section II.2). En termes d'imposition des personnes physiques et morales, on constate que la région Bâle-Jura propose des taux plus bas que la moyenne internationale.

La question d'une fiscalité «juste et équitable» pour les entreprises continue cependant à alimenter les débats, surtout en ce qui concerne l'économie numérique. La controverse porte essentiellement sur l'imposition des «entreprises du numérique». L'OCDE discute actuellement de l'orientation à donner à la réforme. Il s'agit de savoir si à l'avenir, ces entreprises seront également imposées sur les bénéfices dans les pays où elles vendent leurs produits et non – comme c'est le cas jusqu'à présent – dans les pays où la valeur ajoutée est créée (recherche, développement, production). La Suisse pense pour le moment que cette nouvelle approche, qui vise à soumettre les «entreprises du numérique» à l'impôt sur les bénéfices, risque d'être étendue aux secteurs proches de la consommation. Cela pourrait avoir des répercussions défavorables pour la Suisse, puisque les nombreuses entreprises qui y ont établi leur siège social ne génèrent qu'un faible pourcentage de leur chiffre d'affaires dans le pays en raison du marché intérieur restreint. L'ampleur des conséquences pour la région dépendra des mesures prises par l'OCDE et de leur mise en œuvre par la Confédération. Il convient dès lors de suivre de très près l'évolution des débats internationaux sur la concurrence fiscale, afin de connaître à temps les conséquences négatives sur les coûts d'implantation.

Outre les impôts, d'autres coûts d'implantation sont importants pour le maintien et l'implantation des entreprises. Les profils d'attractivité des trois cantons élaborés par BAK Economics (voir le rapport de BAK Economics, chapitre 1) fournissent des résultats sur l'imposition des personnes physiques, les prix des espaces de bureaux, les prix des logements en location et des maisons individuelles ainsi que sur les salaires.

Comparaison avec la moyenne suisse	**BS**	**BL**	**JU**
Imposition des personnes physiques	dans la moyenne	supérieure à la moyenne	supérieure à la moyenne
Prix des espaces de bureaux	dans la moyenne	inférieur à la moyenne	S/O
Prix des logements en location	supérieur à la moyenne	inférieur à la moyenne	inférieur à la moyenne
Prix des maisons individuelles	supérieur à la moyenne	supérieur à la moyenne	inférieur à la moyenne
Salaires	supérieurs à la moyenne	dans la moyenne	inférieurs à la moyenne

Source: BAK Economics; représentation de l'auteur

[24] Indicateur de compétitivité des cantons 2018 (lien)

Comparaison par rapport à la situation internationale	Région Bâle-Jura
Indice fiscal concernant les personnes hautement qualifiées	inférieur à la moyenne (3e place sur 15 régions)
Indice fiscal concernant les entreprises	inférieur à la moyenne (1re place sur 15 régions)

Source: BAK Economics; représentation de l'auteur

Il apparaît clairement que les coûts d'implantation sont surtout élevés dans les zones urbaines fortement peuplées de la région Bâle-Jura. Le niveau élevé des prix reflète l'attractivité actuelle de la région et résulte, la plupart du temps, de la loi de l'offre et de la demande. Evidemment, d'autres facteurs d'implantation tels que l'accessibilité, l'offre de loisirs et les activités culturelles se répercutent également sur les prix des espaces de bureaux et des surfaces d'habitation. Le niveau des salaires est déterminé par les structures sectorielles et traduit des écarts de productivité.

Bâle-Ville et les zones périurbaines du canton de Bâle-Campagne deviennent de plus en plus des «régions d'excellence» avec des coûts d'implantation très élevés. La structure locale des secteurs a donc été modifiée. C'est par exemple le cas du secteur clé de la logistique, qui connaît un recul de l'emploi. D'un point de vue économique, les coûts d'implantation en centre-ville ne sont plus supportables pour les entreprises du secteur des transports et de l'entreposage, et cela entraîne des délocalisations dans les régions périphériques. Toutefois, la région Bâle-Jura compte encore suffisamment de sites économiques et biens immobiliers tout à fait abordables hors des zones à forte densité de population.

Les cantons devront rester compétitifs en matière de coûts d'implantation, ce qui constitue à la fois une opportunité et un défi. Cela signifie d'une part que des mesures et des audits devront être engagés au niveau local, ce qui pourrait avoir une influence directe et exercer un effet de levier considérable. D'autre part, toute intervention ou action de l'État dans des structures de marché bien établies doit être évitée afin de limiter toute distorsion de prix, mauvaise répartition des ressources et évolution défavorable. Une intervention de l'État sur le marché immobilier peut avoir des conséquences indésirables à moyen et à plus long terme.

IV Annexe

IV.1 Indice du potentiel économique BAK: méthodologie

L'indice du potentiel économique BAK évalue trois domaines clés, chacun représenté par un indice:

- **Performance**
- **Attractivité**
- **Compétitivité**

Une région à fort potentiel économique se caractérise par un développement économique passé prospère, et c'est l'indice de performance qui permet de mesurer ce développement. Pour offrir de bonnes perspectives d'avenir, une région doit également attirer les entreprises et les personnes hautement qualifiées, et c'est l'indice d'attractivité qui permet de mesurer ce potentiel. Enfin, l'indice de compétitivité permet d'évaluer le potentiel économique d'une région afin d'anticiper positivement l'avenir. Pour cela il se base sur la structure économique existante d'une région et examine comment cette structure pourra stimuler la croissance économique à venir.

Les trois indices qui composent l'indice du potentiel économique BAK, ainsi que l'ensemble des sous-indices utilisés, sont normalisés selon la même méthode. Pour chaque variable utilisée pour le calcul, on détermine la valeur moyenne de l'indicateur dans toutes les régions d'intérêt (régions de niveau territorial 2 [TL2] d'Europe occidentale et des États-Unis). On attribue alors la valeur 100 à cette moyenne. L'étape suivante consiste à calculer l'écart-type de la variable dans le même ensemble de domaines, auquel on attribue la valeur 10. Un indice de 110 signifie donc que dans un domaine, la variable en question se trouve à un écart-type au-dessus de la moyenne de l'ensemble des régions analysées; un indice de 80 signifie qu'elle se trouve à deux écarts-types au-dessous de la moyenne.

Le tableau qui suit donne une vue d'ensemble de tous les sous-indices assimilés à l'indice du potentiel économique BAK.

Indice du potentiel économique BAK: domaines et indicateurs

	Indice de performance BAK*	
	Indice du PIB réel par habitant*	
	Indice de la croissance du PIB réel*	
	Indice de la croissance de l'emploi*	
	Indice d'attractivité BAK	
	Entreprises	**Talents**
	État	**État**
	Indice d'accessibilité mondiale	Indice d'accessibilité continentale
	Indice de réglementation du marché du travail*	Indice de liberté*
	Indice de réglementation des marchés de produits*	Indice d'imposition des personnes seules hautement qualifiées gagnant 100 000 euros
	Indice d'imposition des entreprises*	
	Entreprises	**Entreprises**
	Indice de corruption*	Indice de croissance de l'emploi dans les secteurs régis par une CCT
	Indice de la facilité de faire des affaires*	Indice de la part d'actifs dans les secteurs régis par une CCT
	Indice de la part de valeur ajoutée brute dans les secteurs régis par une CCT	Indice des actifs de formation tertiaire
	Indice de la taille du marché	
	Sciences	**Société**
	Indice des actifs de formation secondaire ou tertiaire	Indice des actifs dans le secteur des loisirs et dans l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration
	Indice du nombre de brevets	Indice des actifs dans le secteur de la santé
	Indice des dépenses R&D globales*	Indice de la qualité des universités
	Indice de la qualité des universités	
	Indice de compétitivité BAK	
	Indice de compétitivité (capacité concurrentielle)	
	Indice de potentiel de la structure industrielle	

Rem.: La comparaison nationale établie dans le présent rapport ne prend pas en compte tous les indices et indicateurs de performance ni toutes les valeurs nationales (indices marqués d'un astérisque *).

Source: BAK Economics

IV.2 Indicateurs BAK: définitions et sources

Indicateur	Description	Source
Accessibilité mondiale	L'accessibilité mondiale caractérise le réseau de mobilité permettant d'accéder à des régions situées hors des limites européennes. Elle repose essentiellement sur les plans de vol, les temps de trajet nécessaires pour rejoindre les aéroports, les heures d'enregistrement et les éventuels délais de correspondance. Ce facteur ne tient pas uniquement compte de l'aéroport le plus proche, mais de tous les aéroports de départ théoriquement possibles. Les coûts sont mesurés sous forme de temps de trajet et l'importance d'une destination de voyage est rapportée au produit intérieur brut. L'indice d'accessibilité mondiale est basé à 100 pour la moyenne des régions analysées en 2002. L'accessibilité d'une région dépend de son chef-lieu.	BAK Economics/Transsol
Accessibilité continentale	L'accessibilité continentale caractérise le réseau de mobilité permettant d'accéder à toutes les régions situées à l'intérieur de l'Europe. Outre la durée des vols, le modèle tient également compte des temps de trajet nécessaires pour rejoindre un aéroport par le rail ou par la route, ainsi que du temps de trajet minimum nécessaire en empruntant les différents modes de transport. Les coûts sont mesurés sous forme de temps de trajet et l'importance d'une destination de voyage est rapportée au produit intérieur brut. L'indice d'accessibilité continentale est basé à 100 pour la moyenne des régions analysées en 2002. L'accessibilité d'une région dépend de son chef-lieu.	BAK Economics/Transsol
Imposition des personnes seules hautement qualifiées	L'indice fiscal BAK permet de calculer l'imposition des personnes seules hautement qualifiées. Il mesure la charge fiscale effective de la main-d'œuvre hautement qualifiée (personnes seules) touchant un revenu annuel brut de 100 000 euros.	BAK Economics/ZEW
Prix des espaces de bureaux	Prix de transaction pour des bâtiments nus.	Fahrländer Partner
Prix des logements en location	Loyer annuel total des logements, basé sur un agrégat pondéré de tous les segments de marché.	Fahrländer Partner
Prix des maisons individuelles	Prix de transaction pour des maisons individuelles, basé sur un agrégat pondéré de tous les segments de marché.	Fahrländer Partner

Indicateur	Description	Source
Part de la valeur ajoutée des secteurs à forte productivité	Part de la valeur ajoutée des «secteurs à forte productivité» dans la valeur ajoutée totale. Les domaines suivants comptent parmi les secteurs à forte productivité: industries manufacturières de haute technologie demandant un haut niveau de connaissances, industries manufacturières de haute technologie, services à haut niveau de connaissances, industries manufacturières de moyenne-haute technologie.	BAK Economics/OCDE
Croissance de l'emploi dans les secteurs à forte productivité	Croissance de l'emploi dans les secteurs à forte productivité (voir plus haut) sur les 10 dernières années.	BAK Economics/OCDE
Part des actifs dans les secteurs à forte productivité	Part des actifs dans les secteurs à forte productivité (voir plus haut) dans l'emploi total.	BAK Economics/OCDE
Part du potentiel de main d'œuvre ayant achevé une formation de degré tertiaire	La part du potentiel de main-d'œuvre ayant achevé une formation de degré tertiaire est un indicateur d'une main-d'œuvre qualifiée.	OCDE
Salaires	Les salaires s'entendent pour un emploi à temps plein ou en équivalent temps plein (ETP) sur une année. La moyenne cantonale montre dans un premier temps les salaires calculés pour les agrégats sectoriels, puis la répartition régionale en Suisse, en se basant sur la rémunération des salariés définie dans les comptes nationaux de l'OFS.	OFS, BAK Economics
Part des actifs de formation secondaire ou tertiaire	La part du potentiel de main-d'œuvre ayant achevé une formation de degré secondaire et tertiaire est un indicateur d'une main-d'œuvre qualifiée.	OCDE/BAK Economics
Nombre de brevets (par habitant)	Le niveau d'innovation d'une région se mesure au nombre de brevets déposés par habitant.	BAK Economics/OCDE
Dépenses des entreprises dans le domaine de la recherche et du développement	Les dépenses moyennes engagées par les entreprises dans la recherche et le développement sont exprimées en pourcentage du PIB d'une région.	OCDE

Indicateur	Description	Source
Qualité des universités	L'indice de la qualité des universités BAK se base sur le CWTS Leiden Ranking, un classement mis au point par le centre d'études sur les sciences et les technologies (CWTS) de l'université de Leiden, et reflète le niveau de qualité des universités dans une région donnée. Ce niveau se mesure au nombre de publications scientifiques des universités faisant partie des 10% les plus citées et en rapportant ce nombre à l'effectif de la population de la région (à l'aide d'une fonction non linéaire). La moyenne de toutes les régions d'Europe occidentale et des États-Unis est définie sur 100, et l'écart-type sur 10. Dans la mesure où la moyenne comprend également les meilleures universités américaines, une valeur de 100 représente déjà une université de très haute qualité. Au total, 963 universités ont pu être analysées et évaluées à travers le monde.	BAK Economics/CWTS Leiden Ranking
Part des actifs dans les secteurs du tourisme et des loisirs	Part des actifs dans le secteur des loisirs et dans l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration dans l'emploi total.	BAK Economics/OCDE
Part des actifs dans le secteur de la santé	Part des actifs dans le secteur de la santé dans l'emploi total.	BAK Economics/OCDE
Indice de capacité concurrentielle	L'indice de capacité concurrentielle évalue la compétitivité internationale des secteurs en concurrence interrégionale. Pour mesurer la compétitivité internationale de la base d'exportation, on compare la productivité d'un secteur d'exportation au niveau de productivité du même secteur en Europe occidentale (et aux États-Unis).	BAK Economics
Indice de potentiel de la structure industrielle	Pour déterminer le potentiel de croissance d'un secteur dans une région, il convient de déterminer la croissance économique moyenne prévue dans les différents secteurs pour la période 2017-2030. Il faut donc s'appuyer sur le potentiel de croissance des régions d'Europe occidentale et des États-Unis, de manière à ce que les tendances à la délocalisation vers les pays émergents soient prises en compte dans les prévisions. Avec la structure économique régionale, il est alors possible de déterminer le potentiel de croissance qui existe dans les régions en fonction de la structure actuelle des secteurs, indépendamment de la capacité concurrentielle de chaque secteur ou de la dynamique régionale spécifique des différents secteurs.	BAK Economics

Indicateur	Description	Source
Base d'exportation	La base d'exportation désigne le pan de l'économie axé sur les exportations et représente l'ensemble des secteurs en concurrence internationale. La base d'exportation se mesure en additionnant la valeur ajoutée des différents secteurs d'exportation. Dans un premier temps, il convient ici de déterminer les pans de l'économie régionale qui sont (potentiellement) exposés à la concurrence interrégionale. La plupart du temps, les biens produits dans le secteur industriel sont transférés dans d'autres régions à moindre coût et la composante de la demande locale ne joue qu'un rôle secondaire dans le choix de lieu d'implantation du site de production. Par conséquent, le pan de l'économie axé sur les exportations est déterminé par la valeur ajoutée totale de tous les secteurs industriels. À l'inverse, dans le secteur des services, la production répond généralement à la demande locale et ne peut pas être exportée, ou alors moyennant des coûts disproportionnés (coupe de cheveux, produits communs vendus au détail, etc.). Mais tous les services sont loin de suivre ce schéma. Ainsi, on observe par exemple une recrudescence des exportations interrégionales de services (notamment dans le secteur financier), et certains services se heurtent à une concurrence interrégionale encore plus vive que les biens industriels (notamment les services de communication ou le commerce de gros). De ce fait, la base d'exportation intègre également certains secteurs des services, dès lors qu'une région réalise une part de valeur ajoutée nominale supérieure à un seuil défini (p. ex. 7% dans le commerce de gros ou 2% dans l'hôtellerie).	BAK Economics

IV.3 Régions de référence BAK: délimitation géographique

Régions de référence

Région	Délimitation géographique	Motif
Bâle-Jura	Cantons de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et du Jura	
Bassin lémanique	Cantons de Vaud et de Genève	Région économique de référence
Zurich-Zoug	Cantons de Zurich et de Zoug	Région économique de référence
Stockholm	NUTS 2: Stockholm (SE11)	Start-up, savoir et formation
Île-de-France	NUTS 2: Île-de-France (FR10)	Sciences de la vie, start-up
Grand Londres	NUTS 1: Londres (UKI)	Innovation, start-up
Bristol-Swindon	NUTS 2: Gloucestershire, Wiltshire et Bristol/région de Bath (UKK1)	Start-up, innovation
Öresund	Hovedstaden (DK), Seeland (DK), sud de la Suède (Malmö) (DK01, DK02, SE22)	Sciences de la vie, savoir et formation
Berlin	NUTS 1: Berlin, Land (DE3)	Innovation, start-up
Copenhague	NUTS 2: Hovedstaden (DK01)	Sciences de la vie, innovation
Francfort-sur-le-Main	TL3, région de planification (DE51)	Logistique, place financière
Cambridgeshire	NUTS 3: Cambridgeshire CC (UKH12)	Savoir et formation, start-up
Boston	Boston-Cambridge-Newton	Sciences de la vie, innovation, start-up, savoir et formation
Région de la baie de San Francisco	San José-San Francisco-Oakland	Sciences de la vie, innovation, start-up, savoir et formation
Munich	TL3, région de planification (DE93)	Sciences de la vie, innovation
Hambourg	NUTS 1: Hambourg, Land (DE6)	Logistique
Singapour	Pays	Sciences de la vie, innovation
Stuttgart	TL3, région de planification (DE72)	Biens d'équipement, automobile + sous-traitants
Lyon	NUTS 2: Rhône-Alpes (FR71)	Biens d'équipement
Moyenne des régions analysées	Moyenne pondérée de toutes les régions du tableau	Région de référence

Rem.: Les régions ont été sélectionnées selon les motifs exposés.
Source: Délimitation des régions BAK Economics, 2019